



DÉFINIR

LA CROISSANCE RENTABLE...

rapport annuel Groupe CGI inc.

2007



45 DES 50 PRINCIPALES BANQUES DES AMÉRIQUES ET D'EUROPE |
7 DES 10 CHEFS DE FILE INTERNATIONAUX DES TÉLÉCOMMUNICATIONS |
11 DES 15 PLUS GRANDS ASSUREURS DE DOMMAGES DU MONDE |
DES LEADERS MONDIAUX DE L'AÉROSPATIALE, DES MINES ET MÉTAUX,
DES PRODUITS CHIMIQUES, DU PÉTROLE ET DU GAZ | AINSI QUE DES
CENTAINES D'ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX CHOISISSENT CGI...

UNE RENTABILITÉ DANS CHACUN DES SECTEURS ET
MARCHÉS GÉOGRAPHIQUES | DES MARGES BÉNÉFICIAIRES ET
FLUX DE TRÉSORERIE PARMIS LES MEILLEURS DE L'INDUSTRIE |
DES INDICATEURS DE PERFORMANCE CONFIRMANT UNE
PRÉDOMINANCE SUR LES CONCURRENTS...

VOILÀ NOTRE DÉFINITION
DE LA CROISSANCE
RENTABLE.

La force de l'engagement | LA SATISFACTION DES CLIENTS EST AU PREMIER PLAN DES ACTIVITÉS DE CGI. DEPUIS PLUS DE 30 ANS, NOUS SOMMES SOLIDAIRES DE NOS CLIENTS ET LES AIDONS À RELEVER LES DÉFIS QU'ILS RENCONTRENT EN LEUR OFFRANT DES SERVICES DE QUALITÉ. FIGURANT PARMIS LES CHEFS DE FILE DU SECTEUR DES SERVICES EN TI ET EN GESTION DES PROCESSUS D'AFFAIRES, CGI MAINTIEN UNE ÉTROITE PROXIMITÉ AVEC SES CLIENTS GRÂCE À SES 26 000 PROFESSIONNELS ŒUVRANT À PARTIR DE PLUS DE 100 BUREAUX DANS LE MONDE. PAR LEUR ENTREMISE, NOUS FOURNISSONS À NOS CLIENTS LA COMBINAISON DE VALEUR ET DE SAVOIR-FAIRE QUI RÉPOND LE MIEUX À LEURS BESOINS EN ALLIANT JUDICIEUSEMENT LES PARTENARIATS À L'ÉCHELLE LOCALE ET DES OPTIONS DE PRESTATION DE SERVICES À L'ÉCHELLE MONDIALE. CGI ESTIME QU'ELLE A RÉUSSI QUAND ELLE A AIDÉ SES CLIENTS À OBTENIR DES RÉSULTATS ET A SURPASSÉ LEURS ATTENTES.

Notre approche

Nous comprenons que notre manière de livrer nos services fait de nous un partenaire de choix. Que nos clients souhaitent mieux satisfaire leur propre clientèle et augmenter leurs revenus, ou encore réduire leurs coûts et atténuer leurs risques, ce sont toujours les résultats visés qui dictent notre approche.

Un modèle d'affaires axé sur la proximité —

Suivant une structure axée sur les marchés métropolitains où nos clients sont établis, nos équipes assument la responsabilité du succès des mandats qui leur sont confiés.

Une connaissance approfondie des secteurs économiques —

Nous nous appuyons sur notre compréhension des réalités de nos clients pour déployer des solutions qui transforment leur environnement d'affaires.

Des options de prestation des services à l'échelle mondiale —

Nos clients bénéficient de la réactivité de nos équipes locales et des coûts avantageux des services dispensés à distance dans les centres d'excellence de CGI situés au pays, outre-frontières ou outre-mer.

Des processus de qualité —

Assortis de mécanismes d'évaluation continue de la satisfaction, les processus opérationnels certifiés ISO 9001:2000 de CGI garantissent le maintien de rapports de qualité à long terme entre CGI et ses clients, membres et actionnaires. De plus, nos centres mondiaux de prestation des services soumis aux standards CMMI de niveaux 3 et 5 assurent des services de qualité supérieure.

Nos services

Offrant une gamme exhaustive de services — services-conseils, intégration de systèmes, gestion de fonctions informatiques et d'affaires, et plus d'une centaine de solutions exclusives, CGI peut répondre à l'ensemble des besoins de ses clients en améliorant toutes les facettes de leurs activités. Nous intervenons entre autres dans les domaines suivants :

Intégration de systèmes et services-conseils —

CGI aide ses clients à relever leurs défis en élaborant la planification stratégique, la conception et la mise en œuvre de solutions technologiques et d'affaires.

Gestion des applications —

Nos clients comptent sur nos services de maintenance et d'amélioration des applications d'affaires pour réduire leurs coûts et accélérer la réalisation de leurs projets.

Gestion des technologies —

CGI gère les infrastructures complètes de nombreux clients, selon les réalités et priorités particulières de chacun.

Gestion des processus d'affaires —

CGI gère des processus d'arrière-guichet afin de rationaliser l'exploitation et d'atteindre de nouveaux niveaux d'efficacité et de productivité.

Nos marchés

CGI offre ses services complets aux clients œuvrant dans cinq secteurs d'activité qu'elle connaît à fond. Elle est ainsi en mesure de leur fournir le savoir-faire et les solutions dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs d'affaires.

Services financiers —

Nous aidons nos clients à accroître leur compétitivité en soutenant l'évolution d'environnements et de systèmes complexes qui favorisent la mise en place de processus mieux intégrés, centrés sur les clients.

Gouvernements et services de santé —

En s'appuyant sur CGI, les organisations peuvent mieux gérer le changement continu et entreprendre de vastes projets de transformation centrée sur les citoyens.

Télécommunications et services publics —

CGI aide les fournisseurs à offrir de nouvelles sources de revenus tout en rehaussant la productivité et le service à la clientèle.

Secteur manufacturier —

En concertation avec nos clients, nous réinventons les processus opérationnels et la chaîne logistique pour rehausser leur rentabilité et leur compétitivité à l'échelle mondiale.

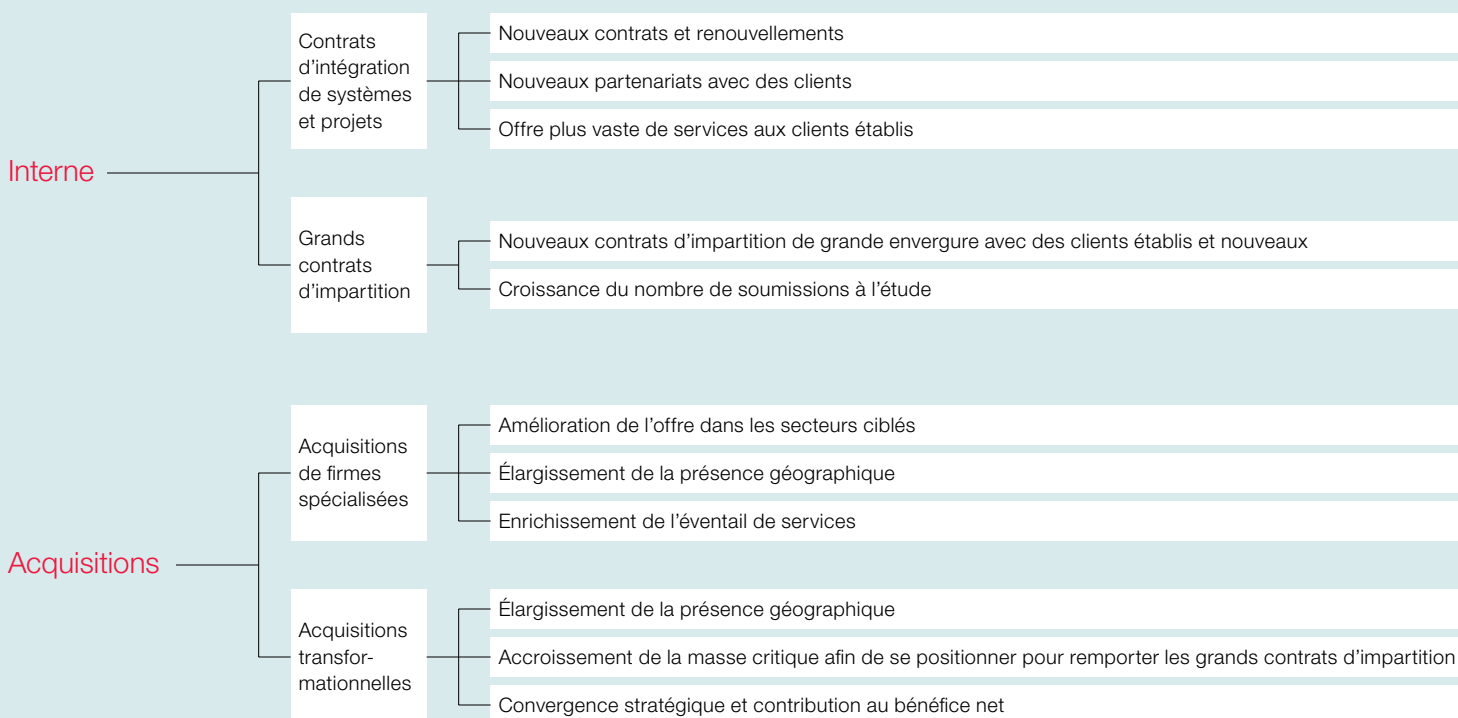
Distribution et détail —

Nous soutenons les clients qui souhaitent augmenter leur rentabilité et fidéliser leur clientèle en adoptant des modèles d'exploitation souples, axés sur les clients.

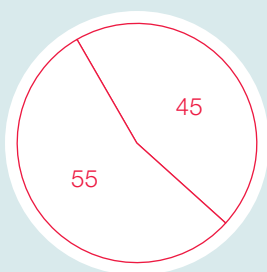
CGI en bref

Notre stratégie de croissance

La croissance interne et les acquisitions font partie intégrante de notre stratégie d'entreprise et ont contribué conjointement à la croissance rentable de CGI depuis sa fondation. En plus de nous aider à étendre nos compétences et nos offres de service, les acquisitions nous procurent une masse critique et des relations avec des clients importants, nous donnant ainsi accès à de plus grands contrats.

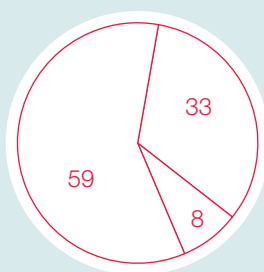


Points saillants *Selon les produits de l'exercice 2007*



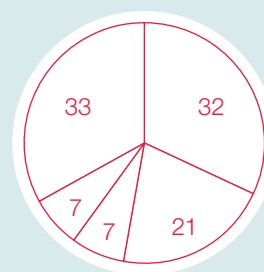
Types de contrat

- 55 %** Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)
 - Services en TI 42 %
 - Gestion des processus d'affaires 13 %
- 45 %** Intégration de systèmes et services-conseils



Marchés géographiques

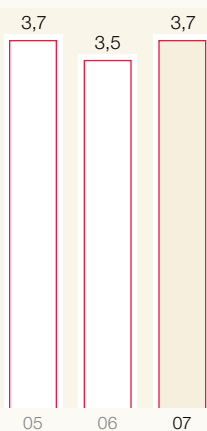
- 59 %** Canada
- 33 %** États-Unis
- 8 %** Europe et Asie-Pacifique



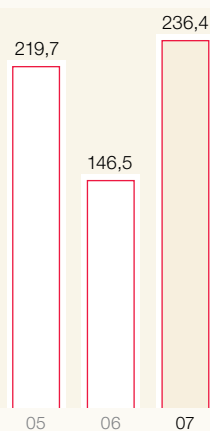
Secteurs cibles

- 33 %** Services financiers
- 32 %** Gouvernements et services de santé
- 21 %** Télécommunications et services publics
- 7 %** Secteur manufacturier
- 7 %** Distribution et détail

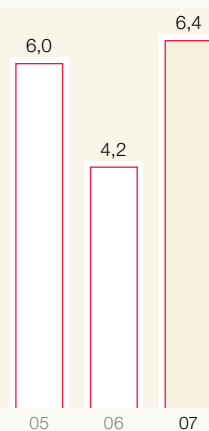
Faits saillants financiers



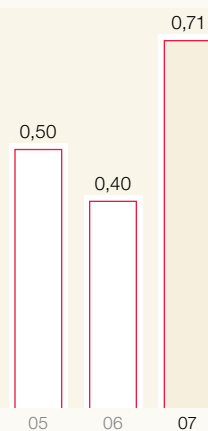
Produits
En milliards de dollars



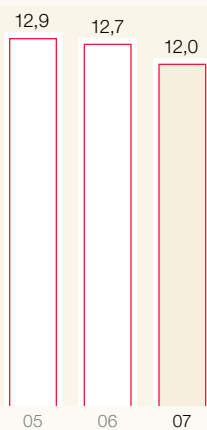
Bénéfice net provenant des activités poursuivies
En millions de dollars



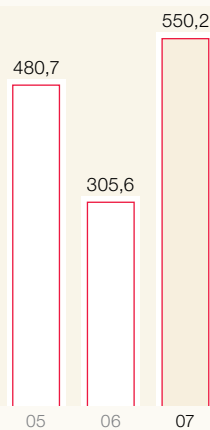
Marge bénéficiaire nette provenant des activités poursuivies
En pourcentage



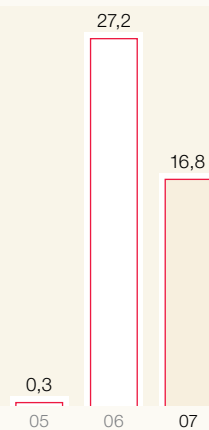
Bénéfice dilué par action provenant des activités poursuivies
En dollars



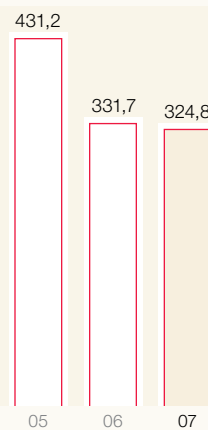
Carnet de commandes
En milliards de dollars



Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies
En millions de dollars



Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme¹
En pourcentage



Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice
En millions d'actions

¹ Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données liées aux actions, ratios et pourcentages)

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Performance financière			
Produits	3 711 566	3 477 623	3 685 986
BAll ajusté ¹	407 813	310 336	346 145
Marge du BAll ajusté ¹	11,0 %	8,9 %	9,4 %
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	236 402	146 533	219 698
Marge bénéficiaire nette tirée des activités poursuivies	6,4 %	4,2 %	6,0 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies	0,72	0,40	0,50
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies	0,71	0,40	0,50
Bénéfice net	236 402	146 533	216 488
Marge bénéficiaire nette	6,4 %	4,2 %	5,9 %
Bénéfice de base par action	0,72	0,40	0,49
Bénéfice dilué par action	0,71	0,40	0,49
Bénéfice net (selon les PCGR des États-Unis) ²	239 247	149 176	237 782
de base par action (selon les PCGR des États-Unis) ²	0,73	0,41	0,54
dilué par action (selon les PCGR des États-Unis) ²	0,72	0,41	0,54
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	550 169	305 596	480 709
Situation financière			
Actifs totaux	3 475 808	3 692 032	3 986 659
Capitaux propres	1 818 268	1 748 020	2 494 690
Capitaux propres par action ordinaire	5,60	5,27	5,79
Fonds de roulement	105 283	248 694	332 387
Ratio de fonds de roulement	1,14	1,37	1,47
Dette à long terme (portions court terme et long terme)	473 191	813 259	249 700
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ³	16,8 %	27,2 %	0,3 %

	EXERCICE 2007				EXERCICE 2006			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats trimestriels								
Produits	922 846	933 318	951 342	904 060	845 820	866 504	866 836	898 463
BAll ajusté ¹	101 526	104 558	102 040	99 689	91 121	77 642	62 827	78 746
Marge du BAll ajusté ¹	11,0 %	11,2 %	10,7 %	11,0 %	10,8 %	9,0 %	7,2 %	8,8 %
Bénéfice net	65 577	64 433	62 711	43 681	39 532	35 944	14 149	56 908
Marge bénéficiaire nette	7,1 %	6,9 %	6,6 %	4,8 %	4,7 %	4,1 %	1,6 %	6,3 %
Bénéfice de base par action	0,20	0,20	0,19	0,13	0,12	0,11	0,04	0,13
Bénéfice dilué par action	0,20	0,19	0,19	0,13	0,12	0,11	0,04	0,13
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	120 396	134 637	128 962	166 174	51 823	107 595	82 550	63 628

1 Le BAll ajusté représente le bénéfice net ajusté avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, net, gain sur la vente d'actifs, gain sur la vente d'un placement dans une société satellite et bénéfice tiré d'un placement dans une société satellite, participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur le bénéfice, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées. La marge du BAll ajusté est calculée par rapport aux produits.

2 Le rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 27 des états financiers consolidés.

3 Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

80 %

Les membres de CGI se sentent vraiment propriétaires de leur entreprise, et pour cause : plus de 80 % d'entre eux sont actionnaires de CGI ; collectivement, ils détiennent le bloc d'actions le plus important de la société.



LES RÉSULTATS DU DERNIER EXERCICE, TOUT COMME LA FEUILLE DE ROUTE ET LA PERFORMANCE À LONG TERME DE NOTRE ENTREPRISE, NOUS PERMETTENT D’AFFIRMER QUE CGI EST UNE ENTREPRISE TRÈS INTÉRESSANTE À CONNAÎTRE. EXTRÊMEMENT INTÉRESSANTE À CONNAÎTRE POUR NOS CLIENTS, BIEN SÛR. TOUT AUSSI INTÉRESSANTE POUR NOS ACTIONNAIRES, POUR NOS MEMBRES ET POUR NOS AUTRES PARTENAIRES. PENDANT L’EXERCICE 2007, NOUS AVONS BATTU POUR AINSI DIRE TOUS LES RECORDS, QUEL QUE SOIT L’INDICATEUR UTILISÉ : PRODUITS, BAI, BÉNÉFICE NET OU BÉNÉFICE PAR ACTION. NOS RÉSULTATS N’ONT PAS CESSÉ DE S’AMÉLIORER D’UN TRIMESTRE À L’AUTRE, DANS TOUS LES TERRITOIRES ET DANS TOUS LES SECTEURS D’AFFAIRES OÙ NOUS ŒUVRONS.

NOS QUATRE STRATÉGIES DE CROISSANCE

Nous avons déployé quatre stratégies pour accélérer notre croissance au cours de l’exercice 2007.

Premièrement, nous avons mis l’accent sur les clients qui appréciaient déjà la valeur ajoutée que CGI leur procure. Nous avons ciblé nos principaux clients, parmi plusieurs milliers, et, avec eux, nous avons examiné les caractéristiques précises qui font de CGI un partenaire valable. Nous leur avons présenté notre vaste portefeuille de solutions, de services et de compétences. Nous leur avons expliqué comment nous pourrions les aider à créer davantage de valeur. Notre but était d’encourager nos clients à nous confier des mandats élargis et de nouveaux projets. Nous l’avons atteint. Nous avons étendu le programme à d’autres clients établis et potentiels. Résultat : un flux constant de nouveaux contrats, de renouvellements et d’élargissements de contrats.



LES BONS RÉSULTATS PARLENT PLUS QUE LES LONGUES EXPLICATIONS.

Deuxièmement, nous avons insisté sur l'excellence de l'exécution, c'est-à-dire le respect des calendriers et des budgets, et le *dépassement* des attentes de nos clients. En vertu de notre Cadre de gestion du partenariat client, nous mesurons le taux de satisfaction de nos clients à intervalles réguliers. Nous sommes heureux d'annoncer que pour l'exercice 2007, nous avons obtenu un score de 8,8 sur 10.

Troisièmement, nous avons poursuivi l'expansion de nos infrastructures mondiales de prestation des services afin de mieux servir nos clients tout en renforçant notre situation concurrentielle. Grâce à la mondialisation des affaires, les clients ont aujourd'hui accès à un spectre plus large d'options de prestation des services à distance. Nous croyons que toute entreprise devrait pouvoir obtenir la combinaison de services locaux, outre-frontières et outre-mer qui lui convient – et non être contrainte de choisir une seule de ces options. C'est pourquoi, au cours des deux dernières années, nous avons créé de nouveaux centres mondiaux de prestation des services situés à des endroits stratégiques

au Canada, aux États-Unis et en Europe, en complément à nos centres indiens de Bangalore et de Mumbai.

Notre centre le plus récent, qui a ouvert ses portes à Bangalore en novembre 2007, pourra accueillir jusqu'à 5000 membres, et nous avons l'intention de l'occuper à pleine capacité. Nos activités de recrutement fonctionnent à plein régime et, à l'échelle mondiale, nous avons engagé plus de 1000 nouveaux professionnels au cours des 12 derniers mois seulement. En plus des quelque 50 à 75 nouveaux membres qui viennent augmenter nos équipes indiennes chaque mois, nous recrutons actuellement 1500 personnes de plus – la moitié au Canada, l'autre moitié aux États-Unis et en Europe. Parallèlement, au cours du dernier exercice, nous avons augmenté substantiellement le taux d'utilisation de notre personnel et géré avec soin nos coûts d'exploitation dans l'ensemble de nos unités. Résultat : une performance améliorée, un bénéfice net de 236,4 millions \$ et une marge bénéficiaire record de 6,4 % – soit une amélioration de 61 % par rapport à l'exercice précédent.

Quatrièmement, nous avons géré nos finances avec une rigueur renouvelée. Au cours des 12 derniers mois, nous avons renforcé notre bilan en remboursant une tranche de 331 millions \$ de notre dette à long terme. Au cours des 18 derniers mois, nous avons annulé 25 % des actions en circulation, incluant le rachat de 12 millions d'actions pendant l'exercice 2007.

Nous nous sommes aussi distingués par notre transparence, comme l'a souligné l'Institut Canadien des Comptables Agréés en nous décernant un prix pour l'excellence de nos pratiques d'information.

COMMENT NOUS FAISONS CROÎTRE LA VALEUR DE L'AVOIR DES ACTIONNAIRES

Se renforçant mutuellement, nos quatre stratégies ont rapidement donné des résultats et le cours de l'action de CGI a bondi de plus de 50 % pendant l'exercice 2007. À titre de dirigeants et d'actionnaires, nous nous félicitons de ce progrès. Nous croyons toutefois que nos actions pourraient s'apprécier encore sensiblement.

En effet, notre ratio cours/bénéfice a rejoint la moyenne des entreprises de même catégorie, alors que notre performance, mesurée selon des indicateurs tels que la marge bénéficiaire nette et les flux de trésorerie, *dépasse largement la moyenne*.

Ainsi, il existe encore un écart entre le prix des actions de CGI et le cours auquel elles devraient selon nous se négocier. Nous avons donc lancé une campagne intensive de relations avec les investisseurs afin de leur parler de nous, d'expliquer nos stratégies et de faire valoir les attributs distinctifs de CGI. Ciblant surtout les États-Unis, où se trouvent plus de 40 % des actionnaires institutionnels de CGI, notre campagne a atteint son apogée lors de notre première Journée des investisseurs à New York le 16 novembre dernier. Les réactions et les questions des participants nous permettent de croire que l'événement a remporté un franc succès. CGI représente aussi un placement attrayant pour les investisseurs qui détiennent des actions de nos concurrents et qui privilégient les caractéristiques fondamentales telles que la robustesse des flux de trésorerie. CGI fait partie des meilleures firmes de son industrie à cet égard, ayant dégagé des flux de trésorerie de 550 millions \$ ou 1,65 \$ par action pendant l'exercice 2007.

POUR L'AVENIR, DES OBJECTIFS DE DÉPASSEMENT

Les 12 derniers mois ont été aussi mouvementés que satisfaisants. Nous avons travaillé très fort pour mieux nous positionner et nous voulons profiter de l'élan acquis pour accélérer notre croissance rentable à long terme. C'est pourquoi nous nous sommes fixé plusieurs objectifs de dépassement à brève et à moyenne échéance.

L'atteinte de notre objectif principal – doubler la taille de CGI au cours des trois à cinq prochaines années – dépend de notre aptitude à accroître notre chiffre d'affaires, surtout hors du Canada. Nos activités canadiennes, qui continuent à croître, représentent 60 % des produits totaux de CGI, contre 40 % pour les États-Unis, l'Europe et l'Asie. Nous nous employons à renverser cette proportion en misant principalement sur l'accélération de la croissance aux États-Unis et en Europe, qui devrait surpasser notre croissance globale au cours des prochaines années.

Pour réussir, nous devons servir de manière équilibrée les intérêts de nos trois grands groupes de partenaires. Il faut donc que les clients, les membres et les actionnaires de CGI voient – et *comprennent* – que le succès de CGI a des retombées dont ils profitent.

Nos clients sont nos partenaires les plus importants. Plus nous répondrons à leurs attentes et continuerons à surpasser nos concurrents, plus il sera aisé d'atteindre nos objectifs. Comme nous l'avons constaté une fois de plus l'an dernier, l'excellence de l'exécution est déterminante car elle est le moteur de la croissance de nos partenariats avec nos clients.

Quant à nos membres, leur réussite a toujours été et demeure intimement liée au rêve collectif de CGI. Les raisons pour lesquelles nous utilisons le terme « membres » pour désigner nos professionnels se trouvent dans le rêve qui a mené à la création de CGI, celui de **« créer un environnement où les membres ont du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, ils participent au développement d'une entreprise dont ils sont fiers »**. Le concept de base du rêve est celui de *propriété*, dans toutes ses ramifications. Certes, les récompenses financières associées

à la *propriété* ne sont pas à négliger. Néanmoins, l'habilitation, la responsabilisation et, ultimement, la satisfaction au travail revêtent tout autant d'importance. Les membres de CGI se sentent vraiment propriétaires de leur entreprise, et pour cause : plus de 80 % d'entre eux sont actionnaires de CGI; collectivement, ils détiennent le bloc d'actions le plus important de la société.

Afin de servir le mieux possible les intérêts de nos actionnaires, qui forment notre troisième groupe de partenaires, nous cherchons à créer une valeur durable à long terme. Dans ce but, nous veillons à ce que chacune des décisions que nous prenons soit rentable : nous sommes propriétaires de CGI et nous agissons en conséquence. Tous les éléments de notre organisation – qu'il s'agisse de nos méthodologies et processus communs, de nos structures ou de nos régimes d'intéressement – visent à satisfaire nos clients et à atteindre ainsi nos objectifs financiers. Nous croyons que cette approche est la plus propice à la création de valeur à court et à long terme.

NOTRE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT AXÉE SUR LA CROISSANCE INTERNE ET SUR LES ACQUISITIONS

Au cours de l'exercice à venir, nous garderons le cap sur notre stratégie de développement. Nous continuerons à mousser notre croissance interne en cultivant nos liens avec nos clients établis et potentiels, et en misant sur l'excellence de l'exécution pour les combler.

Notre situation financière robuste nous permet d'envisager aussi avec optimisme le volet « acquisitions » de notre stratégie. Notre bilan est solide. Nous avons porté notre marge de crédit à 1,5 milliard \$ et pourrions y ajouter une autre tranche de 1,75 milliard \$ au besoin. De plus, la vigueur du dollar canadien nous encourage à

rechercher activement les cibles d'acquisition parmi les sociétés ouvertes et fermées, surtout aux États-Unis et en Europe. Cependant, comme toujours, nous passerons toute cible d'acquisition au crible de critères rigoureux : convergence stratégique, potentiel de synergies, contribution suffisante au bénéfice et au bénéfice par action, dès la première année.

CINQ ATTRIBUTS QUI FONT DE CGI UNE ENTREPRISE INTÉRESSANTE À CONNAÎTRE

Dans le contexte d'une économie mondiale toujours plus concurrentielle, les facteurs qui différencient clairement CGI auront une incidence déterminante. Nous sommes persuadés que les attributs distinctifs de CGI en font non seulement une entreprise intéressante à connaître, mais bien l'entreprise la plus intéressante en son domaine.

Premier attribut distinctif : la portée et la profondeur de nos offres. CGI fait partie d'un très petit groupe de fournisseurs de services complets en TI et en gestion des processus d'affaires œuvrant à l'échelle mondiale. Désirant se concentrer davantage sur leurs activités de première ligne, les organisations intègrent un nombre croissant de fonctions informatiques et de processus d'affaires à leur arrière-guichet. CGI devient alors pour elles une entreprise extrêmement intéressante à connaître car elle possède le savoir-faire, l'expérience et les solutions nécessaires pour gérer cet arrière-guichet élargi. Les offres de la plupart de nos concurrents ne se comparent tout simplement pas aux nôtres.

Deuxième attribut distinctif : notre modèle mondial de prestation des services. Certains concurrents proposent des services au pays, sur le continent ou outre-mer. Nous offrons les trois options – et la possibilité de les combiner

en se mouvant aux besoins particuliers de chaque client. Unique en son genre, notre chaîne logistique mondiale nous permet de servir nos clients partout dans le monde en leur offrant la combinaison la plus avantageuse de qualité, de souplesse et d'économies.

Troisième attribut distinctif : notre indispensable présence locale. Nous sommes établis dans les grandes régions métropolitaines nord-américaines et européennes par l'entremise de plus de 100 bureaux. Vivant et travaillant à proximité de nos clients, nos membres peuvent puiser dans un bassin de ressources mondiales d'envergure mais sont sur place pour répondre personnellement de la qualité des résultats.

Quatrième attribut distinctif : notre capacité de tirer parti des occasions. Nos efforts visant à transformer des projets ponctuels en partenariats durables ont remporté un grand succès. Plusieurs de nos ententes d'hébergement et de gestion à long terme résultent des liens noués à l'occasion de la vente d'une solution exclusive – notamment les solutions Advantage et Momentum, aux États-Unis. En d'autres termes, nous savons transformer des mandats à court terme en revenus récurrents, et contribuer ce faisant à la croissance et au succès de nos clients.

Cinquième attribut distinctif : le calibre de notre équipe de gestion. Comme le confirment leur taux de rotation, remarquablement faible, et leur taux élevé de participation à l'actionnariat, nos gestionnaires croient vraiment au succès de CGI. Ils investissent des sommes substantielles dans l'entreprise et se dévouent sans compter à son essor. Nous croyons qu'ils forment la meilleure équipe de gestion de notre secteur, grâce à leurs longues années de service et à l'ampleur de leur savoir-faire.

Depuis sa fondation il y a plus de 30 ans, CGI a poursuivi sans relâche sa croissance rentable. En 1976, notre chiffre d'affaires s'établissait à 138 000 \$. Aujourd'hui, grâce au soutien de nos clients et de nos membres, il nous faut quelques minutes pour produire les mêmes revenus. Notre réussite ininterrompue, au fil des ans, témoigne de la solidité de notre équipe de gestion, de la justesse de nos stratégies et de notre engagement indéfectible envers tous nos partenaires.

Pour ses clients, pour ses membres et pour ses actionnaires, CGI est une entreprise intéressante à connaître. Très intéressante à connaître. Aujourd'hui, mais surtout pour l'avenir.

Nous tenons à remercier nos clients et nos actionnaires pour la confiance qu'ils nous accordent. Nous rendons aussi hommage au dévouement et à la loyauté remarquables de nos membres. Nous nous réjouissons à l'avance de partager un avenir passionnant avec vous.

550 millions \$

CGI fait partie des meilleures firmes de son industrie, ayant dégagé des flux de trésorerie de 550 millions \$, ou 1,65 \$ par action, pendant l'exercice 2007.

[signé]

SERGE GODIN
Fondateur et
président exécutif du conseil

[signé]

MICHAEL E. ROACH
Président et
chef de la direction



LE PREMIER EMPLOYEUR DU SECTEUR DES TI AU CANADA.

UN LEADERSHIP DURABLE | AU COURS DES TROIS DERNIÈRES DÉCENNIES, CGI EST DEVENUE LE PRINCIPAL FOURNISSEUR DE SERVICES EN TI ET EN GESTION DES PROCESSUS D'AFFAIRES AU CANADA. SEULE SOCIÉTÉ CANADIENNE OUVERTE DANS LE SECTEUR DES SERVICES EN TI, CGI EST AUSSI L'UN DES PLUS IMPORTANTS EMPLOYEURS CANADIENS COMPTE TENU DE SES 16 500 PROFESSIONNELS QUI ŒUVRENT À PARTIR DE 35 BUREAUX. LES RESPONSABLES DES TI DE LA PLUPART DES PLUS GRANDES COMPAGNIES CANADIENNES CONNAISSENT BIEN LE SAVOIR-FAIRE DE CGI, TOUT COMME LES ADMINISTRATIONS GOUVERNEMENTALES. NOUS SOMMES LA SEULE ENTREPRISE MONDIALE AYANT DÉVELOPPÉ DES CENTRES D'EXCELLENCE À TRAVERS LE CANADA, DANS DES COMMUNAUTÉS PLUS PETITES ET MOINS URBAINES, ET CE, AU BÉNÉFICE DE NOS CLIENTS, DE NOS MEMBRES ET DE NOS ACTIONNAIRES. FORTE DE SON RICHE HÉRITAGE, CGI S'EST ENGAGÉE À PROMOUVOIR LE CANADA SUR LA SCÈNE MONDIALE DES TI; ELLE A ÉTABLI AVEC DES GOUVERNEMENTS ET DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES PARTENARIATS VISANT À SOUTENIR DE NOUVEAUX PROJETS TECHNOLOGIQUES ET DES PROGRAMMES D'EMBAUCHE.

Pourcentage des produits totaux

59 %

Secteurs économiques ciblés



5,5 %

Pendant l'exercice 2007, CGI a poursuivi sa croissance au Canada. En plus des renouvellements et des élargissements de contrats avec des clients tels qu'Acxsys, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, la Banque Nationale du Canada et la BDC, nous avons signé un contrat d'impartition de 7 ans avec Bombardier Produits Récréatifs.



INTÉRESSANT À SAVOIR.

DEVON CANADA

En 2004, Devon Canada, EnCana, Husky Oil et Talisman Energy ont créé avec CGI une coentreprise en vue de développer une nouvelle solution sectorielle de comptabilité de production. Nous avons confié ce mandat complexe à CGI en raison de sa connaissance de notre secteur, de son expérience du développement et de sa souplesse. Devon a été la première à déployer la nouvelle solution, en septembre 2007. Les résultats ont dépassé nos attentes. Malgré la nouveauté et la complexité de la solution, aucun problème notable n'a surgi. De plus, les premiers utilisateurs sont tellement enthousiastes que les autres font la file pour en bénéficier le plus vite possible.

Gerry Read | Directeur général, Comptabilité de l'exploitation, Devon Canada Corporation

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

En se complexifiant, le métier d'investisseur s'appuie de plus en plus sur des systèmes et des technologies de pointe. CGI fait partie des partenaires stratégiques de longue date de la Caisse. Nous comptons sur ses services de grande qualité et bénéficions de l'agilité et de la flexibilité dont font preuve ses professionnels pour nous appuyer dans l'atteinte de nos objectifs. Une entreprise du calibre de CGI est un allié précieux pour nous aider à faire de la Caisse une organisation de référence parmi les gestionnaires de fonds institutionnels.

Henri-Paul Rousseau | Président et chef de la direction
Caisse de dépôt et placement du Québec

Quelques-uns de nos clients

Banque Nationale du Canada	Financière Manuvie	Rio Tinto Alcan
Bell Canada	Groupe Financier	Telus
Bombardier	Banque TD	10 provinces et territoires
Cirque du Soleil	Groupe Pages Jaunes	Plus de 60 municipalités
Cott	Pfizer	
Desjardins	Postes Canada	
	Purolator	

Bureaux

Burnaby, BC	Ottawa, ON
Calgary, AB	Québec, QC
Charlottetown, PE	Regina, SK
Edmonton, AB	Saguenay, QC
Fredericton, NB	Saint John, NB
Halifax, NS	St. John's, NL
Markham, ON	Toronto, ON
Mississauga, ON	Victoria, BC
Montréal, QC	Winnipeg, MB



44 ÉTATS ET PLUS DE 100 ORGANISMES FÉDÉRAUX AMÉ

LES TI FAVORISENT LA TRANSFORMATION | AUX ÉTATS-UNIS, CGI EST PRÉSENTE DANS TOUTES LES RÉGIONS ET ZONES MÉTROPOLITAINES MAJEURES PAR L'ENTREMISE DE PLUS DE 50 BUREAUX. AVEC PLUS DE 5 000 PROFESSIONNELS CHEVRONNÉS, DE VASTES CAPACITÉS ET UNE APPROCHE TRÈS SOUPLE, CGI ACCOMPAGNE SES CLIENTS DANS LA TRANSFORMATION DE LEURS ACTIVITÉS. QU'IL S'AGISSE D'OPTIMISER LEURS OPÉRATIONS ET D'ACCROÎTRE LEUR RENDEMENT, OU D'AMÉLIORER LEUR SERVICE À LA CLIENTÈLE ET D'AUGMENTER LEUR AVANTAGE CONCURRENTIEL, LES GRANDES ENTREPRISES ET LES GOUVERNEMENTS DÉCOUVRENT COMMENT LA TRANSFORMATION PEUT LES AIDER À RÉALISER LEURS OBJECTIFS D'AFFAIRES. NOTRE OFFRE EST PERSONNALISÉE EN FONCTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DE CHAQUE CLIENT ET LIVRÉE SELON UN MODÈLE D'AFFAIRES AXÉ SUR LA PROXIMITÉ DES CLIENTS, CE QUI PERMET L'INTERACTION AVEC UN PARTENAIRE RESPONSABLE. DANS LE CADRE DE NOTRE MODÈLE MONDIAL DE PRESTATION DES SERVICES, NOUS PROPOSONS ÉGALEMENT UN CHOIX ÉQUILIBRÉ D'OPTIONS AFIN DE FOURNIR À NOS CLIENTS LA COMBINAISON DE VALEUR ET D'EXPERTISE DONT ILS ONT BESOIN. CE MODÈLE FLEXIBLE DE PRESTATION, ALLIÉ À NOS SOLUTIONS EXCLUSIVES ET À NOTRE EXPERTISE SECTORIELLE, SURTOUT DANS LES SECTEURS PUBLIC, BANCAIRE ET D'ASSURANCE, NOUS A PERMIS D'OBTENIR DE NOS CLIENTS UN TAUX DE SATISFACTION MOYEN DE 9 SUR 10 EN 2007.

Pourcentage des produits totaux

33 %

Secteurs économiques ciblés



Aux États-Unis et en Inde, la croissance de nos activités est demeurée robuste. L'exercice 2008 s'avère également prometteur : nos services font l'objet d'une demande croissante de la part de grandes administrations publiques étatiques et fédérales de même que d'entreprises privées.

8,9 %



AMÉRICAINS PARMIS NOS CLIENTS. INTÉRESSANT À SAVOIR.

CONSUMER SERVICES AGENCY

Sous l'égide du Gouverneur Schwarzenegger, les Services généraux de Californie ont lancé le projet d'approvisionnement stratégique afin d'acheter les meilleurs produits et services aux meilleurs prix, de faire épargner les contribuables et de moderniser le système d'approvisionnement de l'État. Les solutions de gestion des dépenses de CGI se sont imposées comme étant les plus performantes et CGI a soutenu notre projet comme seul un partenaire solide et engagé peut le faire. CGI nous a fait épargner 170 millions \$ jusqu'ici en rationalisant nos processus d'approvisionnement et en améliorant nos contrats, sans que les services aux citoyens en souffrent. Grâce aux solutions sur mesure de CGI, l'État est maintenant outillé pour continuer à économiser en utilisant de meilleures pratiques d'approvisionnement.

Rosario Marin | Secrétaire, California State and Consumer Services Agency

OCÉ – AMÉRIQUE DU NORD

Chef de file mondial et fournisseur de solutions et services en gestion de documents numériques, Océ doit pouvoir compter sur un savoir-faire technologique de calibre international afin de se positionner efficacement face à la concurrence sur son marché actuel et futur. L'engagement de CGI à fournir des services de qualité et son processus de prestation de services bien établi nous permettront de continuer à améliorer la gestion des infrastructures d'Océ, tout en assurant une plus grande stabilité et un contrôle des coûts. CGI a démontré qu'elle peut non seulement fournir des services de qualité, mais également être un véritable partenaire stratégique qui contribue à notre croissance et à notre succès.

Joseph D. Skrzypczak | Président et chef de l'exploitation, Océ – Amérique du Nord

Quelques-uns de nos clients

Arrow Electronics	Novelis
AT&T	PNC Bank
Bank of America	Russell Investments
Chicago Stock Exchange	Verizon
Dick's Sporting Goods	Plus de 100 organismes fédéraux
Equifax	Plus de 190 organismes étatiques et locaux
John Hancock	
Michelin	
Microsoft	

Bureaux

ÉTATS-UNIS

Albany, NY	Charlotte, NC	Honolulu, HI	Rancho Cordova, CA	Tampa, FL
Andover, MA	Chicago, IL	Houston, TX	Redwood City, CA	Washington, DC
Annapolis, MD	Cleveland, OH	Jefferson City, MO	Richmond, VA	
Atlanta, GA	Columbia, SC	Los Angeles, CA	Roseland, NJ	
Austin, TX	Columbus, OH	New York, NY	Sacramento, CA	
Baltimore, MD	Dallas, TX	Oakland, CA	San Antonio, TX	
Birmingham, AL	Denver, CO	Oklahoma City, OK	San Diego, CA	
Boston, MA	Fairfax, VA	Philadelphia, PA	Sarasota, FL	
Buffalo, NY	Fort Worth, TX	Phoenix, AZ	Seattle, WA	
Canton, MA	Frankfort, KY	Plymouth, MN	St. Louis, MO	

INDE

Bangalore
Mumbai

La région Europe et Asie-Pacifique est celle qui a le plus augmenté son chiffre d'affaires pendant l'exercice 2007. D'ici trois à cinq ans, CGI prévoit que cette région représentera 20 % ou plus des produits totaux de l'entreprise.

12,5 %

66 DE NOS 100 PRINCIPAUX CLIENTS ONT DES ACTIVITÉS

UNE EXPANSION CONTINUE | DEPUIS 32 ANS, CGI ACCOMPAGNE SES CLIENTS QUI PRENNENT DE L'EXPANSION ET DÉVELOPPENT DE NOUVEAUX MARCHÉS. AUJOURD'HUI, NOUS AVONS DES BUREAUX DANS LA PLUPART DES PAYS EUROPÉENS, ET NOUS SOMMES PRÉSENTS DANS DES SECTEURS EN CROISSANCE TELS QUE LES TÉLÉCOMMUNICATIONS, LES SERVICES FINANCIERS ET LES GOUVERNEMENTS. NOUS SOMMES AUSSI UN LEADER RECONNU DE CERTAINS CRÉNEAUX SPÉCIALISÉS TELS QUE LES SERVICES SAP, LA GESTION DES RECOUVREMENTS, LA GESTION RELATIONNELLE DES CLIENTS ET L'INTELLIGENCE D'AFFAIRES. DE PLUS, GRÂCE À NOS CENTRES D'EXCELLENCE EN POLOGNE ET EN ESPAGNE, L'EUROPE FORME UNE COMPOSANTE STRATÉGIQUE DE NOTRE INFRASTRUCTURE MONDIALE DE PRESTATION DES SERVICES. NOUS INTENSIFIONS ÉGALEMENT NOTRE PRÉSENCE EN AUSTRALIE, OÙ NOUS TRAVAILLONS AVEC LES PRINCIPAUX ORGANISMES FISCAUX ET DE SERVICES À LA PERSONNE AINSI QU'AVEC LA PLUS IMPORTANTE FIRME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DU PAYS.

Pourcentage des produits totaux

8 %

Secteurs économiques ciblés





EN EUROPE OU EN AUSTRALIE. INTÉRESSANT À SAVOIR.

ALLIANZ POLOGNE

CGI a toujours été un partenaire fiable qui nous a beaucoup aidés à exploiter tout le potentiel de nos systèmes et a contribué de manière importante à leur succès. CGI ajoute de la valeur à nos activités grâce à ses solides compétences en technologies et à sa connaissance de l'assurance, acquise dans le cadre d'autres projets en TI partout dans le monde.

Thomas Ruedesheim | Chef de la direction informatique, Allianz Pologne

TELE2 ALLEMAGNE

Nous avons d'abord demandé à CGI de nous prêter main-forte lors de la construction d'une infrastructure d'essais. L'excellence du travail effectué nous a amenés à lui confier, au cours des 18 derniers mois, d'autres mandats touchant entre autres la gestion des exigences, l'analyse fonctionnelle et la mise à niveau des systèmes. CGI a rehaussé la qualité logicielle de notre infrastructure en TI, surtout en ce qui concerne la gestion des commandes. Nous apprécions l'engagement des gens de CGI et les efforts supplémentaires qu'ils n'hésitent pas à faire pour nous aider à atteindre nos objectifs.

Hermann Riedl | Chef de la direction, Tele2 Allemagne

Quelques-uns de nos clients

- | | |
|---|--------------------------|
| Air Liquide | France Télécom |
| Alstom | Italcementi |
| Australian and
New Zealand Bank
(ANZ) | O ₂ Allemagne |
| Axa | Orange |
| BNP Paribas | Schroders |
| Casema | Société Générale |
| Deutsche Bank | Telstra |
| | Total |
| | Vodafone |

Bureaux

EUROPE

- ALLEMAGNE
Düsseldorf
- ANGLETERRE
Basingstoke
Bristol
London
Stevenage

- BELGIQUE
Bruxelles
- ESPAGNE
Madrid
Malaga
- FRANCE
Paris

- HONGRIE
Budapest
- ITALIE
Milan
- PAYS-BAS
La Haye
- POLOGNE
Varsovie

- PORTUGAL
Lisbonne
- SUÈDE
Stockholm
- SUISSE
Zoug

AUSTRALIE

- Canberra
- Melbourne
- Sydney

La Constitution de CGI

Notre rêve

Créer un environnement où nous avons du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, nous participons au développement d'une entreprise dont nous sommes fiers.

Notre mission

Aider nos clients en leur fournissant des services professionnels de la plus grande qualité, compétence et objectivité, afin de rencontrer pleinement leurs objectifs en informatique, en processus d'affaires et en gestion. Dans tout ce que nous faisons, nous misons sur le partenariat, l'intrapreneurship, l'esprit d'équipe et l'intégrité, contribuant ainsi à développer une entreprise de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires.

Notre vision

Être un leader de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires, qui contribue à la croissance et au succès de ses clients.

Nos valeurs

Partenariat et qualité

Pour nous, le partenariat et la qualité constituent une philosophie et une façon d'être. Nous développons les meilleures pratiques de gestion, nous y adhérons et nous les intégrons à nos cadres de gestion de la relation client et de prestation des services afin d'établir des partenariats solides et durables. Nous sommes à l'écoute de nos clients et nous avons à cœur leur pleine satisfaction.

Objectivité et intégrité

Nous faisons preuve de la plus grande indépendance dans le choix des produits, services et solutions que nous recommandons à nos clients. Nous adhérons aux meilleurs standards de qualité, d'objectivité et d'intégrité. Par conséquent, nous appliquons des règles strictes d'affaires et d'éthique professionnelle dans l'ensemble de l'entreprise. Nous n'acceptons aucune rémunération de la part de fournisseurs.

Intrapreneurship et partage

Notre succès repose sur la compétence, l'engagement et l'enthousiasme de nos membres. Nous favorisons une culture d'innovation et d'autonomie de façon à rendre chacun d'entre nous imputable de la satisfaction de nos clients, assurant ainsi la croissance rentable de notre entreprise. Par le travail en équipe et par le partage de notre savoir-faire et de nos connaissances, nous offrons à nos clients ce que CGI a de meilleur. En tant que membres de CGI, nous prenons part activement au succès de notre entreprise, notamment en participant aux profits et en ayant accès à l'actionnariat.

Respect

En tant qu'entreprise mondiale, nous reconnaissons la grande richesse que la diversité nous apporte. Nous célébrons cette diversité tout en adhérant à la culture de CGI. Dans toutes nos actions, nous sommes respectueux envers nos membres, clients, partenaires d'affaires et concurrents.

Solidité financière

Tous nos efforts visent une performance financière qui se distingue par sa constance et sa solidité afin de soutenir notre croissance à long terme et de récompenser nos membres et nos actionnaires. Notre solidité financière nous permet d'investir et d'améliorer continuellement nos services et solutions d'affaires au bénéfice de nos clients. Dans ce but, nous gérons nos affaires de manière à réaliser un rendement supérieur aux normes de l'industrie.

Responsabilité sociale

Notre modèle d'affaires, qui en est un de proximité, a été conçu afin de développer des liens étroits avec nos clients et avec nos communautés. Nous prenons à cœur nos responsabilités sociales et contribuons à l'évolution des communautés où nous vivons et travaillons.

Équipe de direction

SERGE GODIN*
Fondateur et
président exécutif du conseil

ANDRÉ IMBEAU*
Fondateur, vice-président
exécutif du conseil et
secrétaire corporatif

PAULE DORÉ
Conseillère au fondateur et
président exécutif du conseil

MICHAEL E. ROACH*
Président et chef de la direction

DAVID ANDERSON*
Vice-président exécutif et
chef de la direction financière

ANDRÉ BOURQUE*
Vice-président exécutif et
avocat en chef

LUC PINARD*
Vice-président exécutif
Technologies et qualité

DANIEL ROCHELEAU*
Vice-président exécutif et
chef de l'ingénierie d'affaires

CANADA

HICHAM ADRA*
Vice-président principal et
directeur général
Ottawa et Ouest canadien

PAUL BIRON*
Vice-président principal et
directeur général
Technologies et infrastructure

JOHN G. CAMPBELL*
Vice-président principal et
directeur général
Solutions et systèmes de
communication

WILLIAM CLARK
Vice-président principal
Ouest canadien

CLAUDE MARCOUX
Vice-président principal
Intégration de systèmes et
services-conseils
Québec

DOUG McCUAIG*
Vice-président principal et
directeur général
Grand Toronto et provinces
de l'Atlantique

MALCOLM SCOTT
Vice-président principal
Gestion des fonctions d'assurance

CECIL SMITH
Vice-président principal
Provinces de l'Atlantique

PIERRE TURCOTTE*
Vice-président principal et
directeur général
Québec

ÉTATS-UNIS ET INDE

DONNA MOREA*
Présidente
États-Unis et Inde

S. CHANDRAMOULI
Vice-président
Exploitation, Inde

JAME COFRAN
Vice-président principal
Services bancaires et d'investissement

ROBERT HANNUM
Vice-président principal
Secteur public
Centre et Sud des États-Unis

PETER IHRIG
Vice-président principal
Secteur privé
Centre et Sud des États-Unis

MICHAEL KEATING
Vice-président principal
Ouest des États-Unis

JOHN KELLY
Vice-président principal
New York / New Jersey

PAUL RAYMOND*
Vice-président principal
Nouvelle-Angleterre et
Services d'assurance

DONNA RYAN
Vice-présidente principale
CGI Federal

GEORGE SCHINDLER*
Président
CGI Federal

RICHARD SCHMITZ
Vice-président principal
Gestion des processus d'affaires
Services de santé et gouvernement

NAZZIC TURNER*
Vice-présidente principale et
directrice générale
Centre et Sud des États-Unis

EUROPE ET AUSTRALIE

JOSEPH SALIBA*
Président
Europe et Australie

JOSE CARLOS RODRIGUEZ ARROYO
Vice-président
Espagne et Italie

GAVIN CHAPMAN
Vice-président principal et
directeur général
Nord de l'Europe

KLAUS ELIX
Vice-président principal
Centre de l'Europe

JACQUES LERAY
Vice-président et
directeur général
France

JONATHAN LIGHT
Vice-président
Australie

* Membre du Comité de gestion

Conseil d'administration

<p>CLAUDE BOIVIN ^{b,c} Administrateur depuis 1993 Administrateur en chef et président du Comité de régie d'entreprise, CGI Administrateur de sociétés</p>	<p>THOMAS D'AQUINO ^c Administrateur depuis 2006 Chef de la direction et président, Conseil canadien des chefs d'entreprise</p>	<p>ANDRÉ IMBEAU Administrateur depuis 1976 Fondateur, vice-président exécutif du conseil et secrétaire corporatif, CGI</p>	<p>MICHAEL E. ROACH Administrateur depuis 2006 Président et chef de la direction, CGI</p>
<p>JEAN BRASSARD Administrateur depuis 1978 Administrateur de sociétés</p>	<p>PAULE DORÉ Administrateur depuis 1995 Conseillère au fondateur et président exécutif du conseil, CGI</p>	<p>DAVID L. JOHNSTON ^b Administrateur depuis 1995 Président du Comité des ressources humaines, CGI Président et vice-chancelier University of Waterloo</p>	<p>C. WESLEY M. SCOTT ^a Administrateur depuis 2001 Administrateur de sociétés</p>
<p>CLAUDE CHAMBERLAND ^b Administrateur depuis 1998 Administrateur de sociétés</p>	<p>SERGE GODIN Administrateur depuis 1976 Fondateur et président exécutif du conseil, CGI</p>	<p>EILEEN A. MERCIER ^a Administrateur depuis 1996 Présidente du Comité de vérification et de gestion des risques, CGI Administrateur de sociétés</p>	<p>GERALD T. SQUIRE ^{a,c} Administrateur depuis 2003 Administrateur de sociétés</p>
<p>ROBERT CHEVRIER ^{a,b} Administrateur depuis 2003 Président, Société de gestion Roche inc.</p>			<p>ROBERT TESSIER ^c Administrateur depuis 2003 Président du conseil Gaz Métro inc.</p>

^a Membre du Comité de vérification et de gestion des risques

^b Membre du Comité des ressources humaines

^c Membre du Comité de régie d'entreprise

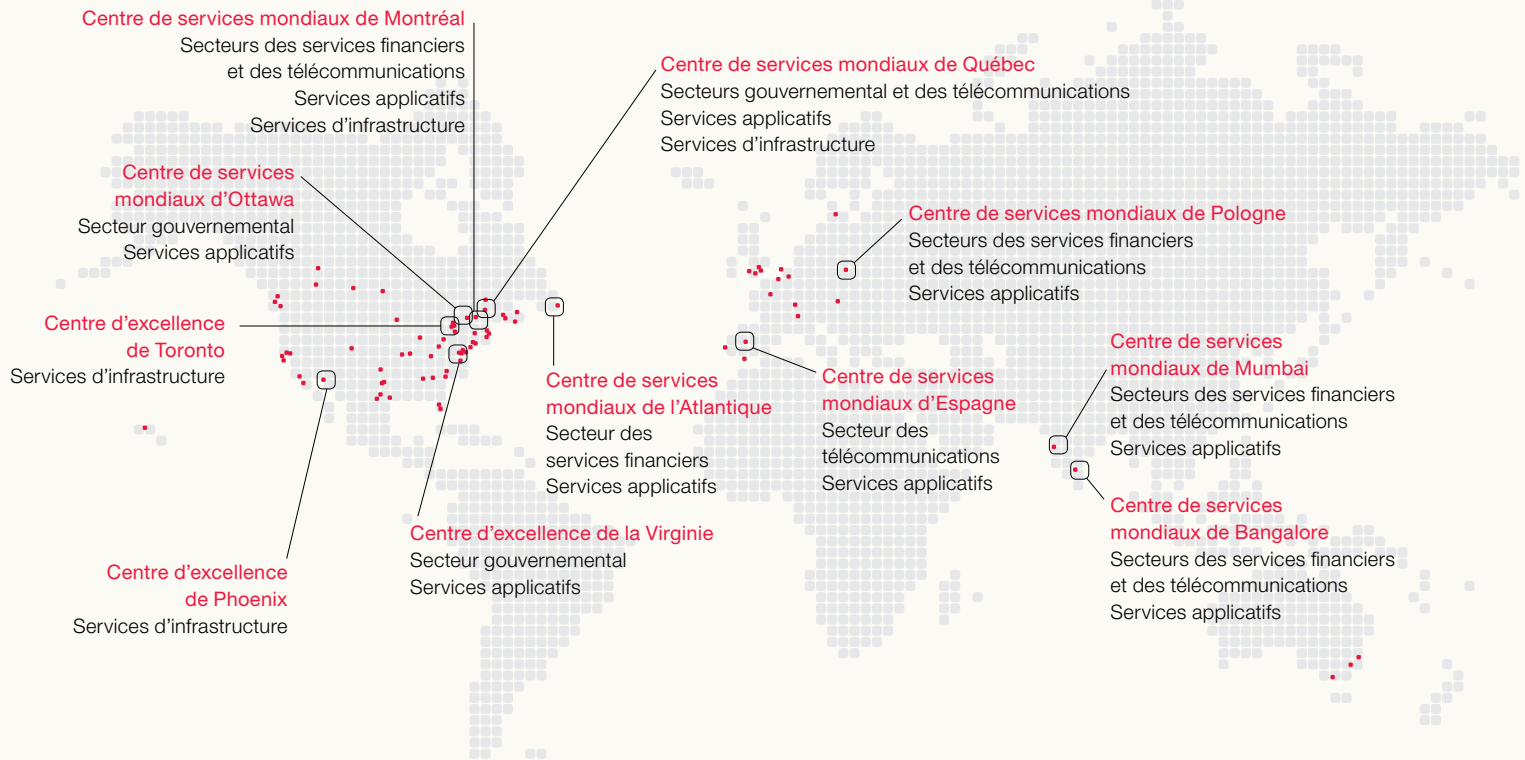
Comité consultatif international

Le Comité consultatif international a pour mandat d'appuyer l'équipe de direction de CGI en lui fournissant des conseils stratégiques afin d'aider la Société à réaliser sa vision, qui est d'être un chef de file mondial dans le domaine des technologies de l'information et de la gestion des processus d'affaires. Les membres du Comité sont choisis en fonction de leur expérience comme dirigeants d'entreprises mondiales et de leurs connaissances des secteurs économiques et des marchés géographiques ciblés par CGI, soit les États-Unis, l'Europe, le Canada et l'Asie-Pacifique.

Le Comité agit à titre de conseiller pour faciliter le développement de CGI à l'échelle mondiale en aidant à comprendre les besoins d'affaires, les différences culturelles, les pratiques d'affaires et les tendances en émergence.

<p>JACQUES BOUGIE Président du Comité consultatif international Ancien président et chef de la direction d'Alcan Aluminium Ltée Administrateur de sociétés</p>	<p>HARVEY GOLUB Ancien président du conseil et chef de la direction d'American Express Administrateur de sociétés</p>	<p>MICHAEL HEPHER Ancien président du conseil et chef de la direction de Lloyds Abbey Life et ancien directeur général de groupe chez British Telecommunications Administrateur de sociétés</p>	<p>ARNOLD LANGBO Ancien président du conseil et chef de la direction de Kellogg Company Administrateur de sociétés</p>
--	---	---	--

LA COMBINAISON OPTIMALE DE PRÉSENCE LOCALE ET DE SERVICES À DISTANCE



UNE SOLIDE PRÉSENCE LOCALE

Regroupant 26 000 membres qui œuvrent dans plus de 100 bureaux répartis dans 16 pays, CGI croit que la proximité est un facteur critique du succès de ses partenariats avec ses clients.

UN MODÈLE MONDIAL DE PRESTATION DES SERVICES

Notre modèle mondial de prestation des services est en croissance. Il réunit présentement 5 000 membres, soit 20 % de notre effectif total, au sein de 11 centres de services dans 5 pays.

COÛT + QUALITÉ = VALEUR

La valeur d'un modèle mondial de prestation des services n'est pas liée à un seul pays ou à un seul facteur tel que les salaires. CGI détient tous les atouts pour fournir la combinaison optimale de présence locale et de services à distance.

Principaux emplacements

CANADA

Burnaby, BC
Calgary, AB
Charlottetown, PE
Edmonton, AB
Fredericton, NB
Halifax, NS
Markham, ON
Mississauga, ON
Montréal, QC
Ottawa, ON
Québec, QC
Regina, SK
Saguenay, QC
Saint John, NB
St. John's, NL
Toronto, ON
Victoria, BC
Winnipeg, MB

ÉTATS-UNIS

Albany, NY
Andover, MA
Annapolis, MD
Atlanta, GA
Austin, TX
Baltimore, MD
Birmingham, AL
Boston, MA
Buffalo, NY
Canton, MA
Charlotte, NC
Chicago, IL
Cleveland, OH
Columbia, SC
Columbus, OH
Dallas, TX
Denver, CO
Fairfax, VA
Fort Worth, TX
Frankfort, KY
Honolulu, HI
Houston, TX
Jefferson City, MO
Los Angeles, CA
New York, NY
Oakland, CA
Oklahoma City, OK
Philadelphia, PA
Phoenix, AZ
Plymouth, MN
Rancho Cordova, CA
Redwood City, CA
Richmond, VA
Roseland, NJ
Sacramento, CA
San Antonio, TX

San Diego, CA
Sarasota, FL
Seattle, WA
St. Louis, MO
Tampa, FL
Washington, DC

EUROPE

ALLEMAGNE
Düsseldorf

ANGLETERRE
Basingstoke
Bristol
Londres
Stevenage

BELGIQUE
Bruxelles

ESPAGNE
Madrid
Malaga

FRANCE
Paris

HONGRIE
Budapest

ITALIE
Milan

PAYS-BAS
La Haye

POLOGNE
Varsovie

PORTUGAL
Lisbonne

SUÈDE
Stockholm

SUISSE
Zoug

ASIE-PACIFIQUE

AUSTRALIE
Canberra
Melbourne
Sydney

INDE
Bangalore
Mumbai

Pour la liste complète des bureaux de CGI dans le monde, consultez notre site www.cgi.com.

Renseignements à l'intention des actionnaires

SIÈGE SOCIAL

1130, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 2M8
Canada

Téléphone : 514-841-3200

Télécopieur : 514-841-3299

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Bourse de Toronto, avril 1992 :

GIB.A

Bourse de New York, octobre 1998 :

GIB

Nombre d'actionnaires inscrits au

30 septembre 2007 : 2 819

Nombre d'actions en circulation au

30 septembre 2007 :

290 545 715 actions subalternes classe A

34 208 159 actions classe B

Haut/bas du cours de l'action du 1^{er} octobre 2006
au 30 septembre 2007 :

Bourse de Toronto (\$CAN) : 12,24/6,50

Bourse de New York (\$US) : 11,73/6,20

Les attestations du chef de la direction et du chef
de la direction financière de CGI concernant la
qualité de la divulgation financière de la Société
selon les exigences réglementaires canadiennes
sont déposées sur SEDAR (www.sedar.com).

Les attestations similaires selon la Règle 13a-14
de la *Securities Exchange Act of 1934* et de
l'article 302 de la *Sarbanes-Oxley Act of 2002* des
États-Unis figurent en annexe à notre rapport 40F
déposé sur EDGAR (www.sec.gov). La Société
a également déposé auprès de la Bourse de
New York l'attestation exigée par l'article 303A.12
du *Listed Company Manual*.

Les pratiques de CGI en matière de régie
d'entreprise ne diffèrent pas de façon significative
de celles qui incombent aux sociétés américaines
aux termes des conditions d'inscription à la cote
de la Bourse de New York. Ces pratiques sont
indiquées dans la Circulaire de la direction de
CGI qui est déposée auprès des organismes de
réglementation des valeurs mobilières au Canada
et aux États-Unis. Ce document est disponible
sur le site de SEDAR au www.sedar.com et sur le
site de EDGAR au www.sec.gov, respectivement,
ainsi que sur le site de CGI au www.cgi.com.

VÉRIFICATEURS

Deloitte & Touche s.r.l.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-564-6253

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour obtenir de plus amples renseignements sur
l'entreprise, des exemplaires de ce rapport ou toute
autre information financière, veuillez communiquer
avec nous :

Relations avec les investisseurs

Groupe CGI inc.

1130, rue Sherbrooke Ouest

Montréal (Québec) H3A 2M8

Canada

Téléphone : 514-841-3200

Vous pouvez aussi nous joindre par courrier
électronique à l'adresse suivante : ir@cgi.com,
ou en consultant la section « Investisseurs »
de notre site Internet : www.cgi.com.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le mardi 5 février 2008

à 11 heures

Hôtel Omni Mont-Royal

Salon Les saisons

1050, rue Sherbrooke Ouest

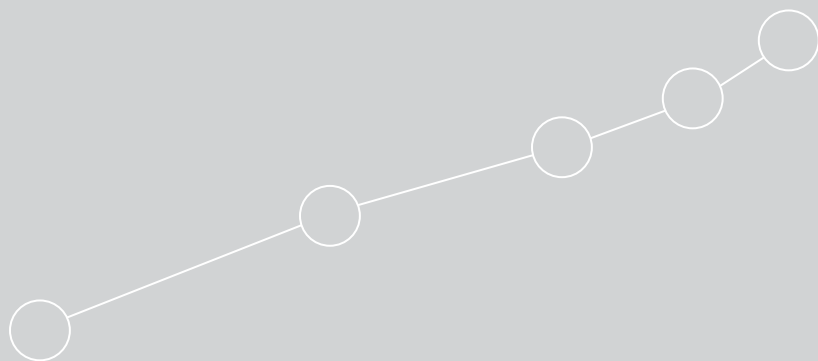
Montréal (Québec)

L'assemblée annuelle des actionnaires de CGI
sera diffusée en direct à l'adresse : www.cgi.com.
Les directives détaillées seront données sur le
site de CGI. Les actionnaires désirant voter par
téléphone ou sur Internet pourront le faire en
suivant les directives contenues dans la circulaire
de la direction de CGI. Ce rapport annuel est
disponible sur notre site : www.cgi.com.

CGI's 2007 annual report is available in English.



NOUS TENONS À REMERCIER LES MEMBRES DE CGI QUI ONT COLLABORÉ
À LA RÉALISATION DE CE RAPPORT ANNUEL EN ACCEPTANT D'ÊTRE
PHOTOGRAPHIÉS. LES PHOTOS ONT ÉTÉ PRISES DANS DES BUREAUX
DE CGI À MONTRÉAL, SAUF LA PHOTO À LA PAGE 12.



CHIFFRES

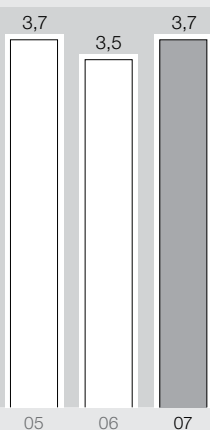
rapport annuel Groupe CGI inc.

2007

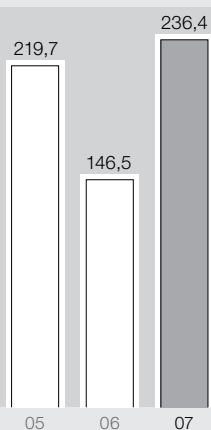
Table des matières

02	Faits saillants financiers
04	Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation
30	Rapports de la direction et des vérificateurs
33	États financiers consolidés
37	Notes complémentaires
68	Renseignements à l'intention des actionnaires

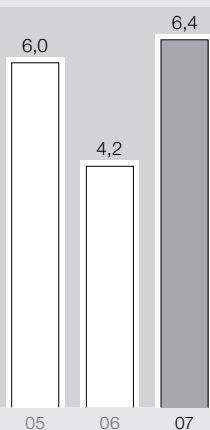
Faits saillants financiers



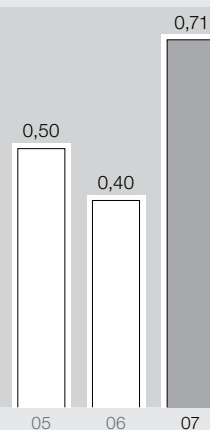
Produits
En milliards de dollars



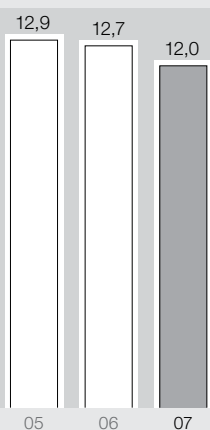
Bénéfice net provenant des activités poursuivies
En millions de dollars



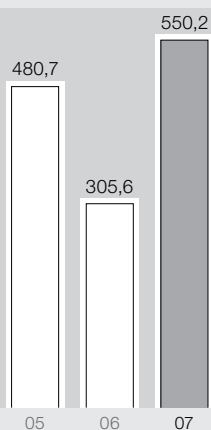
Marge bénéficiaire nette provenant des activités poursuivies
En pourcentage



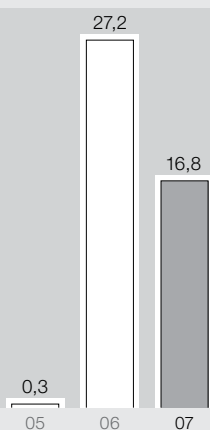
Bénéfice dilué par action provenant des activités poursuivies
En dollars



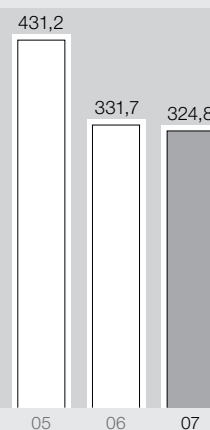
Carnet de commandes
En milliards de dollars



Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies
En millions de dollars



Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme¹
En pourcentage



Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice
En millions d'actions

¹ Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	2005
(en milliers de dollars canadiens – à moins d'indication contraire – sauf pour les données liées aux actions, ratios et pourcentages)	\$	\$	\$
Performance financière			
Produits	3 711 566	3 477 623	3 685 986
BAll ajusté ¹	407 813	310 336	346 145
Marge du BAll ajusté ¹	11,0 %	8,9 %	9,4 %
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	236 402	146 533	219 698
Bénéfice net de base par action tiré des activités poursuivies	0,72	0,40	0,50
Bénéfice net dilué par action tiré des activités poursuivies	0,71	0,40	0,50
Bénéfice net	236 402	146 533	216 488
de base par action	0,72	0,40	0,49
dilué par action	0,71	0,40	0,49
Bénéfice net (selon les PCGR des États-Unis) ²	239 247	149 176	237 782
de base par action (selon les PCGR des États-Unis) ²	0,73	0,41	0,54
dilué par action (selon les PCGR des États-Unis) ²	0,72	0,41	0,54
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	550 169	305 596	480 709
Situation financière			
Actifs totaux	3 475 808	3 692 032	3 986 659
Capitaux propres	1 818 268	1 748 020	2 494 690
Capitaux propres par action ordinaire	5,60	5,27	5,79
Fonds de roulement	105 283	248 694	332 387
Ratio de fonds de roulement	1,14	1,37	1,47
Dettes à long terme (portions court terme et long terme)	473 191	813 259	249 700
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ³	16,8 %	27,2 %	0,3 %

	EXERCICE 2007				EXERCICE 2006			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats trimestriels								
Produits	922 846	933 318	951 342	904 060	845 820	866 504	866 836	898 463
BAll ajusté ¹	101 526	104 558	102 040	99 689	91 121	77 642	62 827	78 746
Marge du BAll ajusté ¹	11,0 %	11,2 %	10,7 %	11,0 %	10,8 %	9,0 %	7,2 %	8,8 %
Bénéfice net	65 577	64 433	62 711	43 681	39 532	35 944	14 149	56 908
Bénéfice de base par action	0,20	0,20	0,19	0,13	0,12	0,11	0,04	0,13
Bénéfice dilué par action	0,20	0,19	0,19	0,13	0,12	0,11	0,04	0,13
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	120 396	134 637	128 962	166 174	51 823	107 595	82 550	63 628

1 Le BAll ajusté représente le bénéfice net ajusté avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, net, gain sur la vente d'actifs, gain sur la vente d'un placement dans une société satellite et bénéfice tiré d'un placement dans une société satellite, participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur le bénéfice, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées. La marge du BAll ajusté est calculée par rapport aux produits.

2 Le rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 27 des états financiers consolidés.

3 Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2007
Le 13 novembre 2007

Portée de l'analyse

Tout au long de ce document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires afférentes pour les exercices terminés les 30 septembre 2007, 2006 et 2005. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui diffèrent à certains égards des PCGR des États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Énoncés de nature prévisionnelle

Toutes les déclarations contenues dans la présente analyse qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « énoncés de nature prévisionnelle » au sens de l'article 27A de la loi américaine *Securities Act* de 1933 et de l'article 21E de la loi américaine *Securities Exchange Act* de 1934, dans leurs nouveaux termes, et sont de « l'information prospective » au sens des articles 138.3 et suivants de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions de CGI, sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, la date d'entrée en vigueur et la valeur de nouveaux contrats, d'acquisitions et d'autres initiatives de la Société; la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie de TI en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change; ainsi que les hypothèses et autres risques énoncés dans les documents suivants : analyse par la direction incluse dans le rapport annuel de CGI et dans le formulaire 40-F déposé auprès de la *U.S. Securities and Exchange Commission* (disponible sur EDGAR à www.sec.gov); notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à www.sedar.com). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins d'énoncés de nature prévisionnelle ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à la survenue d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif, sauf lorsque prescrit par la loi. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces énoncés de nature prévisionnelle ou à l'information prospective. Vous trouverez dans la section « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

Mesures financières non définies par les PCGR

La Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans la présente analyse, nous utilisons des mesures financières qui ne sont pas définies par les PCGR, soit :

1. le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus (nets), gain sur la vente d'actifs, gain sur la vente d'un placement dans une société satellite et bénéfice tiré d'un placement dans une société satellite, participation sans contrôle et impôts sur les bénéfices (« BALL ajusté »);
2. le bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

La direction de CGI utilise le BALL ajusté pour évaluer le rendement de notre exploitation car cet indicateur nous renseigne sur l'efficacité de nos activités, du point de vue de l'exploitation. On trouvera à la page 13 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

La direction utilise le bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques pour mesurer le rendement de notre exploitation en excluant l'effet des activités de réorganisation. On trouvera à la page 14 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

Ces mesures étant des indicateurs supplémentaires du rendement de la Société, la direction estime qu'elles fournissent une information utile aux investisseurs sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Elles procurent également aux investisseurs des indicateurs de rendement qui leur permettent de comparer les résultats des périodes sans tenir compte des éléments exclus. Ces mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

Profil de l'entreprise

CGI, dont le siège social est situé à Montréal au Canada, mise sur un modèle éminemment souple et efficient de prestation des services pour fournir à des clients du monde entier un éventail complet de services en technologies de l'information (« TI ») et en gestion des processus d'affaires (« GPA »). Le modèle de prestation des services de la Société lui permet de dispenser ses services sur place, dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons généralement nos services en fonction des trois catégories ci-dessous.

- **Services-conseils** – CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- **Intégration de systèmes** – CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- **Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (« impartition »)** – Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux meilleures technologies tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques exemplaires afin de rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'incorporer les activités de nos clients à notre réseau technologique, nous pouvons intégrer les professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, leur permettant ainsi de se concentrer encore davantage sur leur mission fondamentale. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications ; la maintenance et le soutien d'applications ; la gestion des technologies (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau) ; le traitement des transactions, la gestion des processus d'affaires et d'autres services tels que la gestion de la paie et la gestion des documents. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, sont habituellement renouvelables.

Nous subdivisons nos activités en deux secteurs d'affaires (outre notre unité des services corporatifs) : les services en TI et les services en gestion des processus d'affaires. Les paragraphes qui suivent présentent les principales activités de ces deux secteurs.

- Le secteur des services en TI propose à des clients d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie-Pacifique un éventail complet de services, y compris l'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition. Nos professionnels et nos centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde fournissent également des services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à nos clients du monde entier dans le cadre de notre modèle de prestation des services axé sur l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer.
- Le secteur des services en gestion des processus d'affaires gère des processus d'affaires pour nos clients du secteur des services financiers et fournit d'autres services tels que la gestion de la paie et des documents.

La qualité supérieure des services que nous fournissons à nos clients fait notre fierté. Voilà pourquoi nous avons établi et maintenons toujours un programme rigoureux de qualité sous l'égide de l'Organisation internationale de normalisation (« ISO »). Nous sommes persuadés que c'est en définissant des normes exigeantes de qualité du service et en contrôlant sans cesse la conformité de nos activités à ces normes que nous sommes le mieux en mesure de combler les besoins de nos clients. Notre programme ISO a une très vaste portée au sein de la Société : 95 % de nos produits émanent d'unités d'affaires possédant la certification ISO.

Contexte concurrentiel

À titre de fournisseur de services complets en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à des clients du monde entier, CGI exerce ses activités dans un secteur mondial hautement concurrentiel, qui évolue très rapidement. Notre concurrence regroupe un éventail diversifié de firmes internationales – des entreprises spécialisées servant un segment de marché particulier jusqu'aux autres fournisseurs de services complets. Principalement établies aux États-Unis, en Europe et en Inde, ces firmes rivales offrent des produits qui correspondent en tout ou en partie à ceux que CGI fournit à ses clients. En raison de ses capacités plus vastes, de sa portée géographique accrue et de son modèle mondial de prestation des services, CGI est invitée à participer à un nombre croissant d'opportunités plus importantes et plus complexes que par le passé.

Pour soutenir efficacement la concurrence, CGI met l'accent sur les services d'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition haut de gamme exigeant un savoir-faire de pointe et une connaissance approfondie des secteurs économiques servis. En se conjuguant, notre modèle d'entreprise axé sur la proximité des clients et notre modèle mondial de prestation des services nous permettent d'offrir des services qui se moulent étroitement aux besoins de nos clients tout en demeurant fort compétitifs sur le plan des coûts. Grâce à notre modèle mondial de prestation des services, nous pouvons répondre aux exigences stratégiques et financières de chaque client en lui fournissant une combinaison unique de services dispensés à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer. CGI possède également des solutions d'affaires avancées qui l'aident à entretenir des liens durables avec ses clients. Fait important à noter, toutes les activités de CGI sont exécutées conformément aux mêmes assises de gestion, ce qui assure l'homogénéité et la cohérence des façons de faire de toutes nos équipes.

Sur le marché mondial d'aujourd'hui, l'aptitude d'un fournisseur à remporter et à conserver des contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires dépend de nombreux facteurs tels que le coût total de ses services, sa capacité de réaliser les mandats, ses antécédents, sa connaissance du secteur économique servi, ses investissements dans des solutions d'affaires, sa présence locale, son infrastructure mondiale de prestation des services et la solidité de ses liens avec ses clients. CGI se compare avantageusement à ses concurrents sous tous ces aspects.

En résumé, la proposition à valeur distinctive de CGI englobe les éléments suivants : notre éventail complet de services en TI et en gestion des processus d'affaires ; notre connaissance approfondie de cinq secteurs économiques et nos solutions d'affaires exclusives destinées à ces secteurs ; notre modèle mondial de prestation de services, qui comprend la meilleure infrastructure nord-américaine de prestation des services du secteur ; nos assises de gestion rigoureuses ; et notre souci du client, soutenu par notre modèle d'entreprise axé sur les marchés métropolitains. Grâce à cette proposition à valeur distinctive et à la masse critique croissante de CGI dans ses trois principaux marchés – le Canada, les États-Unis et l'Europe –, nous sommes en mesure de livrer efficacement concurrence à nos sociétés rivales à l'échelle mondiale et de remporter des contrats de grande envergure.

Vision, mission et stratégie

La plupart des entreprises sont le fruit d'une vision d'affaires mais CGI, pour sa part, est née d'un rêve. En 1976, le fondateur de CGI, Serge Godin, qui avait alors 26 ans, a rêvé de créer un environnement où les membres auraient du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, ils participeraient au développement d'une entreprise dont ils seraient fiers. Ce rêve a mené à la vision de CGI : être un leader de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires, qui contribue à la croissance et au succès de ses clients. Il est aussi à l'origine de la mission globale de la Société :

... aider nos clients en leur fournissant des services professionnels de la plus grande qualité, compétence et objectivité, afin de rencontrer pleinement leurs objectifs en informatique, en processus d'affaires et en gestion. Dans tout ce que nous faisons, nous misons sur le partenariat, l'intrapreneurship, l'esprit d'équipe et l'intégrité, contribuant ainsi à développer une entreprise de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires.

En déployant une stratégie de croissance qui s'appuie sur quatre piliers et combine la croissance interne aux acquisitions, CGI est devenue un vecteur de la consolidation du secteur des TI. Le premier pilier de cette stratégie vise à favoriser la croissance interne au moyen de nouveaux contrats, de renouvellements et d'élargissements de contrats dans les domaines de l'impartition, de l'intégration de systèmes et des services-conseils. Notre réservoir de ventes potentielles est en forte expansion dans toutes les régions du monde où nous sommes présents.

Le deuxième pilier de notre stratégie a pour but de remporter des contrats d'impartition de grande envergure en tirant parti de notre éventail complet de services, de notre modèle mondial de prestation des services et de notre masse critique. Le modèle mondial de prestation des services de CGI nous permet de combiner les services offerts à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer d'une manière unique, très efficace sur le plan des coûts, qui se moule étroitement aux besoins de nos clients. De plus, grâce à la croissance rapide que la Société a enregistrée au cours des dernières années, CGI possède maintenant la masse critique nécessaire pour solliciter et obtenir des contrats complexes, de grande envergure, en Amérique du Nord et en Europe.

Le troisième pilier de notre stratégie de croissance met l'accent sur l'acquisition d'entreprises de plus petite taille ou servant des créneaux particuliers. Nous identifions ces cibles d'acquisition au moyen d'un programme de quadrillage stratégique, en vertu duquel nous recherchons systématiquement les entreprises qui augmenteront notre connaissance des secteurs économiques servis ou enrichiront nos offres de service.

Le quatrième pilier vise à réaliser des acquisitions transformationnelles qui augmentent notre portée géographique et notre masse critique. Ces acquisitions renforcent encore davantage les capacités sur lesquelles nous nous appuyons pour remporter des contrats d'impartition de grande envergure.

Tout au long de son histoire, CGI a déployé de manière très rigoureuse les quatre piliers de sa stratégie pour assurer sa croissance, en mettant l'accent sur l'augmentation du bénéfice et sur l'appréciation de l'avoir des actionnaires. En ce moment, nous visons surtout à croître aux États-Unis et en Europe.

Événements importants de l'exercice 2007

Les mesures que nous avons prises pendant l'exercice 2006 pour comprimer notre structure de coûts ont eu l'effet attendu et notre marge bénéficiaire s'est considérablement redressée, conformément à nos prévisions. Deux tendances ont caractérisé la performance de CGI pendant l'exercice 2007 : une croissance interne soutenue dans toutes les régions où nous œuvrons et des marges bénéficiaires plus robustes, alimentées par l'excellence de l'exploitation. Nous avons mis en place notre stratégie de promotion de notre offre globale, un programme de développement des affaires en vertu duquel nous rencontrons systématiquement nos clients ciblés, nouveaux et établis, afin de les renseigner sur l'éventail complet de services de CGI. Agissant comme un catalyseur, cette stratégie a mené à la signature de plusieurs nouveaux contrats, élargissements et renouvellements. Dans ce contexte où les ventes occupaient le devant de la scène, nous avons acquis une seule entreprise, Codesic Consulting (« Codesic ») et pris le contrôle de Conseillers en informatique d'affaires (« CIA »). De plus, nous avons investi nos liquidités dans le rachat des actions de CGI sur le marché libre, en marge de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, afin de tirer parti de ratios cours/bénéfices qui nous semblaient avantageux. Nous avons aussi remboursé des portions substantielles de notre dette.

Nouveaux contrats, élargissements et renouvellements de contrats

Au cours de l'exercice 2007, CGI a conclu des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements d'une valeur de 3,3 milliards \$. En voici quelques-uns.

- Le 4 octobre 2006 : renouvellement d'une valeur de 65 millions \$US, pour cinq ans, du contrat en vertu duquel CGI assure l'hébergement, la maintenance des applications et l'exploitation de la solution du portail d'approvisionnement eVA de la Virginie.
- Le 11 octobre 2006 : contrat de gestion déléguée de cinq ans, d'une valeur de 22,6 millions \$US, en vertu duquel CGI a pris en charge l'hébergement et l'exploitation du système de gestion intégré (ERP) AMS Advantage^{MD} pour l'État du Wyoming.
- Le 13 novembre 2006 : contrat de cinq ans d'une valeur de plus de 100 millions \$ visant la prolongation, jusqu'en juin 2016, de l'entente d'impartition des TI liant CGI et la Banque Laurentienne du Canada.
- Le 26 janvier 2007 : contrat d'impartition de services en TI multi-niveaux d'une durée de sept ans, d'une valeur de 23,6 millions \$, avec Acxsys Corporation.
- Le 6 mars 2007 : contrat de deux ans d'une valeur de 9,7 millions \$ visant à fournir des services d'intégration de systèmes à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada dans le cadre de son projet de transformation des systèmes financiers.
- Le 29 mars 2007 : prolongation de deux ans, soit jusqu'en 2016, de l'entente selon laquelle CGI fournit les services de gestion de la paie aux entreprises clientes de la Banque Nationale du Canada.
- Le 4 mai 2007 : contrat de 34 mois d'une valeur de 16,1 millions \$US avec les Services d'aide à l'enfance de l'État de Washington pour assurer des services essentiels aux familles.
- Le 9 mai 2007 : contrat de six ans d'une valeur de 84 millions \$US avec le comté de Los Angeles pour la prochaine phase de son projet de système de gestion intégré (ERP).
- Le 11 mai 2007 : renouvellement, pour quatre ans et trois périodes supplémentaires facultatives d'un an, du contrat en vertu duquel CGI fournit à la Banque de développement du Canada des services d'hébergement, d'impression et d'insertion, de gestion des environnements informatiques, de bande passante Internet et de planification de la continuité des affaires.
- Le 14 mai 2007 : contrat de cinq ans d'une valeur de 9 millions \$ avec la Calgary Health Region selon lequel CGI est devenue le principal fournisseur de services en TI pour la conception, la construction, la mise en œuvre et l'exploitation de la plate-forme d'échange de données sur la santé des citoyens de l'Alberta.
- Le 22 août 2007 : renouvellement, pour cinq ans, du contrat avec le Groupement des assureurs automobiles visant l'exploitation du Fichier central des sinistres automobiles au Québec en ce qui a trait au traitement et à la distribution des relevés de sinistres automobiles.
- Le 29 août 2007 : entente avec The Commerce Group, Inc. en vue de prolonger son contrat de services de traitement des polices d'assurance automobile des particuliers et des entreprises jusqu'au 31 décembre 2011.
- Le 14 septembre 2007 : contrat d'impartition de services en TI d'une durée de sept ans avec Bombardier Produits Récréatifs inc. (« BRP ») en vertu duquel CGI prend en charge la gestion du soutien des infrastructures SAP, des applications d'intelligence d'affaires, des sites Web ainsi que de l'application de commerce électronique que les détaillants et distributeurs du monde entier utilisent pour transiger avec BRP.
- Le 19 septembre 2007 : renouvellement pour deux ans, d'une valeur de 27 millions \$US, du contrat visant l'administration des allocations d'aide au logement multifamilial dans l'État de l'Ohio, pour le département américain du Logement et de l'Urbanisme (« HUD »).
- Le 20 septembre 2007 : contrat de cinq ans d'une valeur de 17,5 millions \$US pour la mise à niveau des systèmes de gestion des finances et de l'approvisionnement du comté d'Orange.
- Le 24 septembre 2007 : renouvellement pour un an, d'une valeur de 8,5 millions \$US, de l'entente visant l'administration des contrats et des allocations d'aide au logement multifamilial dans le nord de la Californie pour le département américain du Logement et de l'Urbanisme (« HUD »).

Acquisition

Le 3 mai 2007, nous avons conclu l'acquisition de Codesic Consulting, une firme de services en TI appartenant à des intérêts privés, en contrepartie d'un montant global de 24,0 millions \$. Cette société de Seattle, dans l'État de Washington, aidait ses clients en gérant leurs initiatives stratégiques, en intégrant les technologies à leurs fonctions d'affaires et en assurant le soutien d'environnements informatiques essentiels.

Prise de contrôle de Conseillers en informatique d'affaires (CIA)

Le 19 avril 2007, à la suite d'une modification de la convention d'actionnaires, CGI a acquis le contrôle de Conseillers en informatique d'affaires. CIA est un fournisseur de services en TI qui œuvre principalement auprès d'organismes gouvernementaux et dans le secteur des services financiers. L'ancienne convention a été modifiée de manière à enlever les clauses limitant la représentation de CGI au conseil d'administration. Trois des cinq membres du conseil d'administration de CIA sont nommés par CGI et la participation de la Société au capital-actions s'établit à 64,7 %.

Rachat d'actions

Le 30 janvier 2007, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le rachat jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de CGI détenues dans le public au cours de la période qui se terminera le 4 février 2008. La Société a obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat qui lui permet d'acheter jusqu'à 29 091 303 actions subalternes classe A sur le marché libre afin de les annuler.

Au cours de l'exercice 2007, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités antérieure et de celle qui est maintenant en vigueur, la Société a racheté 12 339 400 actions subalternes classe A à un prix moyen (y compris les commissions) de 10,25 \$, pour un montant total de 126,4 millions \$.

Modification de la facilité de crédit

Le 13 août 2007, la Société a modifié son entente de crédit non garantie d'une durée de cinq ans en vigueur pour augmenter sa capacité à 1,5 milliard \$ et y greffer une option portant la capacité potentielle totale d'emprunt à 1,75 milliard \$. Signée avec un consortium bancaire comprenant 20 institutions financières internationales, la nouvelle entente de crédit a une durée de cinq ans prenant fin en août 2012 et peut être prolongée annuellement. Le taux d'intérêt exigé est établi en fonction du ratio d'endettement de la Société et du genre d'emprunt qu'elle choisit. Veuillez vous reporter à la note 8 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements sur notre facilité de crédit.

Programme de renforcement de la position concurrentielle

Comme nous l'avons annoncé le 29 mars 2006, la Société a adopté des mesures visant à alléger sa structure globale de coûts et à accélérer le développement de son modèle mondial de prestation des services. Ces mesures ont été rendues nécessaires entre autres à cause du fait que les produits provenant de BCE étaient inférieurs aux prévisions. En vertu de ce programme, CGI a aboli environ 1 150 postes, surtout dans ses bureaux de Montréal et de Toronto; la moitié des postes supprimés étaient associés à BCE. Les autres réductions d'effectif sont liées à diverses mesures complémentaires d'allègement de la structure de coûts, y compris une rationalisation des services corporatifs.

Par ailleurs, la Société a accéléré la mise en place de son modèle mondial de prestation des services et créé ainsi de nouveaux postes dans son réseau de centres d'excellence situés dans les Maritimes, dans le sud-ouest de la Virginie et en Inde, ce qui a compensé partiellement les pertes d'emploi. Cet exercice a permis à l'entreprise de réduire encore davantage ses frais généraux et d'augmenter le taux d'utilisation de son effectif.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, nous avons achevé le déploiement de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle. Les objectifs du programme ont été atteints. Une provision avant impôts totale de 90,3 millions \$ a été comptabilisée en marge de ce programme, dont une tranche de 67,3 millions \$ au cours de l'exercice 2006 et une tranche de 23,0 millions \$ pendant l'exercice 2007. On trouvera des précisions sur notre programme de renforcement de la situation concurrentielle dans la note 14 accompagnant les états financiers consolidés.

Aperçu de l'exercice

Points saillants des résultats financiers de l'exercice

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	2005	VARIATION 2007/2006	VARIATION 2006/2005
Carnet de commandes ¹ (en millions de dollars)	12 042	12 722	12 863	-5,3 %	-1,1 %
Nouveaux contrats signés (en millions de dollars)	3 276	3 997	3 573	-18,0 %	11,9 %
Produits					
Produits (en milliers de dollars)	3 711 566	3 477 623	3 685 986	6,7 %	-5,7 %
Variation des produits par rapport à l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	7,1 %	-2,8 %	20,5 %		
Rentabilité					
Marge du BAII ajusté ²	11,0 %	8,9 %	9,4 %		
Marge bénéficiaire nette avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques ³	6,8 %	5,5 %	5,9 %		
Marge bénéficiaire nette	6,4 %	4,2 %	5,9 %		
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,72	0,40	0,50	79,6 %	-20,0 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,71	0,40	0,50	77,0 %	-20,0 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,76	0,53	0,50	44,0 %	6,0 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,75	0,52	0,50	44,6 %	4,0 %
Bilan (en milliers de dollars)					
Actifs totaux	3 475 808	3 692 032	3 986 659	-5,9 %	-7,4 %
Total du passif à long terme avant obligations liées aux fonds des clients	745 440	1 121 739	583 594	-33,5 %	92,2 %
Flux de trésorerie dégagés et structure financière					
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation (en milliers de dollars)	550 169	305 596	480 709	80,0 %	-36,4 %
Délai moyen de recouvrement des créances ⁴	44	52	48	15,3 %	-8,3 %
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ⁵	16,8 %	27,2 %	0,3 %		

1 Le carnet de commandes tient compte des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements signés au cours de la période considérée, ainsi que des modifications de volumes, des annulations et des fluctuations des taux de change ayant eu pour effet de modifier pendant la période la valeur des contrats en vigueur au début de la période; il exclut les travaux qui figuraient sur le carnet de commandes au début de la période mais avaient été exécutés à la fin de la période. Le carnet de commandes se fonde pour une part sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

2 Le BAII ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 13 présente un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

3 Le bénéfice net avant frais de réorganisation n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 14 présente un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

4 On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés au quatrième trimestre, divisés par 90 jours.

5 Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente la proportion de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

Résultats financiers des exercices 2007, 2006 et 2005

Produits

Variation des produits et produits selon les secteurs d'affaires

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'affaires, entre l'exercice 2006 et l'exercice 2007, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits présentés pour les exercices 2006 et 2005 correspondent aux taux de change réels de ces exercices.

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	2005	VARIATION 2007/2006	VARIATION 2006/2005
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)					
Produits	3 711 566	3 477 623	3 685 986	6,7 %	-5,7 %
Variation avant effet des variations des taux de change	7,1 %	-2,8 %	20,5 %		
Effet des variations des taux de change	-0,4 %	-2,9 %	-3,5 %		
Variation par rapport à l'exercice antérieur	6,7 %	-5,7 %	17,0 %		
Produits attribuables aux services en TI avant effet des variations des taux de change	3 262 258	3 011 741	3 194 598	8,3 %	
Effet des variations des taux de change	(9 876)	-	-		
Produits attribuables aux services en TI	3 252 382	3 011 741	3 194 598	8,0 %	-5,7 %
Produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires avant effet des variations des taux de change	463 242	465 882	491 388	-0,6 %	
Effet des variations des taux de change	(4 058)	-	-		
Produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires	459 184	465 882	491 388	-1,4 %	-5,2 %
Produits	3 711 566	3 477 623	3 685 986	6,7 %	-5,7 %

Pour l'exercice 2007, les produits ont totalisé 3 711,6 millions \$, ce qui représente une croissance par rapport aux exercices 2006 et 2005. En devises constantes, les produits se sont accrus de 7,1 % comparativement à l'exercice 2006. La variation des taux de change a eu une incidence négative de 0,4 %, les gains réalisés relativement à la livre sterling et à l'euro ayant tempéré l'effet négatif de la variation des taux de change du dollar US. Du point de vue de l'origine géographique des clients, la croissance des produits en devises constantes s'est établie à 6 % au Canada, à 9 % aux États-Unis et à 13 % dans la zone Europe et Asie-Pacifique.

Pendant l'exercice 2006, les produits avaient fléchi de 5,7 % par rapport à l'exercice antérieur, en raison d'un recul de 2,8 % en devises constantes et d'une diminution supplémentaire de 2,9 % attribuable à la variation des taux de change.

Services en TI

Au cours de l'exercice 2007, en devises constantes, les produits attribuables au secteur des services en TI ont augmenté de 8,3 % (250,5 millions \$) par rapport à l'exercice 2006. Cette augmentation découle des travaux additionnels que nos clients nouveaux et établis nous ont confiés pendant l'exercice. La croissance a été robuste dans toutes les régions du monde et dans tous les secteurs économiques que nous ciblons.

Au cours de l'exercice 2006, la Société a enregistré une décroissance de 182,9 millions \$ comparativement à l'exercice 2005. Ce fléchissement des produits était la conséquence directe d'un volume de travail moins important que prévu de la part de BCE, pendant l'exercice 2006, et de notre retrait graduel ou total de certains contrats qui ne respectaient pas nos cibles de rentabilité. De plus, la variation des taux de change a eu une incidence défavorable de 95,5 millions \$. Ces baisses ont été amoindries par les nouvelles affaires que des clients nouveaux ou établis nous ont confiées et par l'acquisition de deux sociétés spécialisées durant l'exercice.

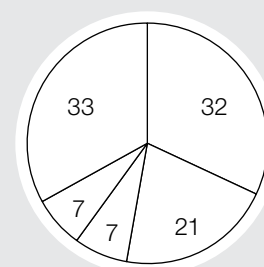
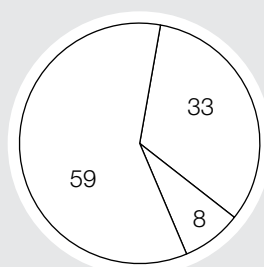
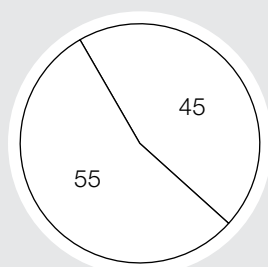
Services en gestion des processus d'affaires

Dans le secteur des services en gestion des processus d'affaires, en devises constantes, les produits ont fléchi de 0,6 % au cours de l'exercice 2007, à cause surtout du ralentissement des activités d'indemnisation dans le secteur de l'assurance, tout au long de l'exercice, et de la vente de nos actifs de commutation électronique au cours du premier trimestre de l'exercice 2006. Ce fléchissement a été atténué par les mandats supplémentaires que des clients établis nous ont confiés, surtout dans les segments américains des gouvernements, des services de santé et de la gestion des documents.

Durant l'exercice 2006, les produits attribuables à ce secteur d'affaires ont accusé un recul de 25,5 millions \$ par rapport à l'exercice 2005. Cette baisse résultait principalement de la vente de nos actifs de commutation électronique, de la résiliation d'un contrat qui ne respectait pas nos critères de rentabilité et de l'impact défavorable de 10,9 millions \$ de la variation des taux de change – l'incidence de ces facteurs ayant toutefois été contrebalancée en partie par les nouveaux travaux réalisés pour les secteurs des gouvernements, des services de santé et des services financiers aux États-Unis.

Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits.



Types de contrats

- 55 %** Gestion des TI et des processus d'affaires (impartition)
 - Services en TI 42 %
 - Services en gestion des processus d'affaires 13 %
- 45 %** Intégration de systèmes et services-conseils

Origine géographique des clients

- 59 %** Canada
- 33 %** États-Unis
- 8 %** Europe et Asie-Pacifique

Secteurs ciblés

- 33 %** Services financiers
- 32 %** Gouvernements et services de santé
- 21 %** Télécommunications et services publics
- 7 %** Secteur manufacturier
- 7 %** Distribution et détail

Concentration de la clientèle

Notre principal client, BCE et ses filiales, a fourni 11,6 % de nos produits pendant l'exercice 2007, comparativement à 11,9 % pour l'exercice 2006 et à 14,3 % pour l'exercice 2005.

Charges d'exploitation

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE				EN POURCENTAGE	EN POURCENTAGE	EN POURCENTAGE
	2007	2006	2005	DES PRODUITS DE L'EXERCICE	DES PRODUITS DE L'EXERCICE	DES PRODUITS DE L'EXERCICE
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)						
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 126 105	2 996 521	3 151 558	84,2 %	86,2 %	85,5 %
Charges d'amortissement						
Immobilisations	33 808	35 138	41 420	0,9 %	1,0 %	1,1 %
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	19 476	14 914	14 502	0,5 %	0,4 %	0,4 %
Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	124 364	119 717	125 095	3,4 %	3,4 %	3,4 %
Radiation des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée	–	997	18 266	0,0 %	0,0 %	0,5 %
Charges d'amortissement totales	177 648	170 766	199 283	4,8 %	4,9 %	5,4 %

Coûts des services et frais de vente et d'administration

Nos coûts des services et frais de vente et d'administration ont représenté 84,2 % des produits totaux pour l'exercice 2007, confirmant une tendance à la baisse par rapport à l'exercice 2006 (86,2 %) et à l'exercice 2005 (85,5 %). Témoinnant des effets bénéfiques continus de la rationalisation qui a découlé de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle, cette amélioration réaffirme de surcroît notre engagement à long terme à gérer efficacement notre structure de coûts en tablant sur les gains de productivité réalisés par nos membres et sur la diminution des frais généraux. Pendant l'exercice 2007, la variation des taux de change a eu des retombées positives de 11,4 millions \$ sur nos coûts qui ont compensé en grande partie la diminution des produits attribuable au même facteur (décrite dans la section précédente).

La diminution des coûts des services et frais de vente et d'administration enregistrée pendant l'exercice 2006, par rapport à l'exercice 2005, est liée en grande partie aux mesures prises pour faire face à la réduction rapide du volume d'activités émanant de BCE, qui avait des répercussions néfastes sur notre structure de coûts. Cette circonstance a amené la Société à entreprendre son programme de renforcement de la situation concurrentielle à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2006, afin de rehausser son taux d'utilisation et de diminuer ses frais généraux.

Charges d'amortissement

La variation des charges d'amortissement constatées pour l'exercice 2007 au poste des actifs incorporels à durée de vie limitée et des autres actifs à long terme, par rapport à l'exercice 2006, est due surtout aux charges d'amortissement associées à une solution d'affaires destinée à nos clients du secteur pétrolier et gazier de l'Ouest canadien, qui a été mise en marché pendant le quatrième trimestre de l'exercice 2007. Cette hausse a été amoindrie par la diminution des charges d'amortissement de certains logiciels et d'autres actifs incorporels dont l'amortissement s'est achevé au cours de l'exercice.

L'augmentation des charges d'amortissement des coûts liés à des contrats résulte pour sa part de l'intensification et de l'amortissement sur une année complète des activités de transition associées à la mise en place de nouveaux contrats et à l'intégration de nouveaux clients.

Le fléchissement des charges d'amortissement des immobilisations, par rapport à l'exercice 2006, découle du fait que certains équipements informatiques et éléments de mobilier ont été entièrement amortis. L'effet de ce facteur a toutefois été amoindri par la hausse des charges d'amortissement liées aux améliorations locatives, dans le contexte des mesures que nous avons prises pour regrouper et optimiser nos espaces de bureau.

En ce qui a trait à l'exercice 2006, la baisse de 28,5 millions \$ des charges d'amortissement observée, relativement à l'exercice précédent, résulte surtout de deux éléments de radiation constatés pendant l'exercice 2005 en regard des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée : une charge de 9,6 millions \$ associée aux solutions offertes aux coopératives de crédit canadiennes et une charge de 8,7 millions \$ associée à des contrats et à des actifs incorporels à durée de vie limitée non rentables. De plus, les charges d'amortissement des immobilisations ont fléchi en raison de l'achèvement de l'amortissement de certains équipements informatiques et des coûts non récurrents de certains éléments d'actifs cédés pendant l'exercice 2005. La diminution de l'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée et des autres actifs à long terme découle du fait que certains logiciels ont été entièrement amortis, l'effet de ce facteur ayant toutefois été atténué par une charge d'amortissement supplémentaire liée à nos solutions d'affaires destinées au secteur du courtage.

BAIL ajusté selon les secteurs d'affaires

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	2005
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)			
Services en TI	411 636	334 137	361 338
En pourcentage des produits attribuables aux services en TI	12,7 %	11,1 %	11,3 %
Services en gestion des processus d'affaires	59 055	55 114	69 442
En pourcentage des produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires	12,9 %	11,8 %	14,1 %
Siège social	(62 878)	(78 915)	(84 635)
En pourcentage des produits	-1,7 %	-2,3 %	-2,3 %
BAIL ajusté	407 813	310 336	346 145
Marge du BAIL ajusté	11,0 %	8,9 %	9,4 %

Services en TI

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2007, le BAIL ajusté du secteur des services en TI a augmenté de 77,5 millions \$ par rapport à l'exercice précédent. Il représentait 12,7 % des produits attribuables à ce secteur, comparativement à 11,1 % un an plus tôt. Cette progression résulte surtout de la croissance réalisée dans tous les territoires où nous sommes présents, des retombées de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle et de l'amélioration des marges bénéficiaires de nos contrats en vigueur et nouveaux.

En ce qui concerne l'exercice 2006, la diminution de 27,2 millions \$ du BAIL ajusté des services en TI, comparativement à l'exercice 2005, était en grande partie le résultat net de l'impact défavorable de la diminution du volume de travail émanant de BCE et de l'incidence favorable de trois facteurs : les travaux additionnels que des clients établis ou nouveaux nous ont confiés, les économies dues au programme de renforcement de la situation concurrentielle mis en place en mars 2006 et la rentabilité accrue de nos activités aux États-Unis.

Services en gestion des processus d'affaires

Pendant l'exercice 2007, le BAIL ajusté du secteur des services en gestion des processus d'affaires s'est accru de 3,9 millions \$ comparativement à l'exercice antérieur. Il représentait 12,9 % des produits émanant de ce secteur, par rapport à 11,8 % un an plus tôt. La rentabilité des nouveaux contrats est le principal facteur expliquant cette amélioration, amoindrie toutefois par la diminution du nombre de demandes d'indemnités traitées pour nos clients du secteur de l'assurance.

Pendant l'exercice 2006, le BAIL ajusté des services en gestion des processus d'affaires avait reculé de 14,3 millions \$ par rapport à l'exercice 2005, en raison surtout de la vente de nos actifs de commutation électronique au cours du premier trimestre de l'exercice 2006, ainsi que des charges d'amortissement et des coûts d'entretien d'une solution destinée au secteur du courtage qui a été mise en marché au début de l'exercice 2006.

Les mesures continues de compression des coûts que nous prenons dans le but d'améliorer notre compétitivité expliquent la majeure partie de la diminution du ratio charges du siège social/produits totaux pendant les exercices 2007, 2006 et 2005.

Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement entre notre BALL ajusté et le bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices, qui est présenté conformément aux PCGR du Canada.

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE				EN POURCENTAGE	EN POURCENTAGE	EN POURCENTAGE
	2007	2006	2005	DES PRODUITS DE L'EXERCICE	DES PRODUITS DE L'EXERCICE	DES PRODUITS DE L'EXERCICE
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)						
BALL ajusté	407 813	310 336	346 145	11,0 %	8,9 %	9,4 %
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	(23 010)	(67 266)	–	–0,6 %	–1,9 %	0,0 %
Intérêts sur la dette à long terme	(41 818)	(43 291)	(24 014)	–1,1 %	–1,2 %	–0,7 %
Autres revenus, nets	9 262	7 252	7 156	0,2 %	0,2 %	0,2 %
Gain sur la vente d'actifs	700	10 475	–	0,0 %	0,3 %	0,0 %
Gain sur la vente d'un placement dans une société satellite et bénéfice tiré d'un placement dans une société satellite	–	–	4 537	0,0 %	0,0 %	0,1 %
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(251)	–	–	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	352 696	217 506	333 824	9,5 %	6,3 %	9,1 %

Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

La Société a achevé la comptabilisation de son programme de renforcement de la situation concurrentielle en constatant des charges de 23,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2007. On trouvera des renseignements supplémentaires sur ce programme à la page 8 de l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation ainsi que dans la note 14 accompagnant les états financiers consolidés.

Intérêts sur la dette à long terme

La diminution des intérêts débiteurs, pendant l'exercice 2007, résulte directement du remboursement d'une partie de la dette. Les intérêts débiteurs comprennent les intérêts versés sur l'emprunt utilisé pour financer le rachat, en janvier 2006, de 100 millions d'actions subalternes classe A de CGI alors détenues par BCE, en contrepartie d'un paiement et de coûts connexes totalisant 866,0 millions \$. La hausse enregistrée pendant l'exercice 2006, par rapport à l'exercice 2005, était directement liée à la dette contractée pour financer le rachat des actions de BCE. Veuillez vous reporter à la note 8 des états financiers consolidés pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'encours de la dette de CGI.

Autres revenus, nets

La majeure partie de la hausse des autres revenus, nets est liée aux intérêts touchés sur les crédits d'impôts sur les frais de recherche et de développement reçus pendant l'exercice.

Gain sur la vente d'actifs

Pendant l'exercice 2006, nous avons constaté un gain de 10,5 millions \$ sur la vente de nos actifs de commutation électronique.

Gain sur la vente d'un placement dans une société satellite et bénéfice tiré d'un placement dans une société satellite

Pendant l'exercice 2005, la vente de notre placement dans Nexxlink Technologies Inc. a dégagé un gain avant impôts de 4,2 millions \$.

Participation sans contrôle

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007, nous avons commencé à utiliser la méthode de la consolidation pour comptabiliser notre participation dans CIA. Jusque-là, cette entité pouvait être traitée comme une coentreprise et ses résultats étaient présentés dans les états financiers selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Pour obtenir des renseignements supplémentaires à ce sujet, veuillez consulter la page 7 de l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation ainsi que la note 18 accompagnant les états financiers consolidés.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont totalisé 116,3 millions \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2007, ce qui correspond à une hausse de 45,3 millions \$ par rapport aux impôts de 71,0 millions \$ comptabilisés pour l'exercice précédent. Cette augmentation est directement liée à la hausse du bénéfice avant impôts sur les bénéfices, pendant la période. L'incidence fiscale des frais de réorganisation engagés pendant l'exercice 2007 a été de 8,3 millions \$. Le taux d'imposition s'est établi à 33,0 %, comparativement à 32,6 % un an plus tôt. Pendant l'exercice 2006, dans le contexte de la réduction des taux d'imposition promulguée par le gouvernement canadien le 22 juin 2006, qui prendra effet à compter de 2008, la réévaluation des soldes d'impôts futurs avait causé une baisse du taux d'imposition.

Les frais de réorganisation engagés pendant l'exercice 2006 expliquent la majeure partie de la diminution des impôts sur les bénéfices exigibles pour cet exercice, comparativement à l'exercice 2005. La baisse de 1,6 % du taux d'imposition, entre ces deux exercices, est due surtout aux facteurs suivants : la réévaluation des soldes d'impôts futurs pendant l'exercice 2006, expliqué plus haut, le recouvrement de pertes non déductibles pendant les exercices antérieurs et les bénéfices émanant des placements dans des filiales.

Bénéfice net

Le tableau ci-dessous comprend un rapprochement entre le bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, d'une part, et le bénéfice net tiré des activités poursuivies présenté conformément aux PCGR du Canada, d'autre part.

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	2005	VARIATION 2007/2006	VARIATION 2006/2005
(en milliers de dollars à moins d'indication contraire)					
Bénéfice net tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	251 081	191 267	219 698	31,3 %	-12,9 %
Marge	6,8 %	5,5 %	6,0 %		
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	23 010	67 266	-	-65,8 %	-
Incidence fiscale des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	(8 331)	(22 532)	-	-63,0 %	-
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	236 402	146 533	219 698	61,3 %	-33,3 %
Marge	6,4 %	4,2 %	6,0 %		
Perte nette attribuable aux activités abandonnées	-	-	(3 210)		
Bénéfice net	236 402	146 533	216 488	61,3 %	-32,3 %
Marge	6,4 %	4,2 %	5,9 %		
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation – de base	329 016 756	362 783 618	439 349 210	-9,3 %	-17,4 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation – dilué	333 876 564	364 706 656	441 573 512	-8,5 %	-17,4 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,76	0,53	0,50	44,0 %	6,0 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,75	0,52	0,50	44,6 %	4,0 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,72	0,40	0,49	79,6 %	-18,4 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,71	0,40	0,49	77,0 %	-18,4 %

Pendant l'exercice terminé le 30 septembre 2007, le bénéfice net tiré des activités poursuivies a augmenté de 61,3 % ou 89,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent. La variation favorable du bénéfice net est le fruit surtout de la croissance des produits du secteur des services en TI et des retombées du programme de renforcement de la situation concurrentielle dont nous avons achevé la mise en œuvre pendant le premier trimestre de l'exercice 2007.

La comparaison des exercices 2006 et 2005 indique une baisse de 73,2 millions \$ ou 33,3 % du bénéfice net tiré des activités poursuivies, d'un exercice à l'autre. Ce recul est dû surtout aux frais de réorganisation engagés pendant l'exercice 2006 dans le cadre du programme de renforcement de la situation concurrentielle que nous avons déployé en réponse à une diminution du volume de travail émanant de BCE.

En raison du rachat d'actions sur le marché libre dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et du rachat, en janvier 2006, de 100 millions d'actions subalternes classe A de CGI alors détenues par BCE, dont l'effet a toutefois été atténué par l'émission d'actions lors de la levée d'options sur actions, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation dilué avaient diminué de 9,3 % et de 8,5 %, respectivement, à la fin de l'exercice 2007, comparativement à la fin de l'exercice précédent.

Liquidités

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission de dette et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 30 septembre 2007, les espèces et quasi-espèces totalisaient 88,9 millions \$, comparativement à 115,7 millions \$ à la même date un an plus tôt. Le tableau qui suit présente les points saillants des trois derniers exercices.

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	2005	VARIATION 2007/2006	VARIATION 2006/2005
(en milliers de dollars)					
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	550 169	305 596	480 709	244 573	(175 113)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(156 640)	(135 392)	(106 277)	(21 248)	(29 115)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies	(416 793)	(294 080)	(329 188)	(122 713)	35 108
Effet des variations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(3 586)	(854)	(6 167)	(2 732)	5 313
(Diminution) augmentation nette des espèces et quasi-espèces tirées des activités poursuivies	(26 850)	(124 730)	39 077	97 880	(163 807)

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies, qui avaient totalisé 305,6 millions \$ pour l'exercice 2006, se sont chiffrés à 550,2 millions \$ pour l'exercice 2007. L'amélioration de 244,6 millions \$ est due à divers facteurs : la hausse de la rentabilité, l'amélioration de notre fonds de roulement, y compris une diminution de huit jours du délai moyen de recouvrement des créances, et le moment auquel les paiements d'acomptes provisionnels d'impôt et les paiements liés à la rémunération des employés ont été effectués ; certains paiements versés à des fournisseurs ont toutefois atténué l'effet de ces éléments.

Pendant l'exercice 2006, par rapport à l'exercice 2005, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies ont fléchi en raison de la baisse du bénéfice d'exploitation expliquée ci-dessus et des moments auxquels d'importants clients ont fait leurs paiements ; la diminution des paiements liés à l'intégration de sociétés acquises a toutefois tempéré l'effet de ces facteurs.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 156,6 millions \$ pendant l'exercice 2007, ce qui représente une hausse de 21,2 millions \$ par rapport à la somme de 135,4 millions \$ investie au cours de l'exercice antérieur. Les investissements ont surtout servi au développement de solutions d'affaires, à l'achat de droits d'utilisation de logiciels, aux coûts liés à des contrats, aux immobilisations et à l'acquisition de Codesic.

Nous avons investi 66,3 millions \$ dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme pendant l'exercice 2007, comparativement à 68,0 millions \$ pour l'exercice 2006. La majeure partie de ces investissements visaient des solutions d'affaires (37,3 millions \$) et des licences d'utilisation de logiciels (14,5 millions \$) acquises dans le cadre des services d'impartition que nous fournissons à nos clients. Ces montants se comparent aux investissements effectués pendant l'exercice 2006.

La Société a investi 53,3 millions \$ dans les immobilisations pendant l'exercice 2007, soit 12,2 millions \$ de plus qu'au cours de l'exercice précédent, principalement pour acheter des équipements informatiques nécessaires à l'exécution de nos contrats. Les sommes investies dans le matériel informatique ont totalisé 32,7 millions \$, comparativement à 14,5 millions \$ un an plus tôt ; cet écart est dû au fait que nous avons acheté certains équipements que nous aurions auparavant financés au moyen de contrats de location-exploitation, l'effet combiné des impôts sur les bénéfices et des taux d'intérêt ayant rendu cette formule moins attrayante. Les investissements dans les améliorations locatives se sont chiffrés à 16,7 millions \$ pour l'exercice 2007 alors qu'ils s'établissaient à 3,3 millions \$ pour l'exercice précédent. Pendant l'exercice, nous avons continué à investir dans nos installations, surtout dans nos bureaux aux États-Unis et en Inde.

Au cours de l'exercice 2007, nous avons investi 17,3 millions \$ au chapitre de l'acquisition d'entreprises ; la majeure partie de cette somme a servi à la première tranche du paiement de Codesic. Pendant l'exercice 2006, nous avons investi 25,6 millions \$ pour acquérir principalement Plaut Consulting SAS et Pangaea Systems Inc. Un an plus tôt, nous avons consacré 66,2 millions \$ à l'acquisition d'AGTI Services Conseils, de MPI Professionals et de Silver Oak Partners Inc.

Les frais de recherche, qui sont intégrés aux coûts des services et frais de vente et d'administration, se sont chiffrés à 35,7 millions \$ pendant l'exercice 2007, comparativement à 27,9 millions \$ pour l'exercice 2006. Nous explorons des possibilités d'application des nouvelles technologies, ou nous imaginons et créons, sur le plan conceptuel, des prototypes ou des processus novateurs susceptibles de mener à des solutions utiles pour les clients établis ou nouveaux. Les frais de recherche et de développement bruts combinés, capitalisés ou passés en charges, ont totalisé 73,1 millions \$ pour l'exercice 2007, comparativement à 68,9 millions \$ un an plus tôt.

La somme de 24,2 millions \$ investie dans les coûts liés à des contrats englobe principalement les coûts de transition des nouveaux contrats d'impartition. Elle se compare au montant investi au même poste pendant l'exercice précédent.

Le produit de 30,1 millions \$ tiré de la vente d'actifs et d'entreprises pendant l'exercice 2006 est surtout lié à la cession de nos actifs de commutation électronique.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Pendant l'exercice 2007, 416,8 millions \$ ont été affectés aux activités de financement. Ce montant comprend une somme de 353,6 millions \$ remboursée sur notre facilité de crédit, qui a ramené notre ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme à 16,8 %. Nous avons aussi consacré 128,5 millions \$ au rachat d'actions de CGI, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités antérieure et de celle qui est maintenant en vigueur, et tiré 42,7 millions \$ des actions émises dans le cadre de la levée d'options sur actions.

Pendant l'exercice 2006, 294,1 millions \$ avaient été affectés aux activités de financement. Au cours de cette période, nous avons consacré 926,1 millions \$ à l'achat d'actions de CGI; notamment, nous avons racheté 100 millions d'actions subalternes classe A de CGI qui appartenaient jusque-là à BCE, en contrepartie d'un paiement et de coûts connexes totalisant 866,0 millions \$, et financé une partie de cette transaction en retirant 738,6 millions \$ de notre facilité de crédit. Au cours de l'exercice 2006, nous avons aussi utilisé 60,1 millions \$ pour racheter des actions en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités et remboursé une tranche de 172,0 millions \$ de notre dette. Par ailleurs, nous avons retiré 58,0 millions \$ de l'émission d'actions, surtout dans le contexte de l'exercice de bons de souscription par Desjardins, BCE et les actionnaires majoritaires. Depuis le 30 juin 2006, la Société n'a aucun bon de souscription en suspens.

Obligations contractuelles

TYPE D'ENGAGEMENTS	TOTAL	PAIEMENTS DUS PAR PÉRIODE				
		ANNÉE EN COURS	DEUXIÈME ET TROISIÈME ANNÉES	QUATRIÈME ET CINQUIÈME ANNÉES	SIXIÈME À DIXIÈME ANNÉES	ANNÉES SUBSÉQUENTES
(en milliers de dollars)						
Dette à long terme	464 547	7 396	88 090	349 434	19 627	–
Contrats de location-acquisition	8 644	2 419	4 543	1 682	–	–
Contrats de location-exploitation						
Location d'espaces de bureau ¹	933 304	120 390	214 639	151 029	278 422	168 824
Matériel informatique et autre	114 019	66 522	41 857	4 408	1 232	–
Automobiles	5 244	2 308	2 536	400	–	–
Ententes de service à long terme ¹	140 738	33 459	74 088	26 523	6 668	–
Obligations contractuelles totales	1 666 496	232 494	425 753	533 476	305 949	168 824

¹ Ces engagements tiennent compte de baux visant la location d'espaces de bureau d'une valeur de 41,6 millions \$ provenant de sociétés acquises antérieurement et d'ententes de services à long terme d'une valeur de 1,2 million \$ qui sont enregistrés dans les postes Créditeurs et charges à payer, Passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme et Dette à long terme.

Nous assumons des obligations contractuelles totalisant 1 666,5 millions \$, assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, au matériel informatique utilisé pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. Pendant l'exercice 2007, les obligations contractuelles ont globalement diminué de 551,2 millions \$, en raison surtout du remboursement d'une portion de la dette à long terme et des loyers payés dans le cours normal de nos activités.

De plus, à la suite de la modification de l'entente avec les actionnaires de CIA, CGI s'est engagée à acheter les actions résiduelles de CIA, soit 39,3 % des actions, avant le 1^{er} octobre 2011. En date du 30 septembre 2007, 35,3 % des actions de CIA restent à payer. Le prix d'achat des actions résiduelles sera calculé selon une formule définie à l'entente des actionnaires.

Ressources en capital

	ENGAGEMENT TOTAL	DISPONIBLES AU 30 SEPTEMBRE 2007	PRÉLEVÉS AU 30 SEPTEMBRE 2007
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$
Espèces et quasi-espèces	–	88 879	–
Facilités de crédit renouvelables non garanties ¹	1 500 000	1 219 542	280 458 ²
Marges de crédit et autres facilités ¹	25 000	25 000	–
Total	1 525 000	1 333 421	280 458²

¹ À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

² Se compose de la tranche utilisée des facilités de crédit (265,0 millions \$) et de lettres de crédit (15,5 millions \$).

Notre situation de trésorerie et nos marges de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de développement. Au 30 septembre 2007, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 88,9 millions \$ et n'incluaient aucun papier commercial adossé à des actifs. Les quasi-espèces comprennent généralement des effets de commerce, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par les grandes banques canadiennes, tous assortis d'une échéance initiale inférieure à trois mois.

La facilité de crédit de 1,5 milliard \$ comprend une tranche canadienne renouvelable de 1,3 milliard \$ et une tranche américaine renouvelable de 200 millions \$US – cette répartition pouvant être modifiée à notre demande. Les deux tranches sont disponibles en dollars US, sous la forme de prêts au taux de base américain et de prêts Libor, ou encore en livres sterling ou en euros, sous la forme de prêts Libor et de lettres de crédit. La tranche canadienne est en outre disponible en dollars canadiens, sous la forme de prêts à taux préférentiel et d'acceptations bancaires.

La période de renouvellement des deux tranches est de cinq ans et peut être prolongée chaque année. La facilité est aussi assortie d'une disposition accordéon prévoyant qu'à n'importe quel moment au cours de la période de renouvellement, nous pouvons demander qu'elle soit augmentée de 250 millions \$. Cette augmentation est uniquement soumise à l'obtention d'un engagement supplémentaire de la part du consortium bancaire ou d'autres participants. L'entente de crédit contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir un ratio de levier financier, des ratios de couverture des intérêts et des loyers ainsi qu'une valeur nette minimale. À la suite d'une renégociation de ces ratios, la Société dispose maintenant d'une marge de manœuvre accrue pour réaliser des acquisitions majeures. Au 30 septembre 2007, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de crédit à long terme.

Au 30 septembre 2007, le montant disponible en vertu de la facilité de crédit était de 1 219,5 millions \$ et la Société avait accès à une autre somme de 25 millions \$ en vertu d'une autre marge de crédit remboursable à vue.

Au 30 septembre 2007, la facilité de crédit portait intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 0,625 %. Le taux d'intérêt applicable à la facilité, qui dépend du ratio de levier financier, correspond au taux des acceptations bancaires ou au taux Libor majoré de 0,625 % à 1,35 %. Au 30 septembre 2007, la portion inutilisée de la facilité est soumise à une commission d'engagement de 0,10 % qui pourrait augmenter jusqu'à concurrence de 0,35 %, selon le ratio de levier financier.

La dette à long terme totale a diminué de 340,1 millions \$ pour s'établir à 473,2 millions \$ au 30 septembre 2007, comparativement à 813,3 millions \$ au 30 septembre 2006. La variation est surtout attribuable au remboursement net d'une tranche de 323,5 millions \$ de notre facilité de crédit et aux fluctuations des taux de change des devises étrangères par rapport au dollar canadien.

Notre conseil d'administration réévalue chaque année la pertinence de verser des dividendes et de renouveler notre programme de rachat d'actions. Pendant l'exercice 2007, nous n'avons pas versé de dividendes.

Indicateurs de la situation de trésorerie et des ressources en capital

	AU 30 SEPTEMBRE 2007	AU 30 SEPTEMBRE 2006	AU 30 SEPTEMBRE 2005
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	16,8 %	27,2 %	0,3 %
Délai moyen de recouvrement des créances (en jours)	44	52	48
Rendement du capital investi ¹	11,1 %	6,6 %	8,7 %

¹ Le taux de rendement du capital investi représente le BAII ajusté après impôts et frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques divisé par la moyenne du capital investi (la somme de l'avoir des actionnaires et de la dette moins les espèces et quasi-espèces) au cours des quatre derniers trimestres.

S'établissant à 16,8 % au 30 septembre 2007, le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme a diminué en raison de nos efforts de réduction de la dette tout au long de l'exercice 2007.

Le délai moyen de recouvrement des créances s'est situé à 44 jours au 30 septembre 2007, soit huit jours de moins qu'à la même date un an plus tôt, en conséquence surtout des moments auxquels de grands clients ont effectué leurs paiements et de l'attention soutenue que nous accordons à la gestion de la trésorerie. On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours. Les paiements reçus à l'avance en contrepartie de travaux exécutés ultérieurement peuvent fluctuer d'un exercice à l'autre en fonction du moment auquel nos clients effectuent les paiements liés à nos services d'impartition.

Le taux de rendement du capital investi s'est établi à 11,1 % pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2007, soit une amélioration par rapport à 6,6 % pour la période correspondante un an plus tôt. Cette progression est due surtout aux gains découlant de notre programme de réorganisation, qui a diminué notre structure de coûts et accru notre rentabilité. Entre l'exercice 2005 et l'exercice 2006, le taux de rendement du capital investi a fléchi de 2,1 % à cause des frais de réorganisation et de la diminution des volumes de travail provenant de BCE.

Instruments de financement hors bilan et garanties

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. Nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de garanties accordées lors de cessions d'entreprises et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cadre de ventes d'actifs et de cessions d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des remboursements ou des indemnités à des contreparties, par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que plusieurs des ententes précisent une limite de responsabilité, totalisant globalement environ 65,0 millions \$, plusieurs ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible d'estimer raisonnablement les montants maximaux qu'il pourrait être nécessaire de verser en vertu de telles garanties. Le versement de ces sommes dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 30 septembre 2007, aucun montant n'a été porté aux bilans consolidés relativement à ce type d'indemnité. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses résultats consolidés.

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Dans le cours normal de nos activités, il peut arriver que nous fournissions à certains clients, principalement des entités gouvernementales, des cautionnements de soumissions et d'exécution. En règle générale, nous ne serions responsables du montant des cautionnements de soumissions que si nous refusions de réaliser les projets après que nos soumissions aient été acceptées. Nous serions également responsables du montant des cautionnements d'exécution en cas de défaut dans l'exécution de nos engagements. Au 30 septembre 2007, nous avons engagé un montant total de 71,8 millions \$ dans ce type de cautionnements. À notre connaissance, nous nous conformons aux obligations d'exécution qui nous incombent en vertu de tous les contrats de services assortis de cautionnements de soumissions et d'exécution auxquels nous sommes parties; nous estimons également que les charges totales que nous serions susceptibles d'assumer en raison de ces cautionnements, le cas échéant, n'auraient pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation consolidés ni sur notre situation financière.

Au 30 septembre 2007, la Société avait aussi conclu des ententes comprenant des indemnités en faveur de tiers d'une valeur totale de 4,2 millions \$, principalement des indemnités fiscales.

Par ailleurs, nous avons fourni une garantie de 5,9 millions \$ sur la valeur résiduelle d'équipement loué, comptabilisé en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat.

Capacité de livrer les résultats

Nous estimons que nous possédons les ressources en capital et les liquidités nécessaires pour tenir nos engagements et respecter nos obligations présentes tout en soutenant notre exploitation et en finançant nos stratégies de croissance. Nous croyons également que nous disposons des ressources non financières nécessaires pour atteindre nos objectifs de croissance continue. Ces ressources comprennent une équipe de direction solide dont le taux de roulement historique est très faible, des cadres évolués de gestion assurant l'observation continue de normes élevées de service à la clientèle et la formation continue des gestionnaires, ainsi que des processus de qualité qui nous aident à intégrer et à conserver les nouveaux membres que nous accueillons à la suite de l'obtention de grands contrats d'impartition ou d'acquisitions.

Opérations entre apparentés

En conséquence du rachat des actions de CGI qui appartenaient à BCE au cours de l'exercice 2006, le groupe BCE a cessé d'exercer une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement de la Société. On trouvera dans la note 23 accompagnant les états financiers consolidés l'historique détaillé des transactions qui ont eu lieu pendant l'exercice 2005 entre CGI et BCE.

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la part revenant à CGI des activités d'Innovaposte et des soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

Innovaposte

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE

(en milliers de dollars)

	2007	2006	2005
Produits	120 010	100 994	102 699
Débiteurs	9 310	9 490	4 112
Travaux en cours	3 648	1 528	1 290
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	–	–	2 019
Coûts liés à des contrats	13 746	16 239	17 301
Créditeurs et charges à payer	–	147	1 254
Produits reportés	1 868	509	–

Résultats du quatrième trimestre

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2007, CGI a mis l'accent sur la signature de nouveaux contrats et de prolongations avec des clients nouveaux et établis, dans le but d'assurer la croissance du chiffre d'affaires. Ayant bénéficié pendant une année complète des gains attribuables à notre programme de renforcement de la situation concurrentielle, nous avons aussi maintenu notre engagement à gérer nos activités de manière plus efficace afin d'augmenter notre rentabilité globale.

Variation des produits et produits selon les secteurs d'affaires

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'affaires, entre l'exercice 2006 et l'exercice 2007, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits présentés pour l'exercice 2006 correspondent aux taux de change réels de cet exercice.

TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	VARIATION
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)			
Produits	922 846	845 820	9,1 %
Variation par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur avant effet des variations des taux de change	11,3 %	-4,0 %	
Effet des variations des taux de change	-2,2 %	-2,5 %	
Variation par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur	9,1 %	-6,5 %	
Produits attribuables aux services en TI avant effet des variations des taux de change	827 426	735 129	12,5 %
Effet des variations des taux de change	(15 760)	-	-2,1 %
Produits attribuables aux services en TI	811 666	735 129	10,4 %
Produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires avant effet des variations des taux de change	113 824	110 691	2,8 %
Effet des variations des taux de change	(2 644)	-	-2,4 %
Produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires	111 180	110 691	0,4 %
Produits	922 846	845 820	9,1 %

Au quatrième trimestre de l'exercice 2007, les produits de la Société se sont établis à 922,8 millions \$, ce qui représente une croissance de 11,3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2006, en devises constantes. La variation des taux de change a diminué les produits de 2,2 %, en raison surtout de l'impact négatif de la variation du dollar américain. Du point de vue de l'origine géographique des clients, la croissance des produits en devises constantes s'est établie à 12 % au Canada, à 11 % aux États-Unis et à 7 % dans la zone Europe et Asie.

Les produits attribuables au secteur des services en TI ont augmenté de 92,3 millions \$ ou 12,5 %, en devises constantes, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2006. Cette hausse résulte surtout de l'augmentation du volume de travail émanant de BCE, de la vente des droits d'utilisation d'une solution à nos clients du secteur pétrolier et gazier de l'Ouest canadien ainsi que des travaux additionnels que nos clients nouveaux et établis nous ont confiés dans toutes les régions et dans tous les secteurs économiques que nous ciblons.

Les produits émanant des services en gestion des processus d'affaires ont pour leur part progressé de 3,1 millions \$ ou 2,8 %, en devises constantes. Les nouveaux contrats signés aux États-Unis avec des clients établis, dans les segments des services de santé et de la gestion des documents, expliquent la plus grande partie de cette croissance. Ces gains ont toutefois été partiellement annulés par la diminution des produits liés au traitement des demandes d'indemnité pour nos clients du secteur de l'assurance.

BAll ajusté selon les secteurs d'affaires

TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	VARIATION
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)			
Services en TI	99 020	93 130	6,3 %
En pourcentage des produits attribuables aux services en TI	12,2 %	12,7 %	
Services en gestion des processus d'affaires	16 021	16 483	-2,8 %
En pourcentage des produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires	14,4 %	14,9 %	
Siège social	(13 515)	(18 492)	-26,9 %
En pourcentage des produits	-1,5 %	-2,2 %	
BAll ajusté	101 526	91 121	11,4 %
Marge	11,0 %	10,8 %	

Au quatrième trimestre de l'exercice 2007, le BAll ajusté du secteur des services en TI a augmenté de 5,9 millions \$ comparativement au même trimestre un an plus tôt. La marge du BAll, qui atteignait 12,7 % pour le trimestre terminé le 30 septembre 2006, s'est établie à 12,2 % au quatrième trimestre de l'exercice 2006. La variation de la marge du BAll ajusté est due principalement à l'incidence de la vente des droits d'utilisation d'une solution l'an dernier.

Dans le secteur des services en gestion des processus d'affaires, la baisse de 0,5 million \$ du BAll ajusté est le résultat net du ralentissement continu des activités dans le secteur des assurances et de l'intensification des activités dans les autres secteurs.

Quant à la diminution des charges du siège social, pour le trimestre terminé le 30 septembre 2007, elle traduit notre engagement constant à renforcer la situation concurrentielle de la Société en maîtrisant les coûts et en investissant dans l'amélioration de nos outils et processus afin d'accroître notre efficacité.

Bénéfice net

TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	VARIATION
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)			
BAll ajusté	101 526	91 121	11,4 %
Marge	11,0 %	10,8 %	
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	-	20 931	-
Intérêts sur la dette à long terme	8 330	13 439	-38,0 %
Autres revenus, nets	(3 429)	(1 448)	136,8 %
Gain sur la vente d'actifs	(700)	-	-
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	198	-	-
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	97 127	58 199	66,9 %
Impôts sur les bénéfices	31 550	18 667	69,0 %
Taux d'imposition	32,5 %	32,1 %	
Bénéfice net	65 577	39 532	65,9 %
Marge	7,1 %	4,7 %	
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation – de base	327 727 002	336 941 173	-2,7 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation – dilué	334 520 373	337 497 214	-0,9 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,20	0,12	70,5 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,20	0,12	67,4 %

Le bénéfice d'exploitation avant impôts sur les bénéfices a augmenté principalement en raison de notre croissance et des gains découlant de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle. Ces gains ont contribué à la hausse de la marge du BAll ajusté, qui est passée de 10,8 % au quatrième trimestre de l'exercice 2006 à 11,0 % pour la même période de l'exercice 2007. De plus, les intérêts débiteurs ont diminué car nous avons remboursé une portion supplémentaire de notre dette à long terme.

La variation des autres revenus, nets est liée aux intérêts touchés sur les crédits d'impôts sur les frais de recherche et de développement reçus pendant le trimestre.

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 12,9 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de l'amélioration de la marge du BAll ajusté et des frais de réorganisation de 20,9 millions \$ engagés pendant le quatrième trimestre de l'exercice 2006.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2007, la Société a consacré 62,6 millions \$ au rachat de 5 646 900 actions subalternes classe A à un prix moyen de 11,09 \$.

Points saillants des résultats trimestriels

RÉSULTATS TRIMESTRIELS	2007				2006			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Carnet de commandes (en millions de dollars)	12 042	12 165	12 254	12 555	12 722	13 303	13 686	12 901
Nouveaux contrats signés (en millions de dollars)	841	807	859	769	462	787	1 746	1 002
Produits								
Produits (en milliers de dollars)	922 846	933 318	951 342	904 060	845 820	866 504	866 836	898 463
Variation par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	11,3 %	8,0 %	8,3 %	1,2 %	-4,0 %	-3,4 %	-2,4 %	-1,3 %
Coûts des services et frais de vente et d'administration	767 781	788 767	805 519	764 038	713 573	746 395	759 706	776 847
Marge	83,2 %	84,5 %	84,7 %	84,5 %	84,4 %	86,1 %	87,6 %	86,5 %
Rentabilité								
Bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en milliers de dollars)	65 577	64 433	62 711	58 361	53 145	46 392	34 822	56 908
Marge	7,1 %	6,9 %	6,6 %	6,5 %	6,3 %	5,4 %	4,0 %	6,3 %
Bénéfice de base par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,20	0,20	0,19	0,18	0,16	0,14	0,10	0,13
Bénéfice dilué par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,20	0,19	0,19	0,18	0,16	0,14	0,10	0,13
Bénéfice net (en milliers de dollars)	65 577	64 433	62 711	43 681	39 532	35 944	14 149	56 908
Marge	7,1 %	6,9 %	6,6 %	4,8 %	4,7 %	4,1 %	1,6 %	6,3 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,20	0,20	0,19	0,13	0,12	0,11	0,04	0,13
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,20	0,19	0,19	0,13	0,12	0,11	0,04	0,13
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation – de base (en milliers)	327 727	328 831	329 057	330 451	336 941	338 714	344 825	430 487
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation – dilué (en milliers)	334 520	335 529	332 898	331 589	337 497	339 565	349 345	434 156

En devises constantes, les produits ont progressé pendant chacun des quatre trimestres de l'exercice 2007 et atteint leur taux de croissance le plus élevé de l'exercice, 11,3 %, au quatrième trimestre.

Grâce aux gains attribuables au programme de renforcement de la situation concurrentielle, la marge du bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques s'est améliorée, passant de 6,3 % au quatrième trimestre de l'exercice 2006 à 7,1 % au dernier trimestre.

Depuis le 30 septembre 2005, le nombre d'actions en circulation a sensiblement diminué. Pendant l'exercice 2007, nous avons racheté 12 339 400 actions de CGI sur le marché libre et émis 5 544 830 actions dans le contexte de la levée d'options. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2006, nous avons racheté et annulé 100 millions d'actions de BCE. Pendant le troisième trimestre de l'exercice 2006, 7 567 227 actions ont été émises dans le cadre de l'exercice de bons de souscription par Desjardins, par BCE et par les actionnaires majoritaires. Globalement, tout au long de l'exercice 2007, le nombre d'actions en circulation a diminué par rapport à l'exercice précédent.

Variations trimestrielles

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices des résultats futurs de la Société. Premièrement, les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils ont un caractère saisonnier et les résultats trimestriels de ces activités se ressentent de certains éléments comme les vacances et le nombre de jours fériés au cours d'un trimestre donné. Les variations saisonnières sont plus légères dans le cas des contrats d'impartition, y compris les contrats de gestion des processus d'affaires. Deuxièmement, le volume de travail émanant de certains clients peut varier d'un trimestre à l'autre en fonction de leur cycle conjoncturel et du caractère saisonnier de leurs propres activités. Troisièmement, les économies que nous réalisons pour un client dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent réduire temporairement nos revenus car ces économies ne sont pas nécessairement compensées sur-le-champ par une augmentation des travaux réalisés pour ce client.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont susceptibles de fluctuer considérablement d'un trimestre à l'autre en fonction du moment auquel d'importants clients effectuent leurs paiements mensuels, des besoins de liquidités associés aux grandes acquisitions et aux contrats d'impartition majeurs, ainsi que des dates de réception des divers crédits d'impôt, de versement des primes d'intéressement attribuées aux membres et de paiement des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

Les mouvements des taux de change occasionnent également des écarts trimestriels qui sont susceptibles d'augmenter proportionnellement à la contribution des produits en devises étrangères au chiffre d'affaires total de la Société. Cependant, les marges de CGI sont automatiquement protégées, dans une certaine mesure, contre le risque de change, à cause des charges en dollars US – liées par exemple à l'achat de licences, à l'entretien, aux assurances et aux intérêts – qui sont comptabilisées au Canada.

Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés vérifiés pour les exercices terminés les 30 septembre 2007, 2006 et 2005 comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de l'exercice actuel.

Estimations comptables importantes

La note 2 accompagnant les états financiers consolidés vérifiés au 30 septembre 2007 décrit les estimations comptables importantes que la Société utilise. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le procédé de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés.

ÉLÉMENTS SUR LESQUELS LES ESTIMATIONS ONT UNE INCIDENCE	BILANS CONSOLIDÉS	ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS				
		PRODUITS	COÛTS DES SERVICES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION	AMORTISSEMENT/RADIATION	FRAIS DE RÉORGANISATION LIÉS À DES ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Provision pour créances douteuses	●		●			
Écart d'acquisition	●			●		
Impôts sur les bénéfices	●					●
Créditeurs et charges à payer	●		●			
Passifs liés aux intégrations	●		●			
Constatation des produits	● ¹	●				
Coûts liés aux rémunérations à base d'actions	●		●			
Coûts liés à des contrats	●	●		●		
Crédits d'impôt à l'investissement et programmes gouvernementaux	●		●			
Dépréciation d'actifs à long terme	●			●		
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	●				●	

¹ Débiteurs, travaux en cours et produits reportés

Provision pour créances douteuses

La Société établit une provision pour créances douteuses quand elle estime que le recouvrement de sommes dues par des clients est improbable. La Société réexamine périodiquement sa provision pour créances douteuses à la lumière d'une analyse des comptes en souffrance individuels, de la ventilation chronologique des comptes clients, de son expérience historique des recouvrements et d'une évaluation de la solvabilité des clients. La faillite d'un client ou la présence de problèmes de trésorerie chez un client, l'existence d'un litige avec un client et l'appartenance d'un client à un secteur économique en difficulté font partie des indices signalant qu'un recouvrement est improbable.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation concernée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de l'unité d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Des modifications importantes des estimations ou des hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les états consolidés des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Impôts sur les bénéfiques

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts futurs à court terme et à long terme conformément aux législations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règles fiscales qui s'appliquent sont soumises à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalise, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la charge d'impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

Créditeurs et charges à payer

La Société a comptabilisé des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte dont elle demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

Passifs liés aux intégrations

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions associées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des coûts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers en tenant compte, entre autres, de la période pendant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

Constatation des produits

Dans le cas des ententes structurées selon la méthode du degré d'avancement des travaux, la constatation des produits et des coûts exige qu'on exerce des jugements et qu'on établisse des estimations. Cette méthode se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, si l'on détermine que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte et ce, dès la période où la probabilité d'une perte devient manifeste. Dans le cas de contrats visant la prestation de services de plusieurs catégories différentes, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses catégories correspond à la juste valeur relative de chacune des catégories, telle que déterminée au moyen d'estimations internes ou de preuves objectives provenant de fournisseurs particuliers. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque catégorie, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule catégorie de services. La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des ententes et les estimations sous-jacentes.

Coûts liés aux rémunérations à base d'actions

CGI comptabilise son régime de rémunération à base d'actions selon les normes du chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA. Conformément aux recommandations de ce chapitre, CGI a décidé d'utiliser le modèle d'évaluation Black-Scholes pour déterminer la valeur des options accordées dans le cadre de ses paiements à base d'actions. Ce modèle se fonde entre autres sur les variables suivantes : la volatilité anticipée de l'action pendant la période des octrois, le taux de déchéance attendu, la durée de vie prévue des options et le taux d'intérêt sans risque. Compte tenu des diverses hypothèses utilisées et des circonstances nouvelles qui pourraient survenir, les résultats d'exploitation réels pourraient être sensiblement différents des résultats indiqués.

Coûts liés à des contrats

Certains coûts engagés lors du démarrage d'un contrat d'impartition sont reportés et amortis sur la durée du contrat. Ces coûts comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition. Dans ce contexte, la Société établit entre autres des estimations et des hypothèses visant à calculer les flux de trésorerie prévus afin d'évaluer si elle pourrait vraisemblablement recouvrer ces coûts liés à des contrats en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Pour évaluer les possibilités de recouvrement, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimés du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Le fait de modifier des estimations ou des hypothèses touchant un ou plusieurs contrats n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Crédits d'impôt à l'investissement et programmes gouvernementaux

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement car ils en respectent les critères. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et à quels montants elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

Dépréciation d'actifs à long terme

La Société évalue la possibilité de recouvrer les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels à durée de vie limitée et les immobilisations, si des événements ou des circonstances nouvelles risquent de l'empêcher de récupérer leur valeur comptable. Dans le cas des actifs incorporels à durée de vie limitée tels que les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimée de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attribuables à ces actifs, et l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes faisant partie des actifs incorporels à durée de vie limitée et dans le cas des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant pendant quel laps de temps la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Si les estimations ou les hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme étaient modifiées, cela n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2006, la Société a annoncé un programme visant à réduire son effectif et à fermer et regrouper certains de ses bureaux. Ce programme a été mis sur pied surtout en conséquence du fait que le volume de travail provenant de BCE était moins important que prévu, dans le but de réduire les coûts et d'accroître la rentabilité de la Société. Les charges comptabilisées à cet égard comprenaient des indemnités de départ ainsi que les coûts liés au regroupement et à la fermeture de certains bureaux. La constatation de ces charges a exigé que la direction porte des jugements et fasse des estimations touchant la nature et les montants des coûts, ainsi que le moment auquel ils seraient engagés. Dans le cas des locaux qui ont été abandonnés ou sous-loués, les coûts estimés des baux représentent la différence entre les loyers futurs à payer et les produits de sous-location estimés. Nous évaluerons les charges liées aux bureaux fermés et aux indemnités de départ à la date de clôture de chaque période comptable afin de nous assurer que les montants comptabilisés demeurent appropriés.

Modifications des conventions comptables

La Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du Manuel de l'ICCA, qui s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date. L'adoption de ces nouveaux chapitres n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

- a) Le chapitre 3855, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* – Ce chapitre établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, sauf ceux classés comme détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, et tous les instruments financiers dérivés doivent être mesurés à leur juste valeur. Tous les passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction doivent être mesurés à leur juste valeur. Sinon, ils sont mesurés au coût après amortissement.

La Société a effectué les classements suivants :

- Les espèces, les quasi-espèces, et les actifs et les passifs liés au régime de rémunération différée ont été classés comme étant détenus à des fins de transaction et sont mesurés à leur juste valeur. La variation de la juste valeur est comptabilisée dans le bénéfice net.
- Les débiteurs, les travaux en cours et les fonds détenus pour des clients ont été classés comme prêts et créances et sont comptabilisés au coût après amortissement.
- Les créditeurs et charges à payer, la rémunération à payer, les passifs liés aux intégrations, la dette à long terme, les obligations liées à la mise hors-service d'immobilisations, la facilité à terme renouvelable et les obligations liées aux fonds des clients sont classés comme autres passifs et comptabilisés au coût après amortissement.

Les coûts de transactions sont composés principalement de frais légaux, frais comptables et autres coûts directement attribuables à l'émission des actifs et passifs financiers correspondants. Les coûts de transactions sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers classés comme autres que détenus à des fins de transaction. Suite à l'adoption de la politique, les coûts antérieurement présentés comme frais de financement différés ont été reclassés en diminution de la dette à long terme et furent ajustés par un crédit, déduction faite des impôts. L'ajustement a été porté aux bénéfices non répartis pour refléter l'utilisation de la méthode du taux d'intérêt effectif au lieu de la méthode de l'amortissement linéaire appliquée antérieurement. L'ajustement n'a pas eu d'incidence importante.

- b) Le chapitre 3861, *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation* – Ce chapitre établit les normes pour la présentation des instruments financiers et les dérivés non financiers et identifie l'information relative qui devrait être présentée.
- c) Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, et le chapitre 3251, *Capitaux propres* – Le résultat étendu représente la variation, au cours d'une période, de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les actionnaires de l'entreprise. Il comprend des éléments qui seraient normalement exclus du bénéfice net, notamment les variations de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes et les gains ou pertes non réalisés sur des instruments financiers disponibles pour la vente. Le chapitre 1530 établit de quelle façon présenter et divulguer le résultat étendu et ses composantes. Le chapitre 3251, *Capitaux propres*, remplace le chapitre 3250, *Surplus*, et décrit les normes concernant la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres qui découlent des nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*. À la suite de l'adoption de ce chapitre, les états financiers consolidés incluent dorénavant un état du résultat étendu.
- d) Le chapitre 3865, *Couvertures* – Ce chapitre précise dans quelles circonstances il convient d'appliquer la comptabilité de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est de s'assurer que tous les gains, pertes, produits et charges liés à un dérivé ainsi qu'à l'élément qu'il couvre sont comptabilisés à l'état des résultats au cours de la même période.

Modifications comptables futures

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel.

- a) Le chapitre 3862, *Instruments financiers – Informations à fournir* – applicable pour les périodes intérimaires débutant le 1^{er} octobre ou après cette date. Ce chapitre établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, ainsi que la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Ce chapitre ainsi que le chapitre 3863, *Instruments financiers – Présentation*, remplaceront le chapitre 3861, *Instruments financiers – Informations à fournir*.
- b) Le chapitre 3863, *Instruments financiers – Présentation* – applicable pour les périodes intérimaires débutant le 1^{er} octobre ou après cette date. Ce chapitre établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers.
- c) Le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital* – applicable pour les périodes intérimaires débutant le 1^{er} octobre ou après cette date. Ce chapitre établit des normes relatives à la présentation d'informations sur le capital de l'entité et à la façon dont il est géré. Il décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives utilisées aux fins du calcul du capital. Il exige que l'entité indique si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital, et sinon, les conséquences de cette dérogation.

La Société a déterminé que ces normes n'auront pas une incidence importante car elles concernent les règles de présentation des renseignements.

Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation. La Société a recours à des instruments financiers, par exemple des titres de créance libellés en devises étrangères, afin de couvrir son investissement net dans ses filiales étrangères. Les gains ou les pertes de change provenant de l'investissement net sont comptabilisés à titre d'écart de conversion. Les gains ou les pertes de change réalisés et non réalisés sur les instruments financiers qui couvrent l'investissement net sont également comptabilisés à titre d'écart de conversion.

Risques et incertitudes

Nous sommes confiants quant aux perspectives d'avenir à long terme de la Société. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui influeraient sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération afin d'évaluer les perspectives d'avenir de la Société à titre de placement.

Risques liés à notre secteur d'activité

Concurrence pour l'obtention des contrats – Nous gérons toutes les dimensions de nos affaires de façon disciplinée. Nos méthodes sont presque toutes codifiées dans le cadre de la certification ISO 9001. Nos processus de gestion ont été mis au point pour nous permettre de respecter nos normes élevées en nous assurant que nos employés livrent de façon constante des biens et des services conformes aux spécifications. Ils se fondent sur les valeurs solides qui sous-tendent notre culture d'entreprise axée sur les clients. Ils contribuent au taux élevé de succès de CGI en matière d'obtention et de renouvellement des contrats. En outre, nous comprenons à fond les enjeux stratégiques propres aux cinq secteurs économiques que nous ciblons, ce qui améliore notre position concurrentielle. CGI est un chef de file du secteur des services en TI et de la gestion des processus d'affaires au Canada, et nous continuons à renforcer notre position sur le marché américain en conjuguant la croissance interne et les acquisitions. Nos revenus provenant des États-Unis et des marchés internationaux ont augmenté notablement au fil des ans et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cependant, la concurrence demeurant très vive sur le marché des services en TI et de l'impartition des processus d'affaires, nul ne peut garantir que nous continuerons à remporter de nouveaux contrats.

Durée du cycle de vente des grands contrats d'impartition – Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente. Alors que le cycle moyen durait auparavant de 6 à 18 mois, il dure à présent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance.

Disponibilité et conservation des professionnels qualifiés – Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Au fil des ans, nous avons réussi à attirer et à retenir un personnel hautement compétent grâce à notre culture d'entreprise, à nos valeurs solides, à l'importance que nous accordons au développement professionnel ainsi qu'à notre programme de rémunération axé sur le rendement. De surcroît, nous avons mis en œuvre un programme complet visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués. Nous croyons que CGI est un employeur de premier choix du secteur des services en TI. Nous recrutons également des professionnels qualifiés par l'entremise des contrats d'impartition que nous remportons et des acquisitions d'entreprises.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – Nous nous efforçons de demeurer à l'avant-garde du secteur des TI et de nous mouler ainsi à l'évolution des besoins de nos clients. Nous y parvenons en tablant sur divers moyens : une spécialisation dans cinq secteurs économiques cibles ; des alliances commerciales non exclusives avec d'importants fournisseurs de logiciels et d'équipements, ainsi que des alliances stratégiques avec des partenaires majeurs ; le développement de solutions en TI exclusives ; la formation permanente de notre personnel et des transferts continus de compétences entre bureaux et professionnels de la Société ; et les acquisitions d'entreprises qui nous procurent un savoir-faire supplémentaire ou une portée géographique accrue.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui – Nous ne pouvons pas avoir la certitude que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui et il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous. Ces poursuites pourraient s'avérer coûteuses, nuire à notre réputation et nous empêcher de fournir certains services ou offres. Nous établissons avec nos clients des contrats de licence leur accordant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle ; ces contrats comprennent un engagement à indemniser le titulaire de la licence contre la responsabilité et les dommages résultant des réclamations de tiers touchant des manquements à l'égard des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce ou des secrets commerciaux. Dans certaines circonstances, le montant de ces réclamations pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Que nous soyons tenus responsables ou non de dommages, les réclamations et les poursuites en ce domaine pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation ou nous obliger à conclure des ententes en matière de redevances ou des contrats de licence. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des produits ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Risques liés à la protection de nos droits de propriété intellectuelle – Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodologies, processus, savoir-faire, outils et techniques exclusifs, ainsi que d'autres biens intellectuels dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, CGI cherche à utiliser les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce, les secrets de fabrication et les autres moyens raisonnables et nécessaires de protection et d'optimisation de ses actifs intellectuels. Par exemple, toutes les solutions d'affaires de CGI seront protégées par le droit d'auteur et brevetées si possible. De plus, afin de mettre ses biens intellectuels à l'abri de toute appropriation ou violation, CGI exige que tous les clients, partenaires et sous-traitants avec qui la Société établit une relation d'affaires signent un accord de secret. CGI fait aussi reconnaître ses droits liés à la possession et à l'utilisation de sa raison sociale, des noms de ses produits, de ses logotypes et des autres signes dont elle se sert pour identifier ses produits et services sur le marché. Dans le cours normal de nos activités, nous demandons et obtenons l'inscription de nos marques de commerce auprès du *U.S. Patent and Trademark Office* et des autres organismes responsables du droit des marques dans le monde. Nous prenons les mêmes mesures en ce qui concerne le nom de domaine CGI sur Internet. Toutes ces mesures permettent à CGI de faire valoir ses droits sur ses biens intellectuels, si le besoin se présente. Néanmoins, dans certains pays où nous exerçons nos activités, il peut arriver que les lois ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. De plus, malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de nos biens intellectuels. Il peut aussi arriver que nous ne détections pas l'utilisation non autorisée de nos biens intellectuels ou que nous ne prenions pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

Risques liés à notre entreprise

Fluctuations liées aux secteurs d'activité – Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits, en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'un trimestre à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux – Nous gérons des activités dans 16 pays et moins de 10 % de notre chiffre d'affaires provient de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Nous croyons que nos assises de gestion favorisent l'efficacité et l'homogénéité de notre exploitation à l'échelle mondiale; ces assises comprennent des cadres de gestion et des processus dont les dirigeants de nos unités d'affaires se servent pour gérer leurs rapports avec nos membres et nos clients. Cependant, l'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéficiaires; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à nous protéger, dans la mesure du possible, du risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. Même si nous estimons disposer de processus efficaces de gestion dans tous nos bureaux partout dans le monde, n'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises et les mandats d'impartition – Ayant acquis un grand nombre de sociétés depuis la fondation de CGI, nous estimons que l'intégration d'équipes et d'activités fait maintenant partie de nos compétences de base. Notre approche de gestion disciplinée, fondée pour une large part sur nos cadres de gestion, joue un rôle important dans l'intégration harmonieuse des ressources humaines des sociétés acquises et des activités qui nous sont confiées en impartition. Au 30 septembre 2007, presque toutes nos activités avaient obtenu la certification ISO 9001.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – Un seul des clients de la Société fournit plus de 10 % de ses produits totaux.

Risque de résiliation anticipée des contrats – Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. Notre feuille de route démontre notre capacité de combler ou de dépasser les attentes de nos clients. Nous gérons nos activités d'une manière professionnelle. Nous rédigeons nos contrats de façon à délimiter clairement nos responsabilités et à atténuer les risques. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI.

Risque de crédit associé à la concentration des créances clients – Une portion substantielle de nos revenus (11,6 % pendant l'exercice) provient des filiales et sociétés affiliées de BCE. Nous estimons toutefois que nous ne sommes pas exposés à un risque important de crédit, compte tenu de notre bassin vaste et diversifié de clients.

Risque lié aux contrats visant des projets à court terme – CGI tire une partie de ses produits de contrats visant des projets d'une durée relativement restreinte. CGI gère tous ses contrats en fonction de son Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les projets. En vertu de ce cadre de gestion, la Société procède avec beaucoup de rigueur afin d'estimer avec justesse les coûts des mandats. Cependant, une portion substantielle des mandats est fondée sur des prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Lorsque nous présentons une soumission pour ce type de mandat, nous estimons les coûts et les heures de travail nécessaires pour compléter le projet. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodologies et nos professionnels pour réaliser le projet considéré. En cas d'augmentation des coûts, de coûts imprévus ou de retards, y compris des retards attribuables à des facteurs sur lesquels nous n'avons pas d'emprise, la rentabilité des contrats à prix fixe peut être réduite ou annulée.

Risque associé aux garanties – Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque lié aux crédits d'impôt – Un changement du contrôle de CGI pourrait rendre la Société inadmissible aux crédits d'impôt provinciaux associés à la Cité du commerce électronique et à la Cité Multimédia à Montréal, au Carrefour de la nouvelle économie au Saguenay et au Carrefour national des nouvelles technologies de Québec.

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques – Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou d'états pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en technologie; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois ou de nouveaux règlements visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquiescement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents, aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux – Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des délais nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous réalisons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

Risques liés aux acquisitions d'entreprises

Mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition – Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service, ainsi que de grandes entreprises qui augmenteront notre masse critique aux États-Unis et en Europe. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions ni que les sociétés que nous acquerrons, le cas échéant, s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions.

La tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes nos unités d'affaires est fort complexe et potentiellement accaparante. L'intégration d'entreprises peut occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. En outre, dans la mesure où la direction est tenue d'accorder beaucoup de temps, d'attention et de ressources à l'intégration d'activités, d'équipes et de technologies, il est possible que nous n'arrivions pas à maintenir la qualité habituelle du service offert aux clients établis et que cela ait un impact défavorable sur nos revenus ainsi que sur nos bénéfices.

Risques de marché

Risque économique – Un ralentissement économique pourrait occasionner une diminution de nos produits. L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique actuelle sur nos revenus futurs, ni le moment où une reprise marquée surviendra. Pendant les périodes de récession, il arrive fréquemment que nos clients et nos clients éventuels annulent, réduisent ou reportent des contrats en cours, ou encore qu'ils retardent l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent pendant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre plus restreint de mandats pendant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. De telles circonstances pourraient nous forcer à ajuster nos prix afin de respecter les dispositions des contrats relatives à l'étalement. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

Intégrité de la présentation des résultats

Notre direction assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les devoirs du conseil d'administration englobent l'évaluation de l'intégrité des systèmes internes de contrôle et d'information de la Société.

La *Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information*, un document que la Société a officiellement entériné et qui fait partie de ses Textes fondamentaux, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de divulgation. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de divulgation des organismes de réglementation et supervise les pratiques de divulgation de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et de la Bourse de Toronto en matière d'indépendance et d'expérience. Le Comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés ; b) examiner et évaluer l'efficacité de nos principes et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers ; c) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité ; d) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, attester leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux ; e) examiner les procédures de vérification ; f) examiner les opérations entre apparentés ; g) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou confiée au Comité par notre conseil d'administration.

La Société a évalué au 30 septembre 2007 l'à-propos et l'efficacité des procédés qu'elle utilise pour communiquer l'information et des mécanismes internes dont elle se sert pour contrôler la communication de l'information financière, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que ces procédés et mécanismes sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités.

Poursuites judiciaires

De temps à autre, la Société est partie à des litiges dans le cours normal de ses activités. Au 30 septembre 2007, la Société n'a aucun motif de s'attendre à ce que l'issue de poursuites judiciaires en cours ait des répercussions défavorables importantes sur sa situation financière, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

Rapports de la direction et des vérificateurs

Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière

La direction du Groupe CGI inc. (la « Société ») est responsable de la préparation des états financiers consolidés et de l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation. Elle répond de l'intégrité de l'information qu'ils contiennent. Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et comportent nécessairement des montants fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement de la direction. L'information financière et les résultats d'exploitation présentés dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation sont en accord avec les états financiers consolidés.

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de fiabilité de l'information financière et de protection du patrimoine de la Société, la direction s'est dotée de systèmes de contrôle interne soutenus par des règles écrites d'éthique et de conduite professionnelle. Les systèmes de contrôle interne et les registres financiers sont soumis à l'examen des vérificateurs indépendants, Deloitte & Touche, s.r.l., nommés par les actionnaires pour vérifier les états financiers consolidés de la Société. Le rapport des vérificateurs indépendants est présenté ci-dessous. En outre, le Comité de gestion de la Société revoit l'information diffusée par l'entreprise et supervise la mise en œuvre des contrôles et des procédés auxquels la Société a recours en matière d'information.

Les membres du Comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration, qui siègent tous à titre d'administrateurs indépendants de la Société, rencontrent périodiquement les vérificateurs indépendants ainsi que la direction pour discuter des mécanismes de contrôle interne régissant la reddition de comptes ainsi que de sujets touchant la vérification et l'information financière, et soumettent des recommandations appropriées au conseil d'administration. Les vérificateurs indépendants peuvent consulter librement et en tout temps le Comité de vérification et de gestion des risques. Le conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés ainsi que l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation et les a approuvés.

Le 12 novembre 2007

[signé]
MICHAEL E. ROACH
Le président et chef de la direction

[signé]
R. DAVID ANDERSON
Le vice-président exécutif et chef de la direction financière

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction de la Société d'établir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et d'en maintenir l'efficacité. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations de la Société et les cessions d'actifs de la Société ;
- fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de la manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société ;
- fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Tous les contrôles internes comportent des limites inhérentes. Par conséquent, même si le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été jugé efficace, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable. Les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

L'évaluation de la direction comporte une exclusion. La participation dans une coentreprise a été exclue de l'évaluation car la direction n'est en mesure ni de dicter, ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les mécanismes de contrôle interne de cette entité à l'égard de l'information financière. La participation de la Société dans la coentreprise représente 1,3 % de l'actif total consolidé et 2,2 % des produits consolidés au 30 septembre 2007 et pour l'exercice terminé à cette date. Malgré cette exclusion, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été évalué, en ce qui a trait à l'inclusion de la quote-part de la Société dans cette coentreprise et de ses résultats pour l'exercice dans les états financiers consolidés.

À la fin de l'exercice 2007 de la Société, la direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en fonction du cadre établi dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission*. Sur la base de cette évaluation, la direction a déterminé qu'au 30 septembre 2007, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2007 a été vérifiée par les comptables agréés inscrits indépendants de la Société, comme il est énoncé dans leur rapport figurant à la page 31.

Le 12 novembre 2007

[signé]
MICHAEL E. ROACH
Le président et chef de la direction

[signé]
R. DAVID ANDERSON
Le vice-président exécutif et chef de la direction financière

Rapport des comptables agréés inscrits indépendants

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe CGI inc. et ses filiales (la « Société ») au 30 septembre 2007, en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. Comme il est décrit dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la direction a exclu de son évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une coentreprise, car la Société n'est en mesure ni de dicter, ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les mécanismes de contrôle interne de cette entité à l'égard de l'information financière. La participation dans la coentreprise représente 1,3 % et 2,2 %, respectivement, des actifs totaux et des produits totaux figurant dans les états financiers consolidés au 30 septembre 2007 et pour l'exercice terminé à cette date. Par conséquent, le rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de cette coentreprise a été exclu de notre vérification. Il incombe à la direction de la Société de maintenir l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et de procéder à l'évaluation de l'efficacité de celui-ci, tel qu'inclus dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification publiées par le *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été maintenue à tous les égards importants. Notre vérification a consisté à acquérir une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à évaluer le risque qu'une faiblesse importante existe, à tester et à évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne basé sur l'évaluation du risque, et à mettre en œuvre d'autres procédés que nous avons jugés nécessaires selon les circonstances. Nous sommes d'avis que notre vérification constitue une base raisonnable sur laquelle nous pouvons fonder notre opinion.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus dont la conception est réalisée ou supervisée par les principaux dirigeants et les principaux chefs financiers d'une société, ou par des personnes occupant des postes semblables, et dont la mise en œuvre est assurée par le conseil d'administration, la direction et d'autres membres du personnel de cette société de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend les politiques et les procédures qui : 1) ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de la manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société; 3) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison des limites inhérentes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, notamment la possibilité de collusion ou que la direction passe outre aux contrôles, des inexactitudes importantes résultant d'une erreur ou d'une fraude pourraient survenir et ne pas être décelées en temps opportun. De plus, les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

À notre avis, la Société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2007, à tous les égards importants, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada et aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, les états financiers consolidés de la Société au 30 septembre 2007 et pour l'exercice terminé à cette date. Notre rapport, daté du 12 novembre 2007, exprime une opinion sans réserve sur ces états financiers.

[signé]

DELOITTE & TOUCHE s.r.l.

Comptables agréés inscrits indépendants

Montréal, Québec

Le 12 novembre 2007

Rapport des comptables agréés inscrits indépendants

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés du Groupe CGI inc. et de ses filiales (la « Société ») aux 30 septembre 2007 et 2006 ainsi que les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2007. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis en ce qui a trait aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2007 et 2006, et conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada en ce qui a trait aux états financiers consolidés des exercices terminés les 30 septembre 2005. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. À notre avis, notre vérification fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2007 et 2006 ainsi que des résultats de leur exploitation et de leurs flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2007, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2007, sur la base des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* et, dans notre rapport daté du 12 novembre 2007, nous avons exprimé une opinion sans réserve sur l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

[signé]

DELOITTE & TOUCHE s.r.l.

Comptables agréés inscrits indépendants

Montréal, Québec

Le 12 novembre 2007

Commentaires des comptables agréés inscrits indépendants aux lecteurs américains au sujet des différences entre les normes canadiennes et américaines

Aux États-Unis, les normes de présentation des rapports obligent les vérificateurs à ajouter un paragraphe explicatif (immédiatement après le paragraphe d'énoncé d'opinion) lorsque les principes comptables sont modifiés et que les changements apportés ont un effet important sur la comparabilité des états financiers consolidés, comme c'est le cas pour les changements décrits dans la note 2 des présents états financiers. Notre rapport aux actionnaires daté du 12 novembre 2007 est formulé conformément aux normes canadiennes de présentation des rapports, qui n'exigent pas que le rapport des vérificateurs mentionne les changements apportés aux principes comptables pourvu que ces changements soient convenablement pris en compte et présentés de manière appropriée dans les états financiers.

[signé]

DELOITTE & TOUCHE s.r.l.

Comptables agréés inscrits indépendants

Montréal, Québec

Le 12 novembre 2007

États consolidés des résultats

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	2005
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)	\$	\$	\$
Produits (note 12)	3 711 566	3 477 623	3 685 986
Charges d'exploitation			
Coûts des services et frais de vente et d'administration (note 12 et note 17)	3 126 105	2 996 521	3 151 558
Amortissement (note 12)	177 648	170 766	199 283
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (note 14)	23 010	67 266	–
Intérêts sur la dette à long terme	41 818	43 291	24 014
Autres revenus, net	(9 262)	(7 252)	(7 156)
Gain sur la vente d'actifs	(700)	(10 475)	–
Gain sur la vente d'un placement dans une société satellite et bénéfice tiré d'un placement dans une société satellite (note 18)	–	–	(4 537)
Vente de droit (note 15)	–	–	(11 000)
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices (note 18)	251	–	–
	3 358 870	3 260 117	3 352 162
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	352 696	217 506	333 824
Impôts sur les bénéfices (note 16)	116 294	70 973	114 126
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	236 402	146 533	219 698
Perte nette tirée des activités abandonnées (note 19)	–	–	(3 210)
Bénéfice net	236 402	146 533	216 488
Bénéfice (perte) de base par action (note 11)			
Activités poursuivies	0,72	0,40	0,50
Activités abandonnées	–	–	(0,01)
	0,72	0,40	0,49
Bénéfice (perte) dilué(e) par action (note 11)			
Activités poursuivies	0,71	0,40	0,50
Activités abandonnées	–	–	(0,01)
	0,71	0,40	0,49

Se reporter aux notes complémentaires.

États consolidés du résultat étendu

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	2005
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$
Bénéfice net	236 402	146 533	216 488
Autres éléments du résultat étendu			
Variation nette des pertes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(118 785)	(47 857)	(111 792)
Variation nette des gains de change non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome	22 848	8 794	19 737
Autres éléments du résultat étendu avant impôts	(95 937)	(39 063)	(92 055)
Impôts sur les autres éléments du résultat étendu	(913)	623	(69)
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 13)	(96 850)	(38 440)	(92 124)
Résultat étendu	139 552	108 093	124 364

Se reporter aux notes complémentaires.

États consolidés des bénéfices non répartis

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	2005
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$
Bénéfices non répartis au début	587 201	895 267	730 757
Bénéfice net	236 402	146 533	216 488
Coût de rachat des actions (note 9)	–	(6 760)	–
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées (note 9)	(70 756)	(447 839)	(51 978)
Bénéfices non répartis à la fin	752 847	587 201	895 267

Se reporter aux notes complémentaires.

Bilans consolidés

AUX 30 SEPTEMBRE	2007	2006
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$
Actif		
À court terme		
Espèces et quasi-espèces	88 879	115 729
Débiteurs (note 3)	478 980	479 767
Travaux en cours	191 055	197 381
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	67 720	89 639
Impôts sur les bénéfices	4 849	–
Impôts futurs (note 16)	30 522	33 728
	862 005	916 244
Immobilisations (note 4)	146 352	120 032
Coûts liés à des contrats (note 5)	192 722	214 688
Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme (note 6)	455 711	523 332
Impôts futurs (note 16)	4 928	25 127
Écart d'acquisition (note 7)	1 658 712	1 737 886
Total de l'actif avant fonds détenus pour des clients	3 320 430	3 537 309
Fonds détenus pour des clients (note 2)	155 378	154 723
	3 475 808	3 692 032
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 14 et note 18)	329 381	352 530
Rémunération à payer (note 14 et note 18)	132 022	108 331
Produits reportés	152 668	111 759
Impôts sur les bénéfices	108 432	56 304
Impôts futurs (note 16)	24 404	30 384
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 8)	9 815	8 242
	756 722	667 550
Impôts futurs (note 16)	202 718	213 512
Dette à long terme (note 8)	463 376	805 017
Passifs liés aux intégrations (note 14 et note 18) et autres passifs à long terme	79 346	103 210
Total du passif avant obligations liées aux fonds des clients	1 502 162	1 789 289
Obligations liées aux fonds des clients (note 2)	155 378	154 723
	1 657 540	1 944 012
Engagements, éventualités et garanties (note 25)		
Capitaux propres		
Bénéfices non répartis	752 847	587 201
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 13)	(386 073)	(289 223)
	366 774	297 978
Capital-actions (note 9)	1 369 029	1 367 606
Surplus d'apport (note 10b)	82 465	82 436
	1 818 268	1 748 020
	3 475 808	3 692 032

Se reporter aux notes complémentaires.

Approuvé par le conseil

[signé]
MICHAEL E. ROACH
Directeur

[signé]
SERGE GODIN
Directeur

États consolidés des flux de trésorerie

EXERCICES TERMINÉS LES 30 SEPTEMBRE	2007	2006	2005
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	236 402	146 533	219 698
Ajustements pour :			
Amortissement (note 12)	200 954	198 895	231 597
Tranche hors caisse des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (note 14)	–	1 311	–
Crédits reportés	–	(781)	(3 038)
Impôts futurs (note 16)	10 054	(34 225)	35 650
Perte de change	3 457	1 914	1 993
Rémunération à base d'actions (note 10 a)	13 933	12 895	20 554
Vente de droit (note 15)	–	–	(11 000)
Gain sur la vente d'actifs	(700)	(10 475)	–
Gain sur la vente et bénéfice tiré d'un placement dans une société satellite (note 18)	–	–	(4 537)
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices (note 18)	251	–	–
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 21)	85 818	(10 471)	(10 208)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	550 169	305 596	480 709
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises (déduction faite des espèces) (note 18)	(17 298)	(25 620)	(66 229)
Produit tiré de la vente d'actifs et d'entreprises (déduction faite des espèces cédées) (note 18)	–	30 114	29 521
Produit tiré de la vente d'un placement dans une société satellite (note 18)	–	–	20 849
Produit tiré de la vente de droit (note 15)	–	–	11 000
Acquisitions d'immobilisations	(53 264)	(41 105)	(25 314)
Produit tiré de cessions d'immobilisations	1 371	562	6 663
Paiement des coûts liés à des contrats	(24 189)	(34 051)	(25 057)
Remboursement des coûts liés à des contrats à la suite de la résiliation d'un contrat	2 143	–	15 300
Acquisitions d'actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	(66 311)	(67 969)	(90 674)
Produit tiré de cessions d'actifs incorporels à durée de vie limitée	–	–	5 251
Diminution des autres actifs à long terme	908	2 677	12 413
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(156 640)	(135 392)	(106 277)
Activités de financement			
Augmentation de la facilité de crédit (note 8)	30 113	746 170	190 000
Remboursement de la facilité de crédit	(353 643)	(158 944)	(397 578)
Remboursement de la dette à long terme	(7 466)	(13 124)	(16 705)
Rachat d'actions subalternes classe A (déduction faite des coûts de rachat d'actions) (note 9)	(128 541)	(926 145)	(109 456)
Émission d'actions (déduction faite des coûts d'émission des actions) (note 9)	42 744	57 963	4 551
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies	(416 793)	(294 080)	(329 188)
Incidence de la variation des taux de change sur les espèces et quasi-espèces des activités poursuivies	(3 586)	(854)	(6 167)
(Diminution) augmentation nette des espèces et quasi-espèces des activités poursuivies	(26 850)	(124 730)	39 077
Montant net des espèces et quasi-espèces provenant des activités abandonnées (note 19)	–	–	759
Espèces et quasi-espèces au début	115 729	240 459	200 623
Espèces et quasi-espèces à la fin	88 879	115 729	240 459

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 21)

Se reporter aux notes complémentaires.

1 | Description des activités

Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), à savoir des services d'impartition, des services d'intégration de systèmes, des services-conseils, des licences d'utilisation de logiciels et des services de maintenance, ainsi que des services en gestion des processus d'affaires (« GPA »), afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée.

2 | Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, lesquels diffèrent à certains égards importants des PCGR des États-Unis. Un rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 27.

Certains chiffres correspondants des exercices précédents ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice 2007.

Modifications de conventions comptables

La Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (« ICCA »), qui s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date. L'adoption de ces nouveaux chapitres n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

- i) Le chapitre 3855, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* – Ce chapitre établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, sauf ceux classés comme détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, et tous les instruments financiers dérivés doivent être mesurés à leur juste valeur. Tous les passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction doivent être mesurés à leur juste valeur. Sinon, ils sont mesurés au coût après amortissement.

La Société a effectué les classements suivants :

- Les espèces, les quasi-espèces, et les actifs et les passifs liés au régime de rémunération différée ont été classés comme étant détenus à des fins de transaction et sont mesurés à leur juste valeur. La variation de la juste valeur est comptabilisée dans le bénéfice net.
- Les débiteurs, les travaux en cours et les fonds détenus pour des clients ont été classés comme prêts et créances et sont comptabilisés au coût après amortissement.
- Les créditeurs et charges à payer, la rémunération à payer, les passifs liés aux intégrations, la dette à long terme, les obligations liées à la mise hors-service d'immobilisations, la facilité à terme renouvelable et les obligations liées aux fonds des clients sont classés comme autres passifs et comptabilisés au coût après amortissement.

Les coûts de transactions sont composés principalement de frais légaux, frais comptables et autres coûts directement attribuables à l'émission des actifs et passifs financiers correspondants. Les coûts de transactions sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers classés comme autres que détenus à des fins de transaction. Suite à l'adoption de la politique, les coûts antérieurement présentés comme frais de financement différés ont été reclassés en diminution de la dette à long terme et furent ajustés par un crédit, déduction faite des impôts. L'ajustement a été porté aux bénéfices non répartis pour refléter l'utilisation de la méthode du taux d'intérêt effectif au lieu de la méthode de l'amortissement linéaire appliquée antérieurement. L'ajustement n'a pas eu d'incidence importante.

- ii) Le chapitre 3861, *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation* – Ce chapitre établit les normes pour la présentation des instruments financiers et les dérivés non financiers et identifie l'information relative qui devrait être présentée.
- iii) Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, et le chapitre 3251, *Capitaux propres* – Le résultat étendu représente la variation, au cours d'une période, de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les actionnaires de l'entreprise. Il comprend des éléments qui seraient normalement exclus du bénéfice net, notamment les variations de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes et les gains ou pertes non réalisés sur des instruments financiers disponibles pour la vente. Le chapitre 1530 établit de quelle façon présenter et divulguer le résultat étendu et ses composantes. Le chapitre 3251, *Capitaux propres*, remplace le chapitre 3250, *Surplus*, et décrit les normes concernant la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres qui découlent des nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*. À la suite de l'adoption de ce chapitre, les états financiers consolidés incluent dorénavant un état du résultat étendu.

2 | Sommaire des principales conventions comptables (SUITE)

iv) Le chapitre 3865, *Couvertures* – Ce chapitre précise dans quelles circonstances il convient d'appliquer la comptabilité de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est de s'assurer que tous les gains, pertes, produits et charges liés à un dérivé ainsi qu'à l'élément qu'il couvre sont comptabilisés à l'état des résultats au cours de la même période.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR au Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le processus de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés. Les éléments faisant l'objet d'estimations importantes incluent, mais ne sont pas limités à, la mesure de la provision pour créances douteuses, les rémunérations à base d'actions, les crédits d'impôt, l'évaluation des actifs à long terme et leur dépréciation, l'écart d'acquisition, les impôts sur les bénéfices, les provisions et les éventualités ainsi que les produits constatés.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et transactions intersociétés ont été éliminés. Les entreprises qui sont sous contrôle conjoint, ci-après appelées « coentreprises », sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les sociétés associées, sur lesquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Lorsque la Société n'exerce pas une influence notable, les participations sont comptabilisées au coût. La valeur comptable des participations est revue pour tenir compte des baisses et des autres variations non temporaires de valeur lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable risque de ne pas être recouvrée.

Constataion des produits, travaux en cours et produits reportés

La Société génère des produits essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en GPA.

Les services en TI proposent un vaste éventail de services en technologies de l'information : i) des services d'impartition ; ii) des services d'intégration de systèmes et des services-conseils ; iii) des licences d'utilisation de logiciels et iv) des services de maintenance. Les services en GPA incluent notamment la gestion des processus d'affaires pour le secteur des services financiers, ainsi que d'autres services comme la gestion de la paie et la gestion de documents.

La Société fournit des services dans le cadre de contrats contenant divers mécanismes de détermination des prix. La Société constate les produits lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, les services ont été rendus ou les biens livrés au client, la contrepartie qui sera obtenue pour les biens vendus est fixe ou mesurable et le recouvrement final est raisonnablement sûr. Si une entente inclut des prestations multiples, la valeur totale de l'entente est divisée en unités de comptabilisation distinctes lorsque : 1) les services fournis ou les biens livrés ont une valeur en soi pour le client ; 2) il existe des preuves objectives et fiables de la juste valeur des services non fournis ou des biens non livrés ; et 3) l'entente prévoit un droit de retour général relativement aux services fournis ou aux biens livrés, et la prestation des services non fournis ou la réalisation des biens non livrés est jugée probable et dépend pour l'essentiel du fournisseur. Si ces critères sont respectés, les honoraires totaux de l'entente sont répartis entre les différentes unités de comptabilisation en fonction de leurs justes valeurs.

Les provisions pour pertes estimatives d'un contrat, s'il y a lieu, sont constatées dans l'exercice au cours duquel la perte est déterminée. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des produits estimatifs du contrat.

Ententes d'impartition et de gestion des processus d'affaires

Les produits tirés des services d'impartition et de gestion des processus d'affaires en vertu d'ententes fondées sur le temps et les ressources ou sur des prix unitaires sont constatés aux prix stipulés dans les contrats à mesure que les services sont rendus. Si les prix unitaires contractuels fluctuent au cours de la durée de l'entente, alors la Société détermine s'il est plus approprié de constater les produits en fonction des prix unitaires moyens sur la durée du contrat ou selon les montants réels facturés.

Les produits tirés des services d'impartition et de gestion des processus d'affaires dans le cadre d'ententes fondées sur des prix fixes sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée de l'entente, sans égard aux montants facturés, à moins qu'il n'existe une meilleure façon de mesurer le rendement ou la prestation de services.

Services d'intégration de systèmes et services-conseils

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes fondées sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils dans le cadre d'ententes fondées sur les coûts sont constatés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils dans le cadre d'ententes à prix fixes sont comptabilisés en fonction de la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre. La Société emploie les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail engagées pour mesurer le degré d'avancement des travaux. Cette méthode se fonde sur des estimations des coûts totaux de main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main d'œuvre ou aux heures engagées pour évaluer le pourcentage du produit gagné. La direction révisé régulièrement les estimations relatives aux coûts totaux de main-d'œuvre ou au nombre total d'heures de travail prévus. Les révisions des estimations sont constatées dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle les faits à l'origine de la révision deviennent connus.

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes axées sur la rentabilité sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices générés par ces ententes atteindront la valeur à partir de laquelle la constatation des produits repose.

Licences d'utilisation de logiciels et ententes de maintenance

Les produits tirés des licences d'utilisation de logiciels sont constatés lorsque le logiciel a été livré au client, s'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, si le paiement des honoraires par le client est probable, si les honoraires sont fixes ou peuvent être établis et s'il existe une preuve objective, propre au fournisseur, de l'existence d'un accord permettant de répartir les honoraires totaux entre les différentes composantes d'une entente. Les preuves objectives propres au fournisseur s'appuient habituellement sur le prix demandé lorsqu'une composante est vendue séparément.

Dans les cas où les services de mise en œuvre sont essentiels au fonctionnement du logiciel ou lorsque le logiciel nécessite une importante adaptation, alors la Société constate les produits tirés des licences d'utilisation de logiciels selon la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre, telle que décrite précédemment.

Les produits tirés des services de maintenance des logiciels fournis et mis en œuvre sous licence sont constatés de façon proportionnelle sur la durée du contrat.

Travaux en cours et produits reportés

Les montants comptabilisés à titre de produits excédant les montants facturés sont classés dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des biens ou la prestation des services sont classés dans les produits reportés.

Remboursements

Les remboursements, y compris les remboursements relatifs aux frais de déplacement et aux autres dépenses semblables, ainsi que d'autres frais de tiers, tels que les frais de revente de matériel et de logiciel, sont compris dans les produits, et les charges correspondantes sont incluses dans les coûts des services.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties sur les durées de vie utiles estimatives suivantes, selon la méthode de l'amortissement linéaire :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée de vie utile ou de la durée du bail plus la première option de renouvellement
Mobilier et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

2 | Sommaire des principales conventions comptables (SUITE)

Fonds détenus pour des clients et obligations liées aux fonds des clients

Dans le cadre des services de paie, de production de documents fiscaux et services de réclamations, la Société recueille les fonds aux fins de versement des paies, des impôts et des réclamations; garde temporairement ces fonds jusqu'à ce que le paiement soit requis; verse les fonds aux employés des clients, aux autorités fiscales compétentes et aux bénéficiaires des réclamations; produit les documents fiscaux destinés au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux; et prend en charge les différentes correspondances et révisions. La Société présente séparément ces fonds détenus pour des clients ainsi que les obligations relatives à ces fonds.

Coûts liés à des contrats

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de l'acquisition et de la mise en œuvre de contrats de services en TI et en GPA à long terme. Ces actifs sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition.

Les coûts liés à l'acquisition et à la mise en œuvre de contrats de services en TI et en GPA à long terme qui sont engagés préalablement à l'obtention des contrats concernés sont comptabilisés à la dépense au fur et à mesure qu'ils sont encourus sauf dans les cas où il est presque certain que le contrat sera octroyé à la Société, auquel cas ils sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs.

Il arrive que des incitatifs soient accordés aux clients lors de la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs peuvent être accordés sous la forme de paiements en espèces, d'émission d'instruments de capitaux propres ou de réductions accordées principalement pendant une période de transition stipulée dans le contrat. Dans le cas d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré selon la juste valeur estimative des instruments à la date de leur octroi. Pour les réductions, le coût est mesuré selon la valeur des engagements financiers accordés et un montant correspondant est enregistré à titre de produits reportés dans les autres passifs à long terme. À mesure que les services sont rendus au client, le montant est amorti et comptabilisé en réduction des produits.

Les immobilisations acquises d'un client dans le cadre des contrats d'impartition sont capitalisées comme telles et amorties conformément aux politiques en matière d'amortissement décrites précédemment. L'excédent du montant versé sur la juste valeur des immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat d'impartition est considéré comme un incitatif accordé au client et est comptabilisé de la manière décrite dans le paragraphe précédent.

Les coûts de transition comprennent les frais liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, la relocalisation des employés mutés et la sortie des établissements des clients. Pour les contrats de services en GPA, les coûts comprennent principalement les frais liés à la conversion des applications du client sur les plates-formes de la Société. Ces coûts différentiels se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages sociaux connexes, de même que les frais de sous-traitance.

Actifs incorporels à durée de vie limitée

Les actifs incorporels à durée de vie limitée comprennent principalement les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients.

Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés au coût. Les solutions d'affaires développées à l'interne aux fins de commercialisation sont capitalisées si elles répondent aux critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur l'estimation des produits nets qu'elles pourront dégager dans le futur. Les relations clients acquises lors de regroupements d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus.

La Société amortit les actifs incorporels à durée de vie limitée selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie estimatives suivantes :

Logiciels pour utilisation interne	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences d'utilisation de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 15 ans

Autres actifs à long terme

Les autres actifs à long terme sont constitués principalement d'ententes à long terme de maintenance, d'actifs liés aux régimes de retraite différés (note 24) et aux frais de financement différés (note 8). La Société amortit ses ententes de maintenance à long terme selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de la durée du contrat.

Dépréciation d'actifs à long terme

Dans le cas où des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme tels que les immobilisations, les coûts liés à des contrats et les actifs incorporels à durée de vie limitée pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimés, non actualisés, sont projetés sur la durée de vie restante et comparés à la valeur comptable. Lorsque de telles projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés ne sont pas suffisants pour récupérer la valeur comptable des actifs sous-jacents, une charge est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable à un montant égal aux flux de trésorerie actualisés prévus.

Regroupements d'entreprises et écart d'acquisition

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société comptabilise le coût d'acquisition dans les actifs corporels et incorporels acquis ainsi que dans les passifs pris en charge en fonction de la juste valeur estimative de ces éléments à la date de l'acquisition, et affecte l'excédent du coût d'acquisition à l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, pour chaque unité d'exploitation, au moins une fois par année ou lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la juste valeur de l'unité d'exploitation pourrait être moindre que sa valeur comptable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur.

Passifs liés aux intégrations

Les passifs liés aux intégrations se composent de passifs pour des frais engagés lors du regroupement d'entreprises et d'activités de restructuration, tels que les prestations de cessation d'emploi de certains employés des entreprises acquises qui exercent des fonctions déjà remplies dans la structure existante, et les provisions liées à des contrats de location portant sur des locaux que les entreprises acquises occupaient et que la Société compte quitter.

Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action est établi en fonction de la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation au cours de la période. L'effet dilutif des options sur actions est établi en utilisant la méthode du rachat d'actions.

Frais de recherche et de développement de logiciels

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Des frais de recherche totalisant 35 661 000 \$ (27 909 000 \$ pour l'exercice 2006 et 25 949 000 \$ pour l'exercice 2005) sont inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration. Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôts à l'investissement connexe, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, à moins qu'ils ne remplissent les critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Au cours de l'exercice, la Société a engagé 73 125 000 \$ de frais directs de recherche et de développement de logiciels (68 905 000 \$ pour l'exercice 2006 et 78 200 000 \$ pour l'exercice 2005).

Les frais de développement de logiciels sont comptabilisés comme actif intangible à durée de vie limitée pour un montant de 37 261 000 \$ (40 071 000 \$ pour l'exercice 2006 et 52 295 000 \$ pour l'exercice 2005). Des crédits d'impôt totalisant 203 000 \$ ont été comptabilisés en réduction de ces actifs pour l'exercice terminé le 30 septembre 2007 (925 000 \$ pour l'exercice 2006 et aucun pour l'exercice 2005).

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'actif et du passif fiscal. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés à partir des écarts temporaires déductibles ou taxables entre les montants inscrits pour la présentation des états financiers et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et en utilisant les taux en vigueur ou pratiquement en vigueur pendant l'année où il est prévu que ces différences seront renversées. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'une partie de l'actif des impôts futurs ne pourra pas être réalisée.

Conversion des devises

Les produits et les charges libellés en devises sont enregistrés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes de change non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net.

Les filiales autonomes qui exercent des activités économiques largement indépendantes de la société mère sont comptabilisées selon la méthode du taux courant. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs de filiales libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont accumulés et enregistrés à titre de variation nette des gains ou pertes non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dans les états consolidés du résultat étendu. En conséquence des écarts découlant de la conversion des états financiers des filiales

2 | Sommaire des principales conventions comptables (SUITE)

étrangères, le cumul des autres éléments du résultat étendu a varié de 96 850 000 \$ et 38 440 000 \$ pendant les exercices 2007 et 2006, respectivement. Ces variations sont principalement attribuables à la conversion de l'écart d'acquisition libellé en dollars américains (note 7).

Les comptes des filiales étrangères, qui sont dépendantes de la société mère du point de vue financier ou de l'exploitation, sont comptabilisés selon la méthode temporelle. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et les passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes de change de ces filiales sont inclus dans le bénéfice net.

Rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions est comptabilisée selon la méthode de la juste valeur. Cette méthode consiste à comptabiliser aux résultats une charge répartie sur la durée de levée des options octroyées. Lorsque les options sont levées, toute contrepartie payée par les employés est créditée au capital-actions et la juste valeur comptabilisée de l'option est enlevée du surplus d'apport et créditée au capital-actions.

Instruments financiers

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des cours de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers à des fins de transaction.

La Société a désigné des notes principales non garanties en devises américaines de 192 000 000 \$ US comme instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonome (note 26). Les gains ou les pertes de change provenant de l'investissement net sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat étendu. Les gains ou les pertes de change réalisés et non réalisés sur les instruments financiers qui couvrent l'investissement net sont également comptabilisés dans les états consolidés du résultat étendu.

De temps à autre, la Société a aussi recours à des contrats à terme pour couvrir des entrées de fonds prévues dans d'autres devises que la devise fonctionnelle des filiales de la Société. Les gains ou les pertes de ces contrats à terme en devises, identifiés comme couverture pour des engagements formels et des transactions prévues, sont comptabilisés dans les coûts des services et frais de vente et d'administration lorsque la transaction sous-jacente est réalisée.

L'efficacité de chaque couverture est testée périodiquement tout au long de l'exercice.

Modifications comptables futures

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel :

- a) Le chapitre 3862, *Instruments financiers – Informations à fournir* – applicable pour les périodes intérimaires débutant le 1^{er} octobre 2007 ou après cette date. Ce chapitre établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, ainsi que la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Ce chapitre ainsi que le chapitre 3863, *Instruments financiers – Présentation*, remplaceront le chapitre 3861, *Instruments financiers – Informations à fournir*.
- b) Le chapitre 3863, *Instruments financiers – Présentation* – applicable pour les périodes intérimaires débutant le 1^{er} octobre 2007 ou après cette date. Ce chapitre établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers.
- c) Le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital* – applicable pour les périodes intérimaires débutant le 1^{er} octobre 2007 ou après cette date. Ce chapitre établit des normes relatives à la présentation d'informations sur le capital de l'entité et à la façon dont il est géré. Il décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives utilisées aux fins du calcul du capital. Il exige que l'entité indique si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital, et sinon, les conséquences de cette dérogation.

La Société a déterminé que ces normes n'auront pas une incidence importante car elles concernent les règles de présentation des renseignements.

3 | Débiteurs

	2007	2006
	\$	\$
Clients	390 579	376 383
Autres ¹	88 401	103 384
	478 980	479 767

1 Les autres débiteurs comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux programmes de la Cité du commerce électronique, de la Cité du multimédia, du Carrefour de la nouvelle économie et de RS&DE, ainsi qu'à d'autres programmes de crédits d'impôt, d'un montant d'environ 66 003 000 \$ et 80 943 000 \$ pour les exercices 2007 et 2006, respectivement.

La Société est définie comme une société admissible qui exerce des « activités admissibles » en vertu des modalités prévues dans divers programmes de crédits d'impôt du gouvernement du Québec, relativement aux salaires liés aux employés admissibles travaillant principalement dans des zones désignées dans la province de Québec, au Canada. La Société doit obtenir annuellement un certificat d'admissibilité auprès du gouvernement du Québec. Ces programmes ont été conçus afin d'appuyer la création d'emplois et les efforts de revitalisation de certaines zones urbaines.

Pour être admissible à la majorité des crédits d'impôt, la Société a également transféré un certain nombre de ses employés dans des immeubles désignés. Le coût du loyer des immeubles désignés est considérablement plus élevé que celui de ses installations antérieures. Au 30 septembre 2007, le solde des engagements pour le coût des loyers pour ces établissements, qui s'étendent sur une période d'un à 16 ans, s'établissait à 467 604 000 \$. Les crédits d'impôt sont calculés à des taux variant de 35 % à 40 % sur les salaires versés au Québec, jusqu'à concurrence de 12 500 \$ à 15 000 \$ par année par employé admissible. Pour la Cité du commerce électronique, le taux peut varier selon la création d'un nombre suffisant d'emplois au Québec. Le taux est établi en utilisant une formule prédéterminée et ne peut pas dépasser 35 % ou 12 500 \$. Au 30 septembre 2007, la Société est admissible à un remboursement en utilisant un taux de 35 %.

4 | Immobilisations

	2007			2006		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrain et bâtiment	10 561	2 037	8 524	5 766	1 372	4 394
Améliorations locatives	135 760	51 639	84 121	124 031	40 811	83 220
Mobilier et agencements	37 803	19 416	18 387	28 596	16 315	12 281
Matériel informatique	94 294	58 974	35 320	69 253	49 116	20 137
	278 418	132 066	146 352	227 646	107 614	120 032

Les immobilisations comprennent des actifs acquis en vertu de contrats de location-acquisition totalisant 10 268 000 \$ (2 589 000 \$ pour l'exercice 2006), déduction faite de l'amortissement cumulé de 4 705 000 \$ (3 520 000 \$ pour l'exercice 2006).

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations proviennent de contrats de location-exploitation de locaux dans différents établissements qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux dans leur état initial à l'échéance des contrats. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 1 735 000 \$ (2 364 000 \$ pour l'exercice 2006), qui sont comptabilisées dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme, ont été basées sur des flux de trésorerie estimatifs non actualisés de 2 736 000 \$ (3 400 000 \$ pour l'exercice 2006) et en utilisant le taux d'actualisation de 5,12 % (5,50 % pour l'exercice 2006). L'échéancier du paiement de ces obligations s'échelonne sur une période d'un à 20 ans.

5 | Coûts liés à des contrats

	2007			2006		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Incitatifs	241 764	142 989	98 775	250 691	130 167	120 524
Coûts de transition	143 139	49 192	93 947	127 357	33 193	94 164
	384 903	192 181	192 722	378 048	163 360	214 688

6 | Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme

	2007			2006		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Logiciels pour utilisation interne	78 767	38 574	40 193	77 874	34 724	43 150
Solutions d'affaires	271 177	118 766	152 411	258 566	80 103	178 463
Licences d'utilisation de logiciels	114 666	80 702	33 964	120 557	78 373	42 184
Relations clients et autres	353 879	162 698	191 181	367 404	131 596	235 808
Actifs incorporels à durée de vie limitée	818 489	400 740	417 749	824 401	324 796	499 605
Frais de financement reportés			6 481			6 475
Régime de rémunération différée (note 24)			12 206			9 943
Contrat de maintenance à long terme			16 159			3 294
Autres			3 116			4 015
Autres actifs à long terme			37 962			23 727
Total des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme			455 711			523 332

L'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée inclus dans les états consolidés des résultats se détaille comme suit :

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Logiciels pour utilisation interne	10 835	10 839	16 731
Solutions d'affaires	49 893	35 298	29 175
Licences d'utilisation de logiciels	22 422	29 983	31 653
Relations clients et autres	41 214	43 597	47 536
	124 364	119 717	125 095

7 | Écart d'acquisition

La Société a choisi le 30 septembre comme date pour le test de dépréciation annuel. La Société a effectué le test de dépréciation annuel au 30 septembre 2007. D'après les résultats de ce test, aucune charge de dépréciation n'a été constatée.

Les variations de l'écart d'acquisition se présentent comme suit :

	2007			2006		
	SERVICES EN TI	GPA	TOTAL	SERVICES EN TI	GPA	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	1 477 059	260 827	1 737 886	1 494 133	279 237	1 773 370
Acquisitions (note 18)	19 620	-	19 620	18 070	-	18 070
Ajustements liés au coût d'acquisition (note 18)	(4 553)	(414)	(4 967)	(6 611)	119	(6 492)
Cession d'actifs (filiales en 2006) (note 18)	-	-	-	-	(13 172)	(13 172)
Écart de conversion	(79 910)	(13 917)	(93 827)	(28 533)	(5 357)	(33 890)
Solde à la fin de la période	1 412 216	246 496	1 658 712	1 477 059	260 827	1 737 886

8 | Dette à long terme

	2007	2006
	\$	\$
Notes principales non garanties en devises américaines, portant intérêt au taux moyen pondéré de 4,97 %, remboursables par des versements de 84 685 500 \$ en 2009, de 86 678 100 \$ en 2011 et 19 926 000 \$ en 2014, déduction faite des intérêts imputés de 1 764 995 \$ ¹	189 525	214 138
Facilité à terme renouvelable engagée non garantie, portant intérêt au taux LIBOR majoré de 0,63 % ou au taux de l'acceptation bancaire majoré de 0,63 % et échéant en 2012 ²	263 696	587 226
Obligation portant intérêt au taux de 1,60 %, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant en 2008	1 214	5 777
Soldes des coûts d'acquisition liés aux acquisitions d'entreprises, ne portant pas intérêt, remboursables en plusieurs versements jusqu'en 2009. Ces soldes ont été comptabilisés à leur valeur actualisée selon un taux de 5,60 % ou 7,00 %	10 112	4 399
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt au taux moyen pondéré de 5,92 %, remboursables par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2012	8 644	781
Tranche de la dette à long terme de la coentreprise		
Emprunt à terme garanti, portant intérêt au taux de 5,71 %, remboursé en 2007	–	539
Autres	–	399
	473 191	813 259
Tranche à court terme	9 815	8 242
	463 376	805 017

1 La dette privée de 192 000 000 \$ US financée par des investisseurs institutionnels américains comprend trois tranches de billets de premier rang non garantis, échéant en janvier 2009, 2011 et 2014, et a été émise le 29 janvier 2004, avec une échéance moyenne pondérée de 6,4 années. Les notes principales non garanties en devises américaines contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers. Au 30 septembre 2007, la Société respecte ces ratios financiers.

2 Le 13 août 2007, la Société a modifié son entente de crédit renouvelable non garantie d'une durée de cinq ans pour augmenter sa capacité à 1 500 000 000 \$, et a prolongé le terme jusqu'en août 2012. Le terme de cinq ans peut être prolongé annuellement. Au 30 septembre 2007, une somme de 265 000 000 \$ a été retirée de cette facilité. De plus, un montant de 15 500 000 \$ de cette facilité a été mis en garantie pour couvrir diverses lettres de crédit émises aux clients et à des tiers. Des frais de financement de 2 975 000 \$ ont été engagés pendant l'exercice et ont été comptabilisés dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme. Outre cette entente de crédit renouvelable, la Société dispose de marges de crédit remboursables à vue de 25 000 000 \$. Au 30 septembre 2007, aucun montant n'avait été retiré de ces facilités. La facilité de crédit renouvelable contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers. Au 30 septembre 2007, la Société respecte ces ratios financiers.

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2008	7 396
2009	88 090
2010	–
2011	85 738
2012	263 696
Suivants	19 627
Total des remboursements de capital sur la dette à long terme	464 547

Versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition :

	CAPITAL	INTÉRÊTS	PAIEMENT
	\$	\$	\$
2008	2 419	443	2 862
2009	2 372	303	2 675
2010	2 171	165	2 336
2011	1 349	60	1 409
2012	333	32	365
Total des versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition	8 644	1 003	9 647

9 | Capital-actions

Autorisé, un nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B se concrétisent ;

Actions classe B, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

Au cours de 2007, 2006 et 2005, les actions subalternes classe A et classe B ont évolué comme suit :

	ACTIONS SUBALTERNES CLASSE A		ACTIONS CLASSE B			TOTAL
	NOMBRE	VALEUR COMPTABLE	NOMBRE	VALEUR COMPTABLE	NOMBRE	VALEUR COMPTABLE
		\$		\$		\$
Solde au 30 septembre 2004	410 720 891	1 775 362	33 772 168	44 868	444 493 059	1 820 230
Rachetées et annulées ¹	(14 078 360)	(60 998)	–	–	(14 078 360)	(60 998)
Rachetées et non annulées ¹	–	(3 665)	–	–	–	(3 665)
Options levées ²	805 798	7 406	–	–	805 798	7 406
Solde au 30 septembre 2005	397 448 329	1 718 105	33 772 168	44 868	431 220 497	1 762 973
Rachetées et annulées ¹	(108 315 500)	(466 994)	–	–	(108 315 500)	(466 994)
Rachetées et non annulées ¹	–	(4 028)	–	–	–	(4 028)
Options levées ²	1 220 820	11 818	–	–	1 220 820	11 818
Options levées en contrepartie de bons de souscription ³	7 021 096	60 260	546 131	3 577	7 567 227	63 837
Converties en contrepartie de bons de souscription ³	110 140	721	(110 140)	(721)	–	–
Solde au 30 septembre 2006	297 484 885	1 319 882	34 208 159	47 724	331 693 044	1 367 606
Rachetées et annulées ¹	(12 484 000)	(52 203)	–	–	(12 484 000)	(52 203)
Rachetées et non annulées ¹	–	(3 461)	–	–	–	(3 461)
Options levées ²	5 544 830	57 087	–	–	5 544 830	57 087
Solde au 30 septembre 2007	290 545 715	1 321 305	34 208 159	47 724	324 753 874	1 369 029

1 Le 30 janvier 2007, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société et le rachat, au cours de l'année suivante, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de la Société. La Société a par la suite obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat. L'offre publique de rachat permettait à la Société d'acheter jusqu'à 29 091 303 actions subalternes classe A sur le marché libre, par l'entremise de la Bourse de Toronto, afin de les annuler. L'achat d'actions subalternes classe A en vertu de l'offre publique de rachat a commencé le 5 février 2007 et devait se terminer au plus tard le 4 février 2008, ou plus tôt si la Société complétait le rachat ou décidait de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance. Pendant l'exercice 2006, sous un programme similaire, 29 288 443 actions subalternes classe A pouvaient être rachetées entre le 3 février 2006 et le 2 février 2007. Pendant l'exercice 2007, la Société a racheté 12 339 400 actions subalternes classe A (8 374 400 pendant l'exercice 2006 et 14 896 200 pour l'exercice 2005), pour une contrepartie de 126 420 000 \$ (59 631 000 \$ pour l'exercice 2006 et 116 439 000 \$ pour l'exercice 2005). L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées, au montant de 70 756 000 \$ (22 364 000 \$ pour l'exercice 2006 et 51 978 000 \$ pour l'exercice 2005) a été enregistré dans les bénéfices non répartis. Au 30 septembre 2007, 760 500 actions subalternes classe A rachetées (905 100 pendant l'exercice 2006 et 846 200 pendant l'exercice 2005) d'une valeur comptable de 3 461 000 \$ (4 028 000 \$ pour l'exercice 2006 et 3 665 000 \$ pour l'exercice 2005) et d'une valeur de rachat de 8 538 000 \$ (6 661 000 \$ pour l'exercice 2006 et 7 185 000 \$ pour l'exercice 2005) étaient détenues par la Société et annulées après la fin d'exercice. Du 8 538 000 \$, un montant de 4 540 000 \$ n'était pas encore payé.

Le 12 janvier 2006, la Société a conclu une transaction en vertu de laquelle la Société a racheté de BCE, pour annulation, 100 000 000 d'actions subalternes classe A au prix de 8,5923 \$ par action, pour un montant total de 859 230 000 \$. L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées, qui s'élevait à 425 475 000 \$, de même que le coût de rachat des actions de 6 760 000 \$, ont été comptabilisés dans les bénéfices non répartis.

Pendant l'exercice 2005, la Société a reçu et annulé 28 360 actions subalternes classe A pour une contrepartie de 202 000 \$ à titre de règlement d'un débiteur comptabilisé pendant l'exercice 2003 dans le cadre d'une acquisition d'entreprise.

2 La valeur comptable des actions subalternes classe A inclut un montant de 13 904 000 \$ (3 421 000 \$ pour l'exercice 2006 et 2 855 000 \$ pour l'exercice 2005) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur de l'exercice des options liées à la rémunération à base d'actions depuis son début ainsi que la valeur des options exercées dans le cadre d'acquisitions.

3 Le 22 mars 2006, un bon de souscription a été exercé par un porteur pour racheter 4 000 000 d'actions subalternes classe A de la Société, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 26 200 000 \$. La valeur comptable de ces actions subalternes classe A inclut un montant de 14 271 000 \$ qui a été enregistré auparavant sous la rubrique Bons de souscription représentant le coût lié aux bons de souscription. Le 6 avril 2006, des bons de souscription ont été exercés par un autre porteur, donnant lieu à une émission de 3 021 096 actions subalternes classe A et de 110 140 actions classe B de la Société, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 20 510 000 \$. Au même moment, ce porteur a converti 110 140 actions classe B en 110 140 actions subalternes classe A, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 721 000 \$. De plus, le 28 avril 2006, les actionnaires des actions classe B de la Société ont exercé leurs bons de souscription totalisant 435 991 actions classe B au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 2 856 000 \$.

10 | Options sur actions, surplus d'apport et bons de souscription

A) Options sur actions

En vertu du régime d'options d'achat d'actions, le conseil d'administration peut, à son gré, octroyer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix de levée est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture d'une action subalterne classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'octroi. Les options deviennent généralement acquises d'un à trois ans après la date d'octroi, conditionnellement à l'atteinte d'objectifs, et doivent être levées dans un délai de dix ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2007, 50 347 129 actions subalternes classe A étaient réservées pour émission en vertu du Régime d'options d'achat d'actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours octroyées par la Société pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2007		2006		2005	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ PAR ACTION	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ PAR ACTION	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ PAR ACTION
		\$		\$		\$
En cours au début de l'exercice	29 956 711	8,57	26 538 654	8,79	25 537 300	9,20
Octroyées	3 960 405	7,74	8 738 601	8,06	5 079 636	8,48
Levées	(5 544 830)	7,79	(1 220 820)	6,87	(805 798)	5,61
Éteintes ou échues	(3 872 400)	8,92	(4 099 724)	9,27	(3 272 484)	11,60
En cours à la fin de l'exercice	24 499 886	8,52	29 956 711	8,57	26 538 654	8,79
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	18 507 376	8,90	21 588 443	8,80	21 308 252	8,89

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2007 :

	OPTIONS EN COURS				OPTIONS POUVANT ÊTRE LEVÉES	
	FOURCHETTE DES PRIX DE LEVÉE	NOMBRE D'OPTIONS	DURÉE CONTRACTUELLE MOYENNE PONDÉRÉE À COURIR (EN ANNÉES)	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ
	\$			\$		\$
	1,64 à 2,32	77 396	3,23	1,99	77 396	1,99
	3,75 à 6,98	4 386 498	6,65	6,43	2 148 998	6,17
	7,00 à 7,87	7 389 488	7,57	7,75	3 668 388	7,77
	8,00 à 8,99	9 289 409	6,17	8,63	9 255 499	8,63
	9,05 à 10,92	1 435 256	3,33	9,82	1 435 256	9,82
	11,34 à 14,85	826 616	1,35	13,15	826 616	13,15
	15,00 à 18,40	1 079 583	2,00	16,15	1 079 583	16,15
	24,51 à 26,03	15 640	2,32	25,97	15 640	25,97
		24 499 886	6,15	8,52	18 507 376	8,90

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer la charge de rémunération à base d'actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2007	2006	2005
Rémunération à base d'actions (\$)	13 933	12 895	20 554
Taux de dividende (%)	0,00	0,00	0,00
Volatilité prévue (%)	29,48	36,13	45,80
Taux d'intérêt sans risque (%)	3,90	3,97	3,92
Durée de vie prévue (années)	5,00	5,00	5,00
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi (\$)	2,60	3,13	3,85

10 | Options sur actions, surplus d'apport et bons de souscription (SUITE)

B) Surplus d'apport

Le tableau suivant présente la variation du surplus d'apport depuis le 30 septembre 2004 :

	\$
Solde au 30 septembre 2004	49 879
Coût de rémunération lié aux options levées et prises en compte dans le cadre d'acquisitions	(1 136)
Coût de rémunération lié aux options levées	(1 719)
Juste valeur des options octroyées	20 554
Solde au 30 septembre 2005	67 578
Coût de rémunération lié aux options levées et prises en compte dans le cadre d'acquisitions	(152)
Coût de rémunération lié aux options levées	(3 269)
Juste valeur des options octroyées	12 895
Valeur comptable des bons de souscription échus ¹	5 384
Solde au 30 septembre 2006	82 436
Coût de rémunération lié aux options levées	(13 904)
Juste valeur des options octroyées	13 933
Solde au 30 septembre 2007	82 465

¹ Le 13 juin 2006, 1 118 210 bons de souscription d'un des porteurs sont venus à échéance, engendrant un transfert de leur valeur comptable de 5 384 000 \$ de la rubrique Bons de souscription à la rubrique Surplus d'apport.

11 | Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2007			2006				2005		
	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D'ACTIONS EN CIRCULATION ¹ (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D'ACTIONS EN CIRCULATION ¹ (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D'ACTIONS EN CIRCULATION ¹ (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION	
	\$		\$	\$		\$	\$		\$	
Options dilutives ²	236 402	329 016 756	0,72	146 533	362 783 618	0,40	216 488	439 349 210	0,49	
Bons de souscription dilutifs ²	-	4 859 808	-	-	1 224 463	-	-	1 077 743	-	
	-	-	-	-	698 575	-	-	1 146 559	-	
	236 402	333 876 564	0,71	146 533	364 706 656	0,40	216 488	441 573 512	0,49	

¹ Les 12 339 400 actions subalternes classe A rachetées au cours de l'exercice (108 374 400 pendant l'exercice 2006 et 14 924 560 pendant l'exercice 2005) ont été exclues du calcul du bénéfice par action à compter de la date de leur rachat.

² Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options et les bons de souscription dont l'effet est antidilutif puisque leur prix de levée est plus élevé que la valeur marchande moyenne de l'action subalterne classe A de la Société pour chacune des périodes présentées dans le tableau. Le nombre d'options exclues était de 3 162 074, 18 255 009 et 22 140 883 pour les exercices terminés les 30 septembre 2007, 2006 et 2005, respectivement. Le nombre de bons de souscription exclus était nul pour les exercices terminés les 30 septembre 2007 et 2006, et de 2 113 041 pour l'exercice terminé le 30 septembre 2005.

12 | Amortissement

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations	33 808	35 138	41 420
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	19 476	14 914	14 502
Amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée (note 6)	124 364	119 717	125 095
Radiation des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée ¹	–	997	18 266
	177 648	170 766	199 283
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits)	21 946	24 294	28 314
Radiation des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présentée à titre de réduction des produits) ¹	–	2 308	3 336
	199 594	197 368	230 933
Amortissement des autres actifs à long terme (présenté dans les coûts des services et frais de vente et d'administration et dans les intérêts sur la dette à long terme)	1 360	1 527	664
	200 954	198 895	231 597

¹ Les radiations des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée sont reliées à certains actifs dont le rendement est insuffisant et desquels aucun avantage futur n'est prévu.

13 | Cumul des autres éléments du résultat étendu

	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2004	(158 659)
Variation nette des pertes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(111 792)
Variation nette des gains non réalisés de change sur la conversion de la dette à long terme désignée comme couverture d'un investissement net dans des filiales autonomes étrangères	19 737
Impôts sur les autres éléments du résultat étendu	(69)
Variation	(92 124)
Solde au 30 septembre 2005	(250 783)
Variation nette des pertes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(47 857)
Variation nette des gains non réalisés de change sur la conversion de la dette à long terme désignée comme couverture d'un investissement net dans des filiales autonomes étrangères	8 794
Impôts sur les autres éléments du résultat étendu	623
Variation	(38 440)
Solde au 30 septembre 2006	(289 223)
Variation nette des pertes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(118 785)
Variation nette des gains non réalisés de change sur la conversion de la dette à long terme désignée comme couverture d'un investissement net dans des filiales autonomes étrangères	22 848
Impôts sur les autres éléments du résultat étendu	(913)
Variation	(96 850)
Solde au 30 septembre 2007	(386 073)

14 | Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Le 29 mars 2006, la Société a annoncé un plan de réorganisation affectant des membres localisés principalement à Montréal et à Toronto. Une part importante des suppressions de postes découlait du fait que le volume de travail provenant de BCE était moins important que prévu. Environ 1 150 postes ont été abolis. Le plan de réorganisation a été complété le 31 décembre 2006. En vertu de l'accord signé le 12 janvier 2006 entre BCE et la Société, BCE a accepté de partager les coûts de cessation d'emploi applicables au-delà de 100 suppressions de postes, et sa contribution maximale a été établie à 10 000 000 \$.

Les frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques engagés ont totalisé 90 276 000 \$, dont 61 986 000 \$ (déduction faite de la contribution de BCE) pour la cessation d'emploi et 28 290 000 \$ pour la consolidation et la fermeture d'installations. Le montant de 90 276 000 \$ a été séparé par segment comme suit : 69 353 000 \$ pour les services en TI, 8 152 000 \$ pour les services en GPA et 12 771 000 \$ pour le siège social.

Le tableau suivant présente les détails des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques enregistrés dans les états des résultats au cours des exercices terminés les 30 septembre 2007 et 2006 :

	CESSATION D'EMPLOI	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	TOTAL
	\$	\$	\$
Services en TI	50 734	12 747	63 481
GPA	2 343	315	2 658
Siège social	7 894	2 754	10 648
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	60 971	15 816	76 787
Contribution de BCE ¹	(9 521)	–	(9 521)
Total des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques comptabilisés en 2006	51 450	15 816	67 266
Services en TI	9 172	6 700	15 872
GPA	166	5 328	5 494
Siège social	1 677	446	2 123
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	11 015	12 474	23 489
Contribution de BCE ¹	(479)	–	(479)
Total des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques comptabilisés en 2007	10 536	12 474	23 010

¹ Au 30 septembre 2007 et 2006, la contribution de BCE avait été reçue.

Le tableau suivant présente les composantes de la provision pour frais de réorganisation incluses dans la rémunération à payer, les crédettes et charges à payer, ainsi que dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme :

	CESSATION D'EMPLOI	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	TOTAL
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2005	–	–	–
Nouveaux frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	60 971	15 816	76 787
Écart de conversion	60	(33)	27
Paiements effectués pendant l'exercice 2006	(52 429)	(9 027)	(61 456)
Portion hors-caisse des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	–	(1 311)	(1 311)
Solde au 30 septembre 2006¹	8 602	5 445	14 047
Nouveaux frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	11 015	12 474	23 489
Écart de conversion	27	154	181
Paiements effectués pendant l'exercice 2007	(18 455)	(8 684)	(27 139)
Solde au 30 septembre 2007¹	1 189	9 389	10 578

¹ Du solde restant, 1 189 000 \$ (8 602 000 \$ pour l'exercice 2006) sont inclus dans la rémunération à payer, 3 987 000 \$ (3 855 000 \$ pour l'exercice 2006) sont inclus dans les crédettes et charges à payer et 5 402 000 \$ (1 590 000 \$ pour l'exercice 2006) sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

15 | Vente de droit

Pendant l'exercice 2005, la Société a conclu une entente avec une institution financière en vertu de laquelle, en échange d'une contrepartie de 13 500 000 \$, la Société a cédé à cette institution financière le droit d'accès aux coopératives canadiennes de crédit (« coopératives de crédit »), clientes de la Société, dans le but de leur offrir ses solutions d'affaires. Une tranche de 2 500 000 \$ a été comptabilisée à titre de produits reportés à long terme, inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme, et sera imputée aux résultats lorsque certaines conditions seront remplies. Un montant additionnel pouvant aller jusqu'à un maximum de 10 000 000 \$ pourrait être reçu par la Société, selon le nombre de clients de la coopérative de crédit qui feront la transition vers la solution d'affaires proposée par l'institution financière. La Société continuera à soutenir les coopératives de crédit qui utilisent ses solutions et méthodologies actuelles jusqu'à ce que la transition soit complétée. À la suite de cette transaction, les coûts liés à des contrats et les solutions d'affaires liés aux coopératives de crédit ont été dépréciés de 5 106 000 \$ et 4 495 000 \$, respectivement, et présentés à titre de charge d'amortissement pendant l'exercice 2005.

16 | Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts s'établit comme suit :

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Exigibles	106 240	105 198	78 476
Futurs	10 054	(34 225)	35 650
	116 294	70 973	114 126

Le taux d'imposition effectif de la Société est différent du taux d'imposition combiné prévu par les lois fédérales et provinciales et il s'établit comme suit :

	2007	2006	2005
	%	%	%
Taux d'imposition statutaire de la compagnie mère	32,0	31,7	31,0
Effet des écarts des taux d'imposition provinciaux et étrangers	3,0	2,5	3,7
Bénéfice résultant du placement dans des filiales	(3,2)	(4,0)	(3,1)
Options sur actions non déductibles	0,8	1,9	1,9
Autres éléments non déductibles	1,0	1,0	0,3
Congé d'impôt fiscal corporatif	(1,1)	–	–
Incidence sur le solde d'impôts futurs résultant du changement des taux d'imposition	0,4	(0,9)	–
Provision pour moins-value se rapportant aux économies d'impôts découlant des pertes	0,1	–	0,1
Autres	–	0,4	0,3
Taux d'imposition effectif	33,0	32,6	34,2

16 | Impôts sur les bénéfiques (SUITE)

Les actifs et passifs d'impôts futurs se détaillent comme suit aux 30 septembre :

	2007	2006
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs :		
Passifs liés aux charges d'intégration et créditeurs et charges à payer	12 155	29 676
Économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes	56 019	78 901
Immobilisations, coûts liés à des contrats et actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	4 695	2 194
Rémunération à payer	24 731	21 516
Provision pour créances douteuses	2 533	1 359
Frais de financement et coûts d'émission des actions	137	1 394
Autres	1 446	5 766
	101 716	140 806
Provision pour moins-value	(21 166)	(24 641)
	80 550	116 165
Passifs d'impôts futurs :		
Immobilisations, coûts liés à des contrats et actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	210 666	240 552
Travaux en cours	21 682	14 536
Écart d'acquisition	17 149	15 577
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	19 572	26 545
Autres	3 153	3 996
	272 222	301 206
Impôts futurs, montant net	(191 672)	(185 041)

Les impôts futurs sont classés comme suit :

	2007	2006
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs à court terme	30 522	33 728
Actifs d'impôts futurs à long terme	4 928	25 127
Passifs d'impôts futurs à court terme	(24 404)	(30 384)
Passifs d'impôts futurs à long terme	(202 718)	(213 512)
Passifs d'impôts futurs, montant net	(191 672)	(185 041)

Au 30 septembre 2007, la Société dispose de reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation totalisant 151 886 000 \$ dont 146 427 000 \$ ayant des échéances diverses jusqu'en 2020 et 5 459 000 \$ ayant aucune échéance. La Société a constaté des économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes de 56 019 000 \$ et a constaté une provision pour moins-value de 21 166 000 \$ en relation avec ces pertes dans la mesure où il a été établi que leur réalisation est improbable. Si cette provision pour moins-value se renverse, l'écart d'acquisition serait réduit d'approximativement 19 756 000 \$ et la charge d'impôt sur le revenu serait réduite de 1 409 000 \$ approximativement. La variation de la provision pour moins-value est principalement liée à la conversion de la portion libellée en dollars américains.

Le bénéfice étranger de certaines filiales de la Société ne serait imposé que s'il était rapatrié au Canada. La Société n'a constaté aucun passif d'impôts futurs pour ces bénéfiques non répartis puisque la direction ne s'attend pas à ce qu'ils soient rapatriés. Un passif d'impôts futurs sera constaté quand la Société estimera qu'elle récupérera ces revenus non distribués sous une forme imposable, telle qu'une vente de l'investissement ou en recevant des dividendes. Au moment du paiement, certains pays imposent des retenues d'impôts qui, sous certaines conditions, peuvent ensuite être utilisées en tant que crédits d'impôt pour réduire les impôts fédéraux ou provinciaux sur les bénéfiques à payer, le cas échéant.

17 | Coûts des services et frais de vente et d'administration

Les crédits d'impôt comptabilisés en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration se détaillent comme suit :

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 201 147	3 059 424	3 218 668
Crédits d'impôt (note 3)	(75 042)	(62 903)	(67 110)
	3 126 105	2 996 521	3 151 558

18 | Investissements dans les filiales et les coentreprises

Dans le cas de toutes les acquisitions d'entreprises, la Société a comptabilisé les résultats d'exploitation des entreprises à la date de la prise d'effet respective de chacune des acquisitions.

Transactions réalisées pendant l'exercice 2007

a) Acquisition

La Société a réalisé l'acquisition suivante :

- Consultation Codesic (« Codesic ») – Le 3 mai 2007, la Société a acquis toutes les actions en circulation de Codesic, une firme de services en technologies de l'information de Seattle, Washington. Reconnue pour sa profonde connaissance des affaires et des technologies de l'information, Codesic aide ses clients en gérant leurs initiatives stratégiques, en intégrant les technologies à leurs fonctions d'affaires et en assurant le soutien d'environnements informatiques essentiels.

L'acquisition de la société a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La ventilation du prix d'acquisition présentée ci-après est préliminaire et se fonde sur les meilleures estimations de la direction de la Société. Sur la contrepartie totale de 24 034 000 \$, une tranche de 15 055 000 \$ a été payée. Le montant du solde à payer dépendra du rendement de Codesic au cours des deux prochaines années, selon une formule stipulée dans l'entente. La ventilation finale du prix d'acquisition devrait être complétée dès que la direction de la Société aura rassemblé tous les renseignements importants qu'elle croit disponibles et qu'elle considère nécessaires à cette fin.

	CODESIC
	\$
Éléments hors caisse du fond de roulement	1 303
Immobilisations	146
Relations clients et autres	6 023
Écart d'acquisition ¹	16 094
Impôts futurs	355
	23 921
Situation de trésorerie acquise	113
Actifs nets acquis	24 034
Contrepartie	
Espèces	14 778
Solde conditionnel	8 979
Coûts d'acquisition	277
	24 034

¹ L'écart d'acquisition est déductible à des fins fiscales.

Dans le cadre de l'acquisition complétée pendant l'exercice 2007, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration de l'entreprise acquise. Conséquemment, la Société a établi une provision de 332 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés de l'entreprise acquise dont les fonctions étaient déjà remplies dans la structure existante.

18 | Investissements dans les filiales et les coentreprises (SUITE)

b) Modification à la coentreprise

Le 19 avril 2007, la Société a modifié son entente avec les actionnaires de Conseillers en informatique d'affaires (« CIA »), un fournisseur de services informatiques qui œuvre principalement dans les domaines gouvernementaux et financiers. À la suite de cette modification, la Société est en position d'exercer un contrôle unilatéral sur CIA. La Société utilise maintenant la méthode de consolidation pour comptabiliser son investissement de 60,69 %. Avant le 19 avril 2007, l'investissement était considéré comme une coentreprise et était comptabilisé selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Sous l'entente, la Société s'est engagée à acheter les actions résiduelles de CIA, soit 39,31 % des actions de CIA, avant le 1^{er} octobre 2011. Après le 19 avril 2007, la Société a augmenté son investissement dans les actions de CIA à 64,66 %. La modification de la méthode de consolidation a entraîné une augmentation nette des actifs de 215 000 \$ et une diminution de l'encaisse du même montant. À la suite de ces modifications, la valeur de l'écart d'acquisition de CIA s'élève à 3 526 000 \$. La Société a décrit ses engagements pour l'achat des actions résiduelles à la note 25.

c) Solde des passifs liés aux intégrations

American Management Systems, Incorporated (« AMS ») et COGNICASE Inc. (« Cognicase ») ont été acquis durant les exercices 2004 et 2003 respectivement. Pour AMS et Cognicase, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	CESSATION D'EMPLOI	TOTAL
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2006	35 010	2 287	37 297
Ajustements de la provision initiale ¹	(3 860)	(754)	(4 614)
Écart de conversion	(1 517)	(17)	(1 534)
Paiements effectués pendant l'exercice 2007	(9 577)	(121)	(9 698)
Solde au 30 Septembre 2007²	20 056	1 395	21 451

1 Comptabilisés comme diminution de l'écart d'acquisition.

2 Du solde restant, 6 247 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 15 204 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

d) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

La Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des actifs d'impôts futurs, des passifs liés aux intégrations, de l'encaisse et des éléments hors caisse du fond de roulement de 3 021 000 \$, 8 045 000 \$, 130 000 \$ et 118 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette des relations clients de 191 000 \$, tandis que l'écart d'acquisition a diminué de 4 967 000 \$.

e) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2007, la Société a payé les soldes des prix d'acquisition liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution de la dette à long terme de 2 011 000 \$.

Transactions réalisées pendant l'exercice 2006

a) Acquisitions

La Société a réalisé les acquisitions suivantes :

- Pangaea Systems Inc. (« Pangaea ») – Le 1^{er} mars 2006, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation d'une entreprise de services en technologies de l'information située en Alberta, au Canada. Pangaea est spécialisée en développement de solutions internet et de services connexes pour le secteur public principalement, ainsi que pour les secteurs de l'énergie et des services financiers.
- ERS Informatique Inc. (« ERS ») – Le 7 avril 2006, l'une des coentreprises de la Société a acquis la totalité des actions en circulation d'une société de services en technologies de l'information située au Québec, au Canada. ERS se spécialise dans le développement de logiciels d'applications, destinés principalement au secteur public.
- Plaut Consulting SAS (« Plaut ») – Le 1^{er} juin 2006, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation d'une société française de conseil en gestion et nouvelles technologies. Reconnue pour son expertise dans la mise en œuvre de solutions SAP, Plaut accompagne sa clientèle globale dans ses projets de transformation des organisations et des systèmes d'information.

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La ventilation des prix d'acquisition présentée ci-après était préliminaire et se fondait sur les meilleures estimations de la direction de la Société. La Société a subséquemment complété la ventilation finale des prix d'acquisition et les modifications sont présentées à la note 18 d) des transactions réalisées pendant l'exercice 2007.

	PLAUT	AUTRES	TOTAL
	\$	\$	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(580)	(2 298)	(2 878)
Immobilisations	28	656	684
Relations clients et autres	5 565	358	5 923
Écart d'acquisition ¹	11 328	6 742	18 070
Prise en charge de la dette à long terme	–	(80)	(80)
Impôts futurs	1 698	738	2 436
	18 039	6 116	24 155
Prise en charge du découvert bancaire	(300)	(49)	(349)
Actifs nets acquis	17 739	6 067	23 806
Contrepartie			
Espèces	16 052	5 161	21 213
Soldes du prix d'acquisition	1 242	516	1 758
Coûts d'acquisition	445	390	835
	17 739	6 067	23 806

1 L'écart d'acquisition n'est pas déductible à des fins fiscales.

Dans le cadre des acquisitions complétées pendant l'exercice 2006, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. Conséquemment, la Société a établi une provision de 936 000 \$, relative à des contrats de location de locaux des entreprises acquises que la Société compte libérer, et une provision de 1 518 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises, dont les fonctions étaient déjà remplies dans la structure existante.

b) Cessions

Le 31 décembre 2005, la Société a vendu ses actifs de commutation électronique à Everlink Payment Services Inc. pour une contrepartie en espèces de 27 559 000 \$. Les actifs nets vendus incluaient un écart d'acquisition de 13 172 000 \$ et la transaction a entraîné un gain de 10 475 000 \$.

c) Solde des passifs liés aux intégrations

Pour AMS et Cognicase, les éléments de passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créiteurs et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	CESSATION D'EMPLOI	TOTAL
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2005	57 118	5 194	62 312
Ajustements de la provision initiale ¹	(10 188)	(1 688)	(11 876)
Écart de conversion	(998)	152	(846)
Paiements effectués pendant l'exercice 2006	(10 922)	(1 371)	(12 293)
Solde au 30 septembre 2006 ²	35 010	2 287	37 297

1 Comptabilisés comme diminution de l'écart d'acquisition

2 Du solde restant, 8 212 000 \$ sont inclus dans les créiteurs et charges à payer et 29 085 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

d) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

La Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution des actifs d'impôts futurs, des passifs liés aux intégrations et de l'encaisse de 4 477 000 \$, 8 661 000 \$ et 1 087 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette des relations clients, de la dette à long terme et des éléments hors caisse du fonds de roulement de 325 000 \$, 463 000 \$ et 3 533 000 \$, respectivement, entraînant une diminution de l'écart d'acquisition de 6 492 000 \$.

e) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2006, la Société a payé les soldes des prix d'acquisition liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution de la dette à long terme de 2 136 000 \$.

18 | Investissements dans les filiales et les coentreprises (SUITE)

Transactions réalisées pendant l'exercice 2005

a) Acquisitions

La Société a augmenté sa participation dans l'une de ses coentreprises et réalisé cinq acquisitions, dont les plus importantes ont été les suivantes :

- AGTI Services Conseils Inc. (« AGTI ») – Le 1^{er} décembre 2004, la Société a fait l'acquisition du solde des actions en circulation d'une entreprise montréalaise de services-conseils en technologies de l'information qui se spécialise dans le domaine des affaires et des TI, la gestion de projets et du changement et l'amélioration de la productivité. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat en plusieurs étapes. La Société détenait auparavant 49 % des actions en circulation d'AGTI et comptabilisait cet investissement en utilisant la méthode de la consolidation proportionnelle.
- MPI Professionals (« MPI ») – Le 10 août 2005, la Société a fait l'acquisition de la presque totalité des actifs de MPI, qui offre des services de gestion de projets dans le secteur des services financiers.
- Silver Oak Partners Inc. (« Silver Oak ») – Le 2 septembre 2005, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Silver Oak, qui est un important fournisseur de solutions de gestion des dépenses dans les secteurs public et commercial.

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La ventilation des prix d'acquisition présentée ci-après était préliminaire et se fondait sur les meilleures estimations de la direction de la Société. La Société a complété subséquemment la ventilation des prix d'acquisition et ces modifications sont présentées à la note 18 d) des transactions réalisées pendant l'exercice 2006.

	AGTI	AUTRES	TOTAL
	\$	\$	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(1 302)	(397)	(1 699)
Immobilisations	368	521	889
Logiciels pour utilisation interne	9	17	26
Solutions d'affaires	–	7 315	7 315
Relations clients et autres	17 493	7 918	25 411
Écart d'acquisition ¹	32 471	19 705	52 176
Impôts futurs	(4 561)	(2 272)	(6 833)
	44 478	32 807	77 285
Situation de trésorerie acquise	2 702	2 569	5 271
Actifs nets acquis	47 180	35 376	82 556
Contrepartie			
Espèces	47 067	26 707	73 774
Soldes du prix d'acquisition	–	8 450	8 450
Coûts d'acquisition	113	219	332
	47 180	35 376	82 556

¹ Comprend un écart d'acquisition déductible à des fins fiscales de 5 649 000 \$.

Dans le cadre des acquisitions complétées pendant l'exercice 2005, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. Conséquemment, la Société a établi une provision de 2 736 000 \$, relative à des contrats de location de locaux des entreprises acquises que la Société compte libérer, et une provision de 1 637 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises, dont les fonctions étaient déjà remplies dans la structure existante.

b) Cessions

Le 25 janvier 2005, la Société a cédé son investissement dans Nexxlink Technologies Inc. au prix de 6,05 \$ par action pour une contrepartie totale de 20 849 000 \$, entraînant un gain avant impôts de 4 216 000 \$. Cet investissement était comptabilisé auparavant selon la méthode de la valeur de consolidation, donnant lieu à un revenu d'investissement de 321 000 \$ en 2005.

Le 8 mars 2005, la Société a vendu les principaux actifs d'Entreprises Keyfacts Canada Inc. (« Keyfacts »), une filiale à part entière de la Société, pour une contrepartie totale de 3 524 000 \$ incluant un solde de prix de vente de 1 000 000 \$, reçu pendant l'exercice 2006. Les actifs nets cédés incluaient un écart d'acquisition de 2 082 000 \$. La transaction a donné lieu à une perte nette de 1 580 000 \$.

Le 10 mars 2005, la Société a vendu son unité d'affaires américaine des Services aux coopératives de crédit et sa gamme de produits CyberSuite pour une contrepartie de 29 186 000 \$ incluant un solde de prix de vente de 2 189 000 \$. La vente de ces actifs nets, qui incluaient 14 070 000 \$ d'écart d'acquisition, a donné lieu à une perte nette de 1 419 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2005, un ajustement au prix de vente a été fait et a entraîné une augmentation de la perte nette de 296 000 \$, déduction faite d'une économie d'impôts de 174 000 \$, ainsi qu'une diminution du solde de prix de vente de 470 000 \$. Le solde de prix de vente a été reçu pendant l'exercice 2006.

c) Solde des passifs liés aux intégrations

Pour AMS et Cognicase, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS	CESSATION D'EMPLOI	TOTAL
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2004	68 977	20 250	89 227
Ajustements de la provision initiale ¹	7 091	3 230	10 321
Écart de conversion	(4 458)	(1 096)	(5 554)
Paiements effectués pendant l'exercice 2005	(14 492)	(17 190)	(31 682)
Solde au 30 septembre 2005 ²	57 118	5 194	62 312

1 Comptabilisés comme augmentation de l'écart d'acquisition.

2 Du solde restant, 21 596 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 40 716 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

d) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2005, la Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des éléments hors caisse du fonds de roulement et des immobilisations de 23 080 000 \$ et 1 895 000 \$, respectivement, ainsi qu'à une augmentation nette des actifs d'impôts futurs, des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme et des espèces de 6 227 000 \$, 17 648 000 \$ et 2 606 000 \$, respectivement, entraînant une diminution de l'écart d'acquisition de 1 506 000 \$. De plus, un montant de 12 500 000 \$ d'écart d'acquisition provenant de l'acquisition d'AMS a été reclassé du secteur d'affaires des services en TI au secteur d'affaires de la GPA.

19 | Activités abandonnées

Il n'y a pas eu d'activités abandonnées pendant les exercices 2007 et 2006.

Le 8 mars 2005, la Société a cédé les principaux actifs de Keyfacts, une filiale à part entière de la Société. Keyfacts est un fournisseur de services de recherche et de récupération d'informations aux fins d'enquêtes.

De plus, le 10 mars 2005, la Société a vendu son unité d'affaires américaine des Services aux coopératives de crédit, qui fournissait des services administratifs bancaires de traitement de base aux coopératives de crédit aux États-Unis, ainsi que sa gamme de produits CyberSuite.

Le tableau suivant présente un résumé de l'information financière concernant les activités abandonnées :

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Produits	-	-	17 495
Charges d'exploitation	-	-	12 585
Amortissement	-	-	610
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	-	-	4 300
Impôts sur les bénéfices	-	-	7 510
Perte nette tirée des activités abandonnées	-	-	(3 210)
Liquidités nettes provenant des activités d'exploitation	-	-	759
Montant net des espèces et quasi-espèces provenant des activités abandonnées	-	-	759

Les activités abandonnées ont été incluses dans le secteur des services en GPA pour l'exercice 2005. Au 30 septembre 2005, les charges d'exploitation provenant des activités abandonnées ont été réduites d'un gain à la cession avant impôts de 5 012 000 \$. De plus, les impôts sur les bénéfices ne présentent pas des taux d'impôt proportionnels aux bénéfices, car la vente inclut un écart d'acquisition de 16 152 000 \$ qui n'a pas de valeur fiscale.

20 | Renseignements supplémentaires sur les coentreprises

La quote-part de l'exploitation des coentreprises revenant à la Société incluse dans les états financiers consolidés s'établit comme suit :

	2007	2006
	\$	\$
Bilans		
Actifs à court terme	40 303	41 646
Actifs à long terme	6 517	16 407
Passifs à court terme	16 879	18 285
Passifs à long terme	726	2 029

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
États des résultats			
Produits	94 111	90 122	86 916
Charges	80 015	82 191	78 011
Bénéfice net	14 096	7 931	8 905
États des flux de trésorerie			
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :			
Activités d'exploitation	16 327	1 578	28 634
Activités d'investissement	(2 669)	(13 955)	(23 205)
Activités de financement	(11 956)	1 430	8 147

Contrat de location-financement

Le 1^{er} novembre 2002, l'une des coentreprises de la Société, agissant en tant que bailleur, a conclu avec l'un de ses principaux clients un contrat de location d'une durée de 50 mois portant sur des actifs liés à la technologie et à des systèmes informatiques, dans le cadre d'un contrat d'impartition en cours. Le contrat de location a été comptabilisé en tant que contrat de location-financement. Au 30 septembre 2007, la tranche restante était nulle. Au 30 septembre 2006, la tranche restante de 1 796 000 \$ a été incluse dans les charges payées d'avance et autres actifs à court terme. Au 30 septembre 2005, 12 434 000 \$ ont été constatés dans les charges payées d'avance et autres actifs à court terme et 1 788 000 \$ ont été constatés dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme. Le taux d'intérêt effectif du contrat était de 5,02 %.

21 | Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Débiteurs	(7 503)	6 771	62 687
Travaux en cours	(5 397)	14 659	(1 150)
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	6 096	(15 110)	14 289
Créditeurs et charges à payer	(22 973)	(16 956)	(89 503)
Rémunération à payer	24 274	3 699	(3 601)
Produits reportés	40 885	(14 848)	13 519
Impôts sur les bénéfices	50 436	11 314	(6 449)
	85 818	(10 471)	(10 208)

b) Les activités d'exploitation, d'investissement et de financement liées aux activités poursuivies sans effet sur la trésorerie s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Débiteurs	(438)	-	-
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	-	(3 006)	-
Créditeurs et charges à payer	(4 540)	(6 661)	7 185
	(4 978)	(9 667)	7 185
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	(9 609)	-	-
Produit tiré de cessions d'actifs incorporels à durée de vie limitée	-	3 006	(11 050)
	(9 609)	3 006	(11 050)
Activités de financement			
Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	9 609	-	11 050
Émission d'actions	438	-	-
Rachat d'actions subalternes classe A	4 540	6 661	(7 185)
	14 587	6 661	3 865

c) Les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Intérêts payés	37 925	40 255	17 965
Impôts sur les bénéfices payés	37 763	61 365	66 534

22 | Information sectorielle

La Société compte les deux secteurs d'affaires suivants (outre l'unité des services corporatifs) : les services en TI et les services en GPA. L'orientation de ces secteurs est présentée ci-dessous :

- Le secteur des services en TI propose à des clients d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie-Pacifique un éventail complet de services, y compris l'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition. Les professionnels et les centres d'excellence de la Société situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde fournissent également des services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à des clients du monde entier dans le cadre du modèle de prestation des services axé sur l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielle à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer.
- Le secteur des services en GPA gère des processus d'affaires pour le secteur des services financiers et fournit d'autres services tels que des services en gestion de la paie et des documents.

22 | Information sectorielle (SUITE)

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion :

	2007			TOTAL \$
	SERVICES EN TI \$	GPA \$	SIÈGE SOCIAL \$	
Produits	3 252 382	459 184	–	3 711 566
Bénéfice (perte) avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, gain à la vente d'actifs, frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, participation sans contrôle, déduction faite d'impôts sur les bénéfices, et impôts sur les bénéfices ¹	411 636	59 055	(62 878)	407 813
Total de l'actif	2 697 221	576 658	201 929	3 475 808

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du secteur des services en TI, du secteur des services en GPA et du siège social est de 165 517 000 \$, 21 743 000 \$ et 12 334 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2007.

	2006			TOTAL \$
	SERVICES EN TI \$	GPA \$	SIÈGE SOCIAL \$	
Produits	3 011 741	465 882	–	3 477 623
Bénéfice (perte) avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, gain à la vente d'actifs, frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques et impôts sur les bénéfices ¹	334 137	55 114	(78 915)	310 336
Total de l'actif	2 860 128	600 218	231 686	3 692 032

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du secteur des services en TI, du secteur des services en GPA et du siège social est de 162 222 000 \$, 22 556 000 \$ et 12 590 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2006.

	2005			TOTAL \$
	SERVICES EN TI \$	GPA \$	SIÈGE SOCIAL \$	
Produits	3 194 598	491 388	–	3 685 986
Bénéfice (perte) avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, gain à la vente d'un placement dans une société satellite et bénéfice tiré d'un placement dans une société satellite, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées ¹	361 338	69 442	(84 635)	346 145
Total de l'actif	2 931 084	683 928	371 647	3 986 659

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du secteur des services en TI, du secteur des services en GPA et du siège social est de 191 002 000 \$, 30 921 000 \$ et 9 010 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2005.

Le tableau ci-après présente l'information sur les immobilisations en fonction des secteurs d'affaires :

	2007	2006
	\$	\$
Immobilisations		
Services en TI	99 347	78 130
GPA	17 981	11 609
Siège social	29 024	30 293
	146 352	120 032

À partir du 1^{er} octobre, 2006, la portion canadienne des services de gestion de documentation, antérieurement classifiée dans les services en TI, a été transférée au secteur des services en GPA. Les montants comparatifs correspondants furent reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée en 2007. Les conventions comptables des secteurs sont identiques à celles décrites dans la rubrique Sommaire des principales conventions comptables (se reporter à la note 2). Les montants sont présentés déduction faite des ventes et des transferts intersectoriels, lesquels sont mesurés de la même manière que si ces ventes et transferts avaient eu lieu avec un tiers.

Information géographique

Le tableau suivant présente, pour certaines régions, l'information sur le marché en fonction de l'emplacement des clients :

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Produits			
Canada	2 207 707	2 092 026	2 211 191
États-Unis	1 224 407	1 151 260	1 195 346
Europe et Asie-Pacifique	279 452	234 337	279 449
	3 711 566	3 477 623	3 685 986

Les immobilisations et l'écart d'acquisition ne sont pas présentés par région géographique puisque cette information n'est pas utilisée pour produire les états financiers à vocation générale. Toutes les unités d'affaires de la Société se partagent les immobilisations. Il est donc impossible de présenter l'information géographique pour les immobilisations et l'écart d'acquisition.

23 | Opérations entre apparentés

Au 30 septembre 2005, BCE exerçait une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement de la Société en raison de sa participation de 29,75 % et du volume d'activités provenant de BCE, de ses filiales et de ses sociétés affiliées. Le 16 décembre 2005, la Société a conclu une entente avec BCE, qui a été finalisée le 12 janvier 2006, pour le rachat de 100 000 000 actions subalternes classe A de la Société. En conséquence, BCE a perdu son influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement de la Société. Durant la période comprise entre le 1^{er} octobre 2005 et le 12 janvier 2006, la Société a généré des revenus de 126 108 000 \$ et acheté des services de BCE pour un montant de 26 471 000 \$. Pour les exercices 2007 et 2006, le volume d'activités provenant de BCE, de ses filiales et de ses sociétés affiliées représentait 11,6 % et 11,9 %, respectivement, des produits de la Société.

Les opérations et les soldes pour l'exercice 2005, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont les suivants :

	2005
	\$
Produits	526 935
Achats de services	121 184
Débiteurs	21 632
Travaux en cours	14 209
Coûts liés à des contrats	14 103
Créditeurs et charges à payer	1 018
Produits reportés	1 978

Dans le cours normal de ses activités, la Société est aussi partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %.

Les opérations et les soldes qui en découlent, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont les suivants :

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Produits	120 010	100 994	102 699
Débiteurs	9 310	9 490	4 112
Travaux en cours	3 648	1 528	1 290
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	–	–	2 019
Coûts liés à des contrats	13 746	16 239	17 301
Créditeurs et charges à payer	–	147	1 254
Produits reportés	1 868	509	–

Le 5 décembre 2005, la Société a loué un avion privé pour ses besoins d'affaires auprès d'une société de location, laquelle l'avait acquis d'une société en commandite dont un administrateur de la Société est le seul commanditaire. La transaction a été effectuée à la valeur d'échange, qui a été corroborée par un rapport indépendant à la date de la transaction.

24 | Avantages sociaux des employés

En règle générale, la Société n'offre pas de régime de retraite ni d'avantages complémentaires de retraite à ses employés, sauf dans les cas suivants :

Bureau d'expertise des assureurs Itée (Underwriters Adjustment Bureau Ltd. ou « UAB ») offrait un régime d'avantages postérieurs à l'emploi pour les anciens employés d'UAB qui sont à la retraite. Le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi totalisait 5 591 000 \$, 6 117 000 \$ et 6 584 000 \$ aux 30 septembre 2007, 2006 et 2005, respectivement. Il n'y avait aucune charge connexe pour les exercices terminés les 30 septembre 2007, 2006 et 2005.

La Société détient un fonds de pension à cotisations déterminées. La charge totale du fonds de pension pour les exercices terminés les 30 septembre 2007, 2006 et 2005 est de 4 717 000 \$, 4 076 000 \$ et 5 373 000 \$, respectivement.

La Société adhère à un régime à cotisations déterminées du type 401(k) pour l'ensemble de ses employés situés aux États-Unis. La Société cotise dans la même proportion que les employés, jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par année. Pour les exercices terminés les 30 septembre 2007, 2006 et 2005, la Société a cotisé des montants de 4 520 000 \$, 4 697 000 \$ et 5 634 000 \$, respectivement.

La Société adhère à un régime de rémunération différée pour certains membres de la direction situés aux États-Unis. Une fiducie a été établie pour que les actifs du régime soient distincts ; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont assujettis aux créanciers de la Société. Ces actifs, composés de placements, sont compris dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme et changent de valeur selon les cotisations des employés et les variations de valeur des placements. Le changement de la valeur du passif lié au régime est égal au changement de la valeur de l'actif.

25 | Engagements, éventualités et garanties

A) Engagements

Au 30 septembre 2007, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance à diverses dates et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisé dans les contrats d'impartition, se chiffrent à environ 1 011 014 000 \$. Les loyers minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2008	178 365
2009	133 555
2010	102 261
2011	81 301
2012	68 414

La Société a conclu des ententes de service à long terme représentant un engagement total de 140 738 000 \$. Les versements minimaux exigibles en vertu de ces ententes pour les cinq prochains exercices s'échelonnent comme suit :

	\$
2008	33 459
2009	41 681
2010	32 407
2011	14 941
2012	11 582

À partir du 19 avril 2007, dans le cadre de l'entente entre les actionnaires de CIA, la Société s'est engagée à acheter les actions résiduelles de CIA, soit 39,31 % des actions, avant le 1^{er} octobre 2011 (note 18). Au 30 Septembre 2007, 35,34 % des actions de CIA n'avaient pas été achetées. Le prix d'achat des actions résiduelles sera calculé tel que défini dans la convention avec les actionnaires.

B) Éventualités

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de litiges dans le cours normal de ses activités. La Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'un de ces litiges pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

C) Garanties

Vente d'actifs et cession d'entreprises

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des paiements à des contreparties, par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines conventions limitent le montant maximal à verser à un total approximatif de 65 000 000 \$, d'autres engagements ne fixent pas de plafond quant au montant, ni de limite quant à la durée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces sommes dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Aucun passif n'a été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation au 30 septembre 2007. La Société ne s'attend pas à verser de paiements, en vertu de ces garanties, qui auraient une incidence négative importante sur ses états financiers consolidés.

Contrats avec le gouvernement des États-Unis

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats font l'objet d'exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences gouvernementales enquêtent afin de s'assurer que les activités de la Société sont conduites selon les exigences requises. En règle générale, le gouvernement peut changer la portée ou mettre fin à ces contrats à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un projet important avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Autres transactions

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En général, la Société serait seulement responsable du montant des cautionnements de soumission si la Société refusait d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable pour des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. En date du 30 septembre 2007, la Société a fourni pour un total de 71 832 000 \$ de ces garanties. À sa connaissance, la Société est conforme à toutes ces garanties et ce, pour tous les contrats de services pour lesquels il existe de telles garanties, et que l'obligation totale qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ni sur sa situation financière.

De plus, la Société fournit une garantie de 5 900 000 \$ sur la valeur résiduelle d'une propriété louée, comptabilisée en tant que contrat de location-exploitation, au terme du contrat de location. La compagnie a aussi conclu des ententes qui totalisent 4 245 000 \$ et qui comprennent des indemnités en faveur de tiers, principalement des indemnités fiscales.

26 | Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer sa position et le risque de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de transaction.

Juste valeur

Aux 30 septembre 2007 et 2006, la juste valeur estimative des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des travaux en cours et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable respective.

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme, à l'exception des notes principales non garanties en devises américaines, ne sont pas sensiblement différentes de leur valeur comptable respective aux 30 septembre 2007 et 2006.

La juste valeur des notes principales non garanties en devises américaines, évaluée en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions, est de 185 462 000 \$. La dette à long terme est comptabilisée au coût après amortissement puisqu'elle est classée comme autres passifs.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée à un risque de taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme et n'a actuellement recours à aucun instrument financier qui réduirait ce risque. La direction ne croit pas que l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sera importante.

Risque de crédit

Les instruments financiers qui exposent la Société à une concentration du risque de crédit sont composés des quasi-espèces et des débiteurs. Les quasi-espèces comprennent principalement des placements à court terme comme des dépôts sur le marché monétaire. Aucune quasi-espèce n'étaient incluses dans les actifs soutenus par le papier commercial. La Société a déposé des quasi-espèces dans des institutions financières de bonne réputation et la direction juge ainsi que le risque de pertes est négligeable. La Société a des débiteurs provenant de clients issus de diverses industries, dont des agences gouvernementales, le secteur financier, les télécommunications, le secteur manufacturier et les services publics ; ces débiteurs ne sont pas concentrés dans un secteur géographique spécifique. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques qui peuvent avoir une incidence sur les débiteurs. La direction ne croit pas qu'une industrie ou une région géographique représente un risque de crédit important. La concentration du risque de crédit relative aux débiteurs est limitée étant donné la vaste étendue de la clientèle de la Société.

Risque de change

La Société exerce des activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change. La Société réduit ce risque principalement avec la dette étrangère et des contrats de change. Pendant l'exercice 2004, la Société a désigné des notes principales non garanties en devises américaines de 192 000 000 \$ US comme instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes pour lesquelles les gains ou les pertes découlant de l'écart de conversion ont été comptabilisés dans les états consolidés du résultat étendu. Les gains ou les pertes réalisés et non réalisés sur ces instruments financiers ont également été comptabilisés sous cette même rubrique puisqu'ils se qualifient pour la comptabilité de couverture.

Aux 30 septembre 2007, 2006 et 2005, aucun contrat de change n'était en vigueur. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés en ce qui a trait aux contrats à terme pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2007 n'ont pas été importants.

Les bilans consolidés incluent les actifs financiers en devises étrangères importants comme les espèces et quasi-espèces et les débiteurs ainsi que des passifs financiers en devises étrangères importants comme les créditeurs et charges à payer de 107 642 000 \$, 179 971 000 \$ et 100 012 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2007 (114 449 000 \$, 180 646 000 \$ et 159 541 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2006). Au 30 septembre 2007, la portion des espèces et quasi-espèces, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer libellés en dollars américains s'élèvent à 43 681 000 \$ US, 128 024 000 \$ US et 56 344 000 \$ US, respectivement. À la même date, la portion des espèces et quasi-espèces, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer libellés en euros sont de 14 539 000 €, 22 296 000 € et 14 444 000 €, respectivement.

27 | Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis

Les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis qui touchent les états financiers consolidés de la Société sont les suivantes :

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Rapprochement du bénéfice net :			
Bénéfice net – PCGR du Canada	236 402	146 533	216 488
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (i)	–	–	20 554
Bons de souscription (ii)	1 404	1 405	1 405
Autres	1 441	1 238	(665)
Bénéfice net – PCGR des États-Unis	239 247	149 176	237 782
Bénéfice de base par action – PCGR des États-Unis	0,73	0,41	0,54
Bénéfice dilué par action – PCGR des États-Unis	0,72	0,41	0,54
Bénéfice net – PCGR des États-Unis	239 247	149 176	237 782
Autres éléments du résultat étendu			
Écart de conversion	(96 850)	(38 440)	(92 124)
Résultat étendu – PCGR des États-Unis	142 397	110 736	145 658
Rapprochement des capitaux propres :			
Capitaux propres – PCGR du Canada	1 818 268	1 748 020	2 494 690
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (i)	58 411	58 411	58 411
Bons de souscription (ii)	(3 671)	(5 075)	(6 480)
Rémunération non gagnée (iii)	(3 694)	(3 694)	(3 694)
Coûts d'intégration (iv)	(6 606)	(6 606)	(6 606)
Écart d'acquisition (v)	28 078	28 078	28 078
Impôts sur les bénéfices et ajustements pour modification de convention comptable (vi)	9 715	9 715	9 715
Autres	(6 784)	(8 225)	(9 463)
Capitaux propres – PCGR des États-Unis	1 893 717	1 820 624	2 564 651

(i) Rémunération à base d'actions

En vertu des PCGR du Canada, la rémunération d'employés à base d'actions a été comptabilisée selon la méthode de la juste valeur depuis le 1^{er} octobre 2004. Selon les PCGR des États-Unis, le *Statement of Financial Accounting Standard* (« SFAS ») n° 123 (révisé en 2004), *Share-Based Payment*, n'exige pas l'adoption de cette méthode de comptabilisation de la rémunération à base d'actions avant les périodes intermédiaires débutant le 15 juin 2005 ou après cette date. Les ajustements de 2005 représentent la charge déduite du bénéfice net consolidé selon les PCGR du Canada puisqu'aucune charge similaire n'a été comptabilisée ni ne devait être comptabilisée selon les PCGR des États-Unis. Depuis le 1^{er} octobre 2005, il n'y a aucune différence entre les principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis en ce qui a trait à la rémunération à base d'actions.

(ii) Bons de souscription

En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des bons de souscription émis relativement à des contrats d'impartition à long terme est comptabilisée dans les coûts liés à des contrats et amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale du contrat. En vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des instruments de capitaux propres émis a été soustraite du produit initial reçu afin de déterminer les produits. Les ajustements pour 2007, 2006 et 2005 résultent de la contre-passation de l'amortissement des coûts liés à des contrats, déduction faite des impôts sur les bénéfices, considérée comme une réduction du bénéfice net consolidé en vertu des PCGR du Canada.

(iii) Rémunération non gagnée

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} juillet 2001, les options sur actions non acquises qui avaient été accordées à la suite d'un regroupement d'entreprises n'ont pas été enregistrées. L'ajustement tient compte de la valeur intrinsèque des options sur actions non acquises (se reporter à l'alinéa (v) ci-dessous) qui, en vertu des PCGR des États-Unis, aurait été comptabilisée comme composante distincte des capitaux propres. Cette rémunération non gagnée a été amortie sur une durée approximative de trois ans, ce qui représente la période approximative restante d'acquisition des droits sur les options.

27 | Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis (SUITE)

(iv) Coûts d'intégration

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} janvier 2001, certains coûts de restructuration liés à l'acheteur pouvaient être constatés dans la répartition du prix d'acquisition lors de la comptabilisation des regroupements d'entreprises, à certaines conditions. En vertu des PCGR des États-Unis, seuls les coûts liés directement aux entreprises acquises peuvent être pris en compte dans la répartition du prix d'acquisition. Cet ajustement représente l'imputation au bénéfice net consolidé, déduction faite de l'amortissement de l'écart d'acquisition de 2001, enregistrée à l'égard des PCGR du Canada et déduction faite des impôts sur les bénéfices.

(v) Écart d'acquisition

L'ajustement des capitaux propres lié à l'écart d'acquisition est principalement le résultat de la différence dans la valeur attribuée aux options sur actions accordées aux employés d'IMRglobal Corp. En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des options sur actions en cours pour lesquelles les droits sont acquis est comptabilisée comme partie intégrante du prix d'acquisition à répartir. En vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des options sur actions accordées à la suite de l'acquisition d'entreprises aurait été enregistrée, que les droits soient acquis ou non. Se reporter à l'alinéa (iii) pour une analyse plus approfondie de cet élément.

(vi) Impôts sur les bénéfices et ajustements pour modification de convention comptable

Le 1^{er} octobre 1999, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465 du Manuel de l'ICCA, *Impôts sur les bénéfices*. Les recommandations du chapitre 3465 sont similaires aux dispositions du SFAS n° 109, *Accounting for Income Taxes*, publié par le *Financial Accounting Standards Board* (« FASB »). À la suite de la mise en application du chapitre 3465, la Société a enregistré un ajustement pour tenir compte de l'écart entre la valeur attribuée et la valeur fiscale des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises, ce qui se traduit par des passifs d'impôts futurs. La Société a enregistré ce montant au moyen d'une réduction des bénéfices non répartis, comme partie intégrante de l'ajustement cumulatif. En vertu des PCGR des États-Unis, ce montant aurait été inclus à titre d'augmentation de l'écart d'acquisition.

(vii) Consolidation proportionnelle

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, les entités dans lesquelles la Société détient une participation majoritaire seraient entièrement consolidées, et les entités dans lesquelles elle ne détient pas une participation majoritaire, mais sur lesquelles elle exerce une influence notable, seraient comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Ce traitement aurait entraîné le reclassement des postes des bilans et des états des résultats consolidés aux 30 septembre 2007 et 2006 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2007. Cependant, comme les écarts ont été jugés négligeables en ce qui a trait aux coentreprises à participation majoritaire, ils n'ont pas fait l'objet d'une présentation (se reporter à la note 20). Conformément aux pratiques prescrites par la *U.S. Securities and Exchange Commission* (« SEC ») des États-Unis, la Société a choisi, aux fins de ce rapprochement, de comptabiliser ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

(viii) Coûts d'émission d'actions

Comme le permettent les PCGR du Canada, les coûts d'émission des actions de la Société sont imputés aux bénéfices non répartis. Aux fins des PCGR des États-Unis, les coûts d'émission d'actions sont constatés à titre de réduction du produit tiré de l'émission de capital-actions.

(ix) Modifications comptables récentes et futures

En septembre 2006, la SEC a publié le *Staff Accounting Bulletin* n° 108 (« SAB 108 »), *Considering the Effects of Prior Year Misstatements when Quantifying Misstatements in Current Year Financial Statements*, qui s'applique à l'exercice terminé le 30 septembre 2007. Le SAB 108 indique comment quantifier l'incidence des inexactitudes non corrigées des années antérieures dans les états financiers de l'année courante. Le SAB 108 exige que les inexactitudes soient quantifiées selon une double approche soit la méthode de l'état des résultats et la méthode du bilan et évalue, une fois tous les facteurs quantitatifs et qualitatifs pertinents pris en compte, si l'une ou l'autre des méthodes résulte en la quantification d'une inexactitude importante. La provision du SAB 108 n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société au 30 septembre 2007.

En juillet 2006, le FASB a publié l'interprétation FASB n° 48 (« FIN 48 »), *Accounting for Uncertainty in Income Taxes*, qui s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 15 décembre 2006 ou après cette date. La FIN 48 établit la comptabilisation des impôts sur les bénéfices en déterminant le niveau minimal qu'une provision d'impôt doit atteindre afin d'être comptabilisée aux états financiers. L'interprétation donne également des indications quant au renversement, à la mesure, à la classification, aux intérêts et pénalités, à la comptabilisation pour les périodes intermédiaires, à la présentation ainsi qu'aux règles transitoires. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés mais ne prévoit pas que cette incidence sera importante.

En septembre 2006, le FASB a publié l'interprétation SFAS n° 157, (« SFAS 157 »), *Fair Value Measurements*, qui s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 15 novembre 2007 ou après cette date. La SFAS 157 définit la valeur marchande, établit les paramètres pour comptabiliser la valeur marchande selon les principes comptables généralement reconnus, et précise les informations à divulguer à cet égard dans les états financiers. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés mais ne prévoit pas que cette incidence sera importante.

En février 2007, le FASB a publié l'interprétation SFAS n° 159 (« SFAS 159 »), *Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities*, y compris un ajustement à la FASB n° 115, qui s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 15 novembre 2007. La SFAS 159 permet aux sociétés de choisir de mesurer plusieurs instruments financiers et certains autres éléments à la valeur marchande. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés mais ne prévoit pas que cette incidence sera importante.

Renseignements à l'intention des actionnaires

SIÈGE SOCIAL

1130, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 2M8
Canada

Téléphone : 514-841-3200
Télécopieur : 514-841-3299

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Bourse de Toronto, avril 1992 :
GIB.A
Bourse de New York, octobre 1998 :
GIB

Nombre d'actionnaires inscrits au
30 septembre 2007 : 2 819

Nombre d'actions en circulation au
30 septembre 2007 :
290 545 715 actions subalternes classe A
34 208 159 actions classe B

Haut/bas du cours de l'action du 1^{er} octobre 2006
au 30 septembre 2007 :
Bourse de Toronto (\$CAN) : 12,24/6,50
Bourse de New York (\$US) : 11,73/6,20

Les attestations du chef de la direction et du chef
de la direction financière de CGI concernant la
qualité de la divulgation financière de la Société
selon les exigences réglementaires canadiennes
sont déposées sur SEDAR (www.sedar.com).

Les attestations similaires selon la Règle 13a-14
de la *Securities Exchange Act of 1934* et de
l'article 302 de la *Sarbanes-Oxley Act of 2002* des
États-Unis figurent en annexe à notre rapport 40F
déposé sur EDGAR (www.sec.gov). La Société
a également déposé auprès de la Bourse de
New York l'attestation exigée par l'article 303A.12
du *Listed Company Manual*.

Les pratiques de CGI en matière de régie
d'entreprise ne diffèrent pas de façon significative
de celles qui incombent aux sociétés américaines
aux termes des conditions d'inscription à la cote
de la Bourse de New York. Ces pratiques sont
indiquées dans la Circulaire de la direction de
CGI qui est déposée auprès des organismes de
réglementation des valeurs mobilières au Canada
et aux États-Unis. Ce document est disponible
sur le site de SEDAR au www.sedar.com et sur le
site de EDGAR au www.sec.gov, respectivement,
ainsi que sur le site de CGI au www.cgi.com.

VÉRIFICATEURS

Deloitte & Touche s.r.l.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1-800-564-6253

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour obtenir de plus amples renseignements sur
l'entreprise, des exemplaires de ce rapport ou toute
autre information financière, veuillez communiquer
avec nous :

Relations avec les investisseurs
Groupe CGI inc.

1130, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 2M8
Canada
Téléphone : 514-841-3200

Vous pouvez aussi nous joindre par courrier
électronique à l'adresse suivante : ir@cgi.com,
ou en consultant la section « Investisseurs »
de notre site Internet : www.cgi.com.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le mardi 5 février 2008
à 11 heures

Hôtel Omni Mont-Royal
Salon Les saisons
1050, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)

L'assemblée annuelle des actionnaires de CGI
sera diffusée en direct à l'adresse : www.cgi.com.
Les directives détaillées seront données sur le
site de CGI. Les actionnaires désirant voter par
téléphone ou sur Internet pourront le faire en
suivant les directives contenues dans la circulaire
de la direction de CGI. Ce rapport annuel est
disponible sur notre site : www.cgi.com.

*CGI's 2007 annual report
is available in English.*



_la force de l'engagement

www.cgi.com